



Investir dans les populations rurales

# Rapport du Conseil des gouverneurs

Trente-neuvième session  
Rome, 17-18 février 2016

**2016**  
**CONSEIL DES**  
**GOUVERNEURS**

Cote du document: GC 39  
Date: 10 juin 2016  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Conseil des gouverneurs

Rapport de la trente-neuvième session

Rome, 17-18 février 2016

## Table des matières

CHAPITRE 1	PARAGRAPHES	PAGES
Ouverture et travaux de la session	1-17	1-3
A. Ouverture de la session et séance inaugurale	3	1
B. Ordre du jour et documentation	4	1
C. Élection du Bureau du Conseil des gouverneurs	5	1-2
D. Séance inaugurale de la session	6-8	3
E. Discours du Président du FIDA	9	3
F. Conférences-débats et événements spéciaux	10-13	3
G. Table ronde des Gouverneurs	14	3
H. Déclarations générales	15	3
I. Clôture de la session	16-17	3
 CHAPITRE 2		
Décisions prises par le Conseil des gouverneurs	18-25	4-5
A. Rapport sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA	18	4
B. États financiers consolidés du FIDA pour 2014	19	4
C. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2016; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2016 et plan indicatif pour 2017-2018 d'IOE; et rapports de situation sur l'Initiative PTE et le SAFF	20-21	4
D. Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	22	4
E. Émoluments du Président	23-24	4-5
F. Informations actualisées sur le Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance	25	5
 CHAPITRE 3		
3. A. Comptes rendus analytiques (y compris un résumé des déclarations générales prononcées par les Gouverneurs)	26-168	6-35
i) Première réunion – 17 février 2016	26-86	6-16
ii) Deuxième réunion – 17 février 2016	87-124	17-26
iii) Troisième réunion – 18 février 2016	125-168	28-35
B. Table ronde des Gouverneurs: Mobiliser des financements en faveur de l'agriculture paysanne – ce dont nous avons besoin pour atteindre le deuxième Objectif de développement durable		36-37

CHAPITRE 3 (SUITE)	PAGES
C. Autres déclarations générales	38-71
Autriche	38-39
Brésil	40-41
Burkina Faso	42-43
Canada	44-45
République démocratique du Congo	46
Guinée équatoriale	47-48
France	49-50
Gabon	51-52
Indonésie	53-54
Japon	55-56
Kiribati	57-58
République de Corée	59
République démocratique populaire lao	60-61
Lesotho	62
Madagascar	63-64
Maldives	65-66
Thaïlande	67-68
Tunisie	69-70
République bolivarienne du Venezuela	71
 CHAPITRE 4	
Déclaration et allocutions spéciales	72-92
Allocution de bienvenue du président du Conseil des gouverneurs nouvellement élu, M. Dinesh Sharma	73-74
Allocution de bienvenue du Président du FIDA, Kanayo F. Nwanze, à l'occasion de la visite de Son Excellence Sergio Mattarella, Président de la République italienne	75
Discours liminaire de Son Excellence Sergio Mattarella, Président de la République italienne	76-79
Discours prononcé par le Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze	80-85
Synthèse des délibérations du Forum paysan	86-87
Discours de clôture du Président du FIDA	88-89
Discours de clôture de M. Dinesh Sharma, président de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA	90-92

## Annexes

I.	Délégations de la trente-neuvième session du Conseil des Gouverneurs	93-174
II.	Ordre du jour et programme des activités	175-179
III.	Liste des documents soumis au Conseil des gouverneurs à sa trente-neuvième session	180
IV.	Résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa trente-neuvième session	181-184

## Chapitre 1

### Ouverture et travaux de la session

1. La trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA s'est tenue à Rome les 17 et 18 février 2016. La liste des participants figure à l'annexe I.
2. Le Conseil a tenu au total trois réunions qui sont résumées dans les comptes rendus analytiques figurant dans la partie A du chapitre 3.
- A. Ouverture de la session et séance inaugurale
3. La session a été ouverte par Son Excellence Mathieu Mboumba Nziengui, président du Conseil des gouverneurs et Gouverneur du FIDA pour la République du Gabon.
- B. Ordre du jour et documentation
4. Le Conseil des gouverneurs a adopté l'ordre du jour, que l'on pourra trouver en annexe II avec le programme des activités. La liste des documents soumis au Conseil est fournie en annexe III. Les résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs figurent en annexe IV.
- C. Élection du Bureau du Conseil des gouverneurs
5. Conformément à l'article 12 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs, un nouveau Bureau du Conseil a été élu, parmi les Gouverneurs, pour un mandat de deux ans. Les résultats de l'élection ont été les suivants:

Président du Conseil: M. Dinesh Sharma  
 Secrétaire d'État auxiliaire, Département des affaires économiques, Ministère des finances de la République de l'Inde

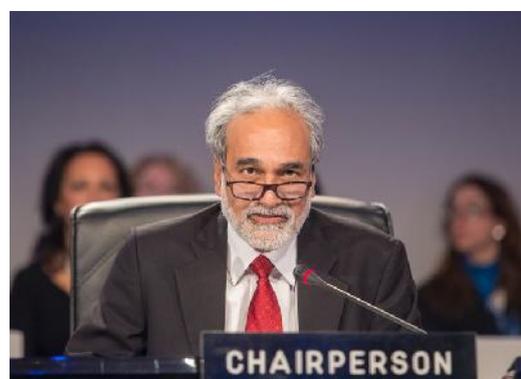
Vice-Présidents: Mme Elina Kalkku  
 Sous-secrétaire d'État, Politique de coopération au développement, Ministère des affaires étrangères de la République de Finlande

M. Andin Hadiyanto  
 Expert, Macroéconomie et financement international, Ministère des finances de la République d'Indonésie

## Bureau du Conseil des gouverneurs



Son Excellence  
Mathieu Mboumba Nziengui, Ministre  
d'État chargé de l'agriculture et de  
l'entrepreneuriat agricole de la  
République gabonaise



M. Dinesh Sharma, Secrétaire d'État  
auxiliaire, Département des affaires  
économiques, Ministère des finances  
de la République de l'Inde



Mme Elina Kalkku,  
Sous-Secrétaire d'État, Politique de  
coopération au développement,  
Ministère des affaires étrangères de la  
République de Finlande



M. Andin Hadiyanto, Expert,  
Macroéconomie et financement  
international, Ministère des finances  
de la République d'Indonésie

#### D. Séance inaugurale de la session

6. M. Dinesh Sharma, Secrétaire d'État auxiliaire du Département des affaires économiques du Ministère des finances de la République de l'Inde et président du Conseil des gouverneurs, a présenté une déclaration d'ouverture. Le texte intégral de cette déclaration est reproduit au chapitre 4.
7. M. Kanayo F. Nwanze, Président du FIDA, a souhaité la bienvenue à l'invité d'honneur, Son Excellence Sergio Mattarella, Président de la République italienne, lors de la séance inaugurale de la session. Cette déclaration de bienvenue figure au chapitre 4.
8. Son Excellence Sergio Mattarella, Président de la République italienne, a prononcé un discours liminaire. Sa déclaration est reproduite intégralement au chapitre 4.

#### E. Discours du Président du FIDA

9. La version intégrale du discours prononcé par le Président Nwanze devant le Conseil des gouverneurs est présentée au chapitre 4.

#### F. Conférences-débats et événements spéciaux

10. Des conférences-débats se sont tenues sur les thèmes suivants: "Mise en œuvre des Objectifs de développement durable: stimuler l'initiative privée" et "Investissements innovants pour une transformation du monde rural".
11. Les conférences-débats ont été suivies d'un entretien avec Ismahane Elouafi, Directrice générale du Centre international d'agriculture biosaline (ICBA), sur le thème "L'agriculture de demain".
12. La deuxième série de conférences du FIDA a été donnée par Mohamed Ibrahim, Fondateur et Président de la Fondation Mo Ibrahim. La conférence intitulée "Secteur privé, bonne gouvernance et développement rural" était consacrée aux investissements et mécanismes nécessaires pour transformer les communautés rurales en espaces prospères et riches de possibilités.
13. Le détail des discussions tenues lors des événements du Conseil des gouverneurs figure dans un rapport distinct intitulé "Investissement inclusif: Populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015, Travaux des participants aux manifestations organisées en marge de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, février 2016".

#### G. Table ronde des Gouverneurs

14. Un compte rendu des débats qui se sont tenus lors de la table ronde des Gouverneurs sur le thème "Mobiliser des financements en faveur de l'agriculture paysanne: ce dont nous avons besoin pour atteindre le deuxième Objectif de développement durable" est présenté à la partie B du chapitre 3.

#### H. Déclarations générales

15. Les déclarations générales prononcées par les Gouverneurs en séance plénière sont synthétisées dans les comptes rendus analytiques figurant dans la partie A du chapitre 3. Les déclarations générales présentées par écrit par les représentants des États membres n'ayant pas fait de présentation orale sont intégralement reproduites dans la partie C du chapitre 3. Une déclaration prononcée à l'occasion de la sixième réunion mondiale du Forum paysan, organisée le 16 février 2016 en marge de la session du Conseil, est présentée au chapitre 4.

#### I. Clôture de la session

16. Le Président du FIDA a présenté au Conseil des observations finales, qui sont reproduites intégralement au chapitre 4.
17. Le président du Conseil des gouverneurs, M. Dinesh Sharma, a récapitulé les résultats des principales délibérations du Conseil avant de clôturer la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs. Le discours de clôture est reproduit intégralement au chapitre 4.

## Chapitre 2

### Décisions prises par le Conseil des gouverneurs

- A. Rapport sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA
18. Le Conseil des gouverneurs a examiné le rapport sur l'état des contributions à la dixième reconstitution des ressources du FIDA, contenu dans le document GC 39/L.2. Le Conseil a été informé que, sur la base des annonces de contribution reçues depuis la date de préparation du rapport, les annonces de contribution à la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10) s'élèvent à 1 124 millions d'USD. Enfin, le Conseil a été informé que les versements reçus au titre de FIDA10, y compris ceux reçus depuis la date de préparation du rapport, s'élèvent à 702 millions d'USD, soit 61% du total des annonces de contribution.
- B. États financiers consolidés du FIDA pour 2014
19. Le Conseil des gouverneurs a examiné et approuvé les états financiers faisant apparaître la situation financière du FIDA au 31 décembre 2014 et les résultats de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils figurent dans les appendices A à K du document GC 39/L.3, le rapport y relatif du Commissaire aux comptes, ainsi que l'attestation de ce dernier sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.
- C. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2016; programme de travail et budget d'IOE axés sur les résultats pour 2016 et plan indicatif pour 2017-2018; rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAFF
20. Après avoir examiné le budget administratif proposé, comprenant les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA pour 2016 et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2016, tel que présenté dans le document GC 39/L.4, le Conseil des gouverneurs a adopté le 17 février 2016 la résolution 190/XXXIX.
21. Le Conseil a également pris note des informations communiquées dans les rapports de situation sur la participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) et sur la mise en œuvre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFF) au FIDA.
- D. Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
22. Le Conseil des gouverneurs a pris note des informations contenues dans le document GC 39/L.5 sur le Rapport final sur la fonction du FIDA en tant qu'organisme d'accueil du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.
- E. Émoluments du Président
23. Le Conseil des gouverneurs a examiné le document GC 39/L.6/Rev.1 sur les émoluments du Président et a adopté le 17 février 2016 la résolution 191/XXXIX rétablissant le Comité des émoluments, composé de neuf Gouverneurs ou de leurs représentants, chargé d'examiner la question générale des émoluments et les autres conditions d'emploi du Président du Fonds. Le Conseil a pris note de la composition suivante du Comité des émoluments:
- Liste A: Canada, Finlande, Allemagne et Italie
  - Liste B: Gabon et République bolivarienne du Venezuela
  - Liste C: Brésil, Libéria et Pakistan

24. Le Conseil a demandé au Comité de lui soumettre, par l'intermédiaire du Conseil d'administration, un rapport sur cette question, ainsi qu'un projet de résolution en vue de son adoption à la quarantième session du Conseil des gouverneurs en février 2017.
- F. Informations actualisées sur le Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance
25. Le Conseil des gouverneurs a pris note des informations actualisées que le président du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance a fournies oralement.

## Chapitre 3

### A. Comptes rendus analytiques

(y compris un résumé des déclarations générales prononcées par les Gouverneurs)

- i) Compte rendu analytique de la première séance de la trente-neuvième session tenue le mercredi 17 février 2016, à 9 h 30.

Président sortant: Mathieu Mboumba Nziengui (Gabon)

Président: Dinesh Sharma (Inde)

### Table des matières

	Paragrapes
Ouverture de la session (point 1 de l'ordre du jour) et cérémonie inaugurale	27-28
Hommage à la mémoire de Son Excellence Boutros Boutros-Ghali	29-31
Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)	32-37
Élection du Bureau du Conseil des gouverneurs (point 3 de l'ordre du jour)	38-43
Déclaration du président du Conseil des gouverneurs	44
Discours liminaire de Son Excellence Sergio Mattarella, Président de la République italienne	45-49
Déclaration du Président du FIDA (point 4 de l'ordre du jour)	50-51
Conférence-débat	
Mise en œuvre des Objectifs de développement durable: stimuler l'initiative privée	52
Rapport sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA (point 6 de l'ordre du jour)	53-59
États financiers consolidés du FIDA pour 2014 (point 7 de l'ordre du jour)	60-62
Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2016; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2016 et plan indicatif pour 2017-2018 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTÉ et le SAFF (point 8 de l'ordre du jour)	63-75
Déclarations générales (point 5 de l'ordre du jour)	76-85
– Jordanie	76-77
– Chine	78-79
– Cuba	80-81
– Arabie saoudite	82-83
– Finlande (au nom des pays nordiques)	84-85

26. La séance est ouverte à 9 h 40.

#### OUVERTURE DE LA SESSION (point 1 de l'ordre du jour) ET CÉRÉMONIE INAUGURALE

27. M. PERTEV (Secrétaire du FIDA) informe les participants que le Président sortant du Conseil des gouverneurs, M. Luc Oyoubi, du Gabon, a achevé son mandat de Gouverneur pour le Gabon. M. Mathieu Mboumba Nziengui, qui lui a succédé, ouvrira la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs, conformément au Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs.

28. M. Mathieu Mboumba Nziengui (Gabon) prend la présidence.

#### HOMMAGE À LA MÉMOIRE DE SON EXCELLENCE BOUTROS BOUTROS-GHALI

29. Le PRÉSIDENT sortant du Conseil des gouverneurs rend hommage à la mémoire de Son Excellence Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de 1992 à 1996, décédé le 16 février. En l'honneur de S.E. Boutros-Ghali, ressortissant égyptien dont la contribution apportée aux Nations Unies restera à jamais dans nos mémoires, une réunion commémorative spéciale sera organisée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 février, date à laquelle le drapeau des Nations Unies sera mis en berne en signe de respect. Le Conseil des gouverneurs est invité à observer une minute de silence en mémoire de S.E. Boutros-Ghali.

30. Le Conseil des gouverneurs observe une minute de silence en mémoire de Son Excellence Boutros-Ghali.

31. Le PRÉSIDENT sortant du Conseil des gouverneurs déclare ouverte la trente-neuvième session. Il souhaite la bienvenue aux participants et affirme que le rôle du FIDA n'a jamais été plus pertinent que dans le contexte actuel, marqué par l'engagement pris au niveau mondial en faveur de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), et tout particulièrement en ce qui concerne l'ODD 1 (pas de pauvreté) et l'ODD 2 (faim zéro). Soulignant la nécessité de poursuivre les actions visant à sortir les populations rurales de la pauvreté en investissant dans leur avenir et en leur donnant les moyens de prendre leur destinée en main, il se dit convaincu que le Fonds dispose des structures et des ressources adéquates pour tirer les enseignements de son expérience, mettre à profit ses réalisations et reproduire à plus grande échelle les résultats obtenus. L'augmentation du volume des prêts et des dons accordés au titre du programme de travail de la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10) est en effet un témoignage supplémentaire de l'engagement inépuisable du FIDA au service de cet objectif, qui a en outre consolidé sa réputation de partenaire de confiance. Sa visibilité et sa légitimité croissantes au travers de ses bureaux de pays décentralisés ont également rapproché le Fonds de ses bénéficiaires. Réitérant l'appui sans réserve de son pays au FIDA, il invite les représentants à renouveler également leur appui au Fonds et à sa mission: investir dans les populations rurales.

#### ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 2 de l'ordre du jour) (GC 39/L.1 et Add.1)

32. Le PRÉSIDENT sortant du Conseil des gouverneurs attire l'attention des participants sur l'ordre du jour provisoire et le programme provisoire des activités, y compris le calendrier de travail, présentés dans les documents GC 39/L.1 et Add.1.

33. M. PERTEV (Secrétaire du FIDA), mentionnant les activités qui entrecouperont la session, annonce le lancement de l'application Réunions du FIDA pour le travail en réseau sur la gouvernance (IFAD Meeting Application for Networking on Governance - IFAD Mango), la toute première application mobile développée par le Fonds. L'application a été conçue pour donner accès à des informations sur les réunions et activités du FIDA dans le but de renforcer et de faciliter le travail des représentants du FIDA. Il ajoute que l'avis des utilisateurs sur l'application est souhaité, dans le but d'améliorer ses fonctionnalités.

34. Mme MURVOLL (Norvège) suggère que soit ajoutée à l'ordre du jour une déclaration générale des pays de la Liste A sous la rubrique "Questions diverses". Elle demande en outre la publication sur le site web du FIDA d'un document de la session du Conseil d'administration de septembre 2015 intitulé "Tirer parti des bonnes pratiques: procédures relatives à l'élection du Président du FIDA" (EB 2015/115/R.31).
35. Le PRÉSIDENT sortant du Conseil des gouverneurs, appuyé par M. SÁ RICARTE (Brésil), déclare que la question des élections est du ressort du Bureau du Conseil.
36. M. SANDERS (Conseiller juridique du FIDA) ajoute qu'il est plus approprié d'inscrire une déclaration générale des pays de la Liste A sous la rubrique "Déclarations générales".
37. Cela étant entendu, l'ordre du jour (GC 39/L.1) est adopté.

#### ÉLECTION DU BUREAU DU CONSEIL DES GOUVERNEURS (point 3 de l'ordre du jour)

38. Le PRÉSIDENT sortant du Conseil des gouverneurs déclare qu'il a été informé que le Gouverneur pour l'Inde, M. Dinesh Sharma, a été désigné pour occuper les fonctions de président du Conseil des gouverneurs.
39. M. Dinesh Sharma (Inde) est élu président du Conseil des gouverneurs par acclamation.
40. Le PRÉSIDENT sortant du Conseil des gouverneurs indique qu'il a également été informé de la désignation de Mme Elina Kalkku, Gouverneur pour la Finlande, et de M. Andin Hadiyanto, Gouverneur pour l'Indonésie, pour occuper les fonctions de Vice-président du Conseil des gouverneurs.
41. Mme Elina Kalkku (Finlande) et M. Andin Hadiyanto (Indonésie) sont élus Vice-Présidents du Conseil des gouverneurs par acclamation.
42. Le PRÉSIDENT sortant du Conseil des gouverneurs déclare que cela a été un honneur pour son pays de servir le Conseil des gouverneurs. Il adresse les remerciements du Bureau sortant aux États membres pour leur coopération et leur soutien, ainsi qu'au personnel du FIDA pour son dévouement et son engagement, qui ont contribué à la réussite du Conseil et facilité le travail du Bureau.
43. M. Dinesh Sharma (Inde) prend la présidence.

#### DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

44. Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs prononce une déclaration, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

#### DISCOURS LIMINAIRE DE SON EXCELLENCE SERGIO MATTARELLA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

45. Son Excellence Sergio Mattarella, Président de la République italienne, est accompagné à sa place.
46. M. NWANZE (Président du FIDA), appuyé par le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs, accueille avec gratitude Son Excellence Sergio Mattarella, Président de la République italienne, à la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs. Il affirme que l'Italie reste l'un des plus solides soutiens du FIDA dans la lutte contre la faim. En effet, le FIDA est fier d'avoir depuis longtemps son siège à Rome, plateforme mondiale pour l'alimentation, où sont également basés l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM). En œuvrant à transformer le monde conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030, le FIDA reconnaît et salue le ferme engagement pris par l'Italie en faveur de la sécurité alimentaire, qui a été le thème principal de l'EXPO 2015, qui s'est tenue à Milan, ainsi qu'en faveur de l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes. Le

Conseil des gouverneurs attend avec intérêt de bénéficier de la sagesse et de l'expérience acquise par le président Mattarella au cours de toutes ces années passées à assumer des charges publiques importantes.

47. SON EXCELLENCE SERGIO MATTARELLA (Président de la République italienne) prononce un discours liminaire dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.
48. Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs exprime ses sincères remerciements au Président de la République italienne pour ses paroles d'encouragement et ses commentaires avisés, ajoutant que le FIDA reste fermement attaché à son engagement de mettre fin à la pauvreté et qu'il est extrêmement reconnaissant pour l'immense générosité de son pays, qui apporte une aide vitale au FIDA dans la poursuite de ses objectifs.
49. Son Excellence Sergio Mattarella, Président de la République italienne, est reconduit hors de la salle de réunion.

#### DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU FIDA (point 4 de l'ordre du jour)

50. M. NWANZE (Président du FIDA) fait une déclaration dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.
51. Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs exprime au Président du FIDA les remerciements du Conseil des gouverneurs pour sa déclaration éclairée, scientifique et fondée sur des éléments concrets. Il rend hommage aux compétences dont le Président fait preuve à la tête du FIDA et à la vision qu'il dessine pour le Fonds; il félicite également son personnel de son inlassable dévouement à la mission du FIDA.

#### CONFÉRENCE-DÉBAT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE: STIMULER L'INITIATIVE PRIVÉE

52. Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs invite alors ce dernier à passer à la conférence-débat inscrite au programme. Le contenu des débats peut être trouvé dans un rapport séparé intitulé "Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015: compte rendu des délibérations tenues à l'occasion des événements organisés en marge de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, février 2016".

#### RAPPORT SUR LA DIXIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FIDA (point 6 de l'ordre du jour) (GC 39/L.2)

53. M. LAURITZEN (Vice-Président adjoint, Département des opérations financières du FIDA), faisant le point sur le rapport au Conseil des gouverneurs présenté dans le document GC 39/L.2, déclare que depuis le 19 décembre 2014, les annonces de contribution au titre de FIDA10 ont augmenté de 34%, atteignant 1,171 milliard d'USD au 31 décembre 2015 et qu'en outre, le montant total des contributions annoncées au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, soit 2,98 millions d'USD, a été reçu. Une annonce de contribution supplémentaire a été reçue du Bhoutan, tandis que le Danemark a informé le FIDA qu'il ne serait pas en mesure de participer à FIDA10 et que la Suède a récemment confirmé qu'elle réduisait le montant de son annonce initiale. Au 12 février 2016, les annonces de contribution s'élevaient donc à 1,124 milliard d'USD, en provenance de 91 pays, contre 79 pays au même stade de FIDA9.
54. FIDA10 est entré en vigueur le 2 décembre 2015, après réception d'instruments de contribution et de paiements directs à hauteur de 585,48 millions d'USD, soit l'équivalent de 50,79% du total des annonces, soit 1,153 milliard d'USD. Depuis le 31 décembre 2015, d'autres paiements ont été reçus, des Émirats arabes unis, de la Finlande, de la Gambie, du Niger et de la Norvège. Au 12 février 2016, les versements reçus représentaient au total 702 millions d'USD, soit 61% des

annonces de contribution. Le nombre croissant de pays soutenant FIDA10 est gratifiant et l'orateur remercie tous ceux qui ont contribué à cette reconstitution.

55. S'agissant du Cadre pour la soutenabilité de la dette, étant donné que les remboursements du principal non recouvré pour FIDA10 s'élèvent à 3,4 millions d'USD, ce qui laisse un déficit de quelque 0,5 million d'USD, il rappelle que, en 2007, les États membres sont convenus de se répartir la charge de la compensation du FIDA correspondant aux flux non perçus du fait des dons octroyés au titre du Cadre. Il remarque, en outre, que le montant du Cadre pour la soutenabilité de la dette ira en s'accroissant lors des reconstitutions à venir (montant qui est estimé à 39,5 millions d'USD durant la période couverte par FIDA11 et à 97,9 millions d'USD durant la période couverte par FIDA12). Il est donc primordial que tous les États membres qui se sont engagés à soutenir la participation du FIDA au Cadre pour la soutenabilité de la dette continuent à prendre en charge leur part respective.
56. Il invite instamment les États membres qui n'ont pas encore annoncé de contribution ou déposé leurs instruments de contribution pour FIDA10 à le faire au plus vite. De même, il encourage les États membres à annoncer des contributions complémentaires non affectées dans les quatre domaines thématiques de la consultation sur FIDA10, à savoir le changement climatique, la nutrition, les partenariats public-privé-producteurs (4P), et la coopération Sud-Sud et triangulaire.
57. M. VARGAS HERNÁNDEZ (République dominicaine) annonce une contribution de 1 million d'USD de la République dominicaine en faveur de FIDA10, et le dépôt dans les prochains jours de l'instrument de contribution afférent.
58. Mme CHOWDHURY (Bangladesh) déclare que le Bangladesh est, parmi les pays en développement, l'un des plus grands contributeurs aux ressources financières du FIDA. Il a annoncé une contribution de 1 million d'USD pour FIDA10, soit 54% de plus que pour FIDA9. Elle invite les États membres à honorer leurs engagements envers le FIDA en allouant davantage de fonds.
59. Le Conseil des gouverneurs prend note du Rapport sur l'état des contributions à la dixième reconstitution des ressources du FIDA.

#### ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU FIDA POUR 2014 (point 7 de l'ordre du jour) (GC 39/L.3 et INF.2)

60. M. LAURITZEN (Vice-Président associé, Département des opérations financières du FIDA) indique que, selon l'opinion du Commissaire aux comptes, les États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2014, figurant dans le document GC 39/L.3, "présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière, les résultats financiers et les flux de trésorerie du Fonds pour l'exercice [...] conformément aux Normes internationales d'information financière [...]". Il attire l'attention sur l'attestation indépendante relative à la déclaration de la direction du FIDA sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière, émise par le Commissaire aux comptes conjointement à son avis sur les états financiers consolidés, qui témoigne de la volonté du FIDA de se conformer aux meilleures pratiques en matière financière.
61. Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs invite ce dernier à approuver: les états financiers faisant apparaître la situation financière du FIDA au 31 décembre 2014 et les résultats de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils figurent dans les appendices A à K du document GC 39/L.3; le rapport y relatif du Commissaire aux comptes; et l'attestation indépendante sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.
62. Il en est ainsi décidé.

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGETS ORDINAIRE ET D'INVESTISSEMENT DU FIDA AXÉS SUR LES RÉSULTATS POUR 2016; PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET AXÉ SUR LES RÉSULTATS POUR 2016 ET PLAN INDICATIF POUR 2017-2018 DU BUREAU INDÉPENDANT DE L'ÉVALUATION DU FIDA; ET RAPPORTS DE SITUATION SUR L'INITIATIVE PPTTE ET LE SAFFP (point 8 de l'ordre du jour) (GC 39/L.4).

63. M. MORDASINI (Vice-Président du FIDA), attirant l'attention sur le document GC 39/L.4, rappelle que, à sa cent seizième session, le Conseil d'administration a approuvé un programme indicatif de prêts et de dons du FIDA pour 2016, la première année de FIDA10, d'un montant de 900 millions d'USD. Le Fonds cherchera par ailleurs, en 2016, à mobiliser 100 millions d'USD de financements supplémentaires gérés par le FIDA, ce qui représente une première étape importante sur la voie de la mise en œuvre d'un programme opérationnel triennal d'un montant d'au moins 3 milliards d'USD à moyen terme (2016-2018).
64. Le Conseil d'administration a par ailleurs recommandé la présentation au Conseil des gouverneurs, pour approbation, des projets de budget du FIDA. Le budget ordinaire proposé pour l'exercice 2016 s'élève à 146,71 millions d'USD, alors que le budget approuvé pour 2015 est de 151,59 millions d'USD, ce qui représente une baisse nominale de 3,2%, imputable aux facteurs suivants: une baisse des prix de 4,9% imputable à la diminution des dépenses de personnel résultant de la forte baisse du cours de change EUR/USD, compensée par l'inflation et l'augmentation de l'allocation en faveur de la conception des opérations, ainsi que par les coûts supplémentaires de supervision des projets à risques; et une augmentation réelle de 1,7% visant à financer divers facteurs de coût. Plus spécifiquement, les facteurs de coût sont les suivants: création de nouveaux postes dans les bureaux de pays du FIDA à l'appui des besoins opérationnels des bureaux de pays résultant de la décision du Conseil d'administration de poursuivre la décentralisation des opérations du FIDA; la hausse des dépenses hors personnel inévitables des bureaux de pays, comme la charge du FIDA récemment évaluée pour la coordination des activités de développement des Nations Unies au niveau des pays; les postes supplémentaires requis pour absorber les postes correspondant à des fonctions de base, désormais financés par le budget ordinaire et non par les commissions des fonds supplémentaires; et des provisions supplémentaires pour dépréciation en cours et coûts récurrents relatifs à l'évaluation au niveau de l'institution portant sur l'efficacité.
65. Aucune hausse nette de la rémunération du personnel n'est envisagée en 2016. En outre, les recommandations de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) ayant abouti à un gel des traitements nets du personnel du cadre organique, les économies dégagées grâce au montant mis en réserve les années précédentes en vue de l'augmentation des traitements du personnel du cadre organique, qui s'élève à 680 000 USD, seront de nouveau reportées et, qui plus est, ne pourront être utilisées qu'après consultation du Conseil d'administration. Enfin, le budget d'investissement proposé pour 2016 s'élève à 2,4 millions d'USD et il porte principalement sur des investissements et des coûts inévitables liés aux technologies de l'information, à l'automatisation et aux outils électroniques destinés à la mise en œuvre des réformes des ressources humaines.
66. M. GARCIA (Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA), présentant le programme de travail et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation (IOE) pour 2016, indique que les priorités de FIDA10 et l'adoption des ODD ont fourni le fondement du programme d'évaluation indépendante du FIDA pour 2016 et au-delà. De nature à favoriser le renforcement de la responsabilisation et de l'apprentissage au sein de l'organisation, le programme de travail détaillé qu'IOE propose pour 2016 est le suivant: finalisation de l'évaluation au niveau de l'institution (ENI) du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFFP) du FIDA et lancement d'une nouvelle ENI formatrice sur l'expérience du FIDA en matière de décentralisation; cinq évaluations de la stratégie et du programme de pays (Égypte, Mozambique, Nicaragua, Philippines et République démocratique du

- Congo); trois rapports de synthèse d'évaluations sur l'action du FIDA dans divers domaines (processus de reproduction à plus grande échelle conduits par les pays, concertation sur les politiques nationales en faveur de la réduction de la pauvreté rurale, égalité des sexes et autonomisation des femmes); une nouvelle évaluation de l'impact et la finalisation d'une autre; dix évaluations de la performance de projets; et la validation de tous les rapports d'achèvement de projet disponibles en 2016. IOE s'appuiera en outre sur les conclusions du séminaire technique international sur le "Renforcement de l'évaluabilité de l'ODD2", qui s'est tenu en novembre 2015, afin de continuer à sensibiliser les partenaires de développement au fait qu'il est important d'accorder l'attention voulue à ce thème.
67. IOE mènera les activités d'évaluation proposées avec le même effectif en 2016 qu'en 2015. Conformément à l'usage, IOE a bâti un budget axé sur les résultats en se fondant sur des coûts standard afférents aux postes du personnel, un taux d'inflation et un taux de change identiques à ceux utilisés pour établir le budget administratif du Fonds pour 2016. Comme il a été demandé par le Comité d'évaluation en 2015, IOE a présenté pour la première fois un budget reflétant la prise en compte de la problématique hommes-femmes, quelque 6% du total du budget d'IOE proposé pour 2016 étant directement alloué à l'examen des questions relatives à l'égalité entre les sexes. Le budget d'IOE s'élève à 5,7 millions d'USD, soit une diminution nominale de 6,6% par rapport au budget de 2015. Compte tenu de la nature des activités d'évaluation qui seront menées au début de la période couverte par FIDA10, l'année 2016 sera une année pleine de défis. IOE cherchera néanmoins à utiliser ses ressources avec plus d'efficacité et d'efficacités, notamment en appliquant la méthodologie et les processus améliorés présentés dans la deuxième édition du Manuel de l'évaluation, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.
  68. M. SAINT-ANGE (Vice-Président adjoint, Département gestion des programmes du FIDA), rendant compte de la mise en œuvre du SAFP en 2015, de la préparation du SAFP pour 2016-2018 et de la participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTe), déclare qu'en 2015, le SAFP a continué de s'appliquer à l'ensemble des prêts et des dons à un pays spécifique présentés au Conseil d'administration pour approbation, à l'exception de ceux financés au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). En ce qui concerne le volume global du programme de prêts et dons accordés au cours de la période couverte par FIDA9, plus de 86% des ressources ont été allouées conformément aux directives du SAFP. Le solde concerne les dons mondiaux et régionaux non spécifiques à un pays ainsi que l'ASAP.
  69. Conformément à l'usage, les notes de performance des pays ont été mises à jour en 2015 dans la perspective de la préparation des allocations au titre du SAFP 2016-2018 pour FIDA10. Les notes de pays actualisées tiennent compte des données les plus récentes sur la performance tant du portefeuille que du secteur rural, les chiffres concernant la population rurale et le revenu national brut par habitant, qui ont été ensuite pris en compte dans les notes de pays globales pour 2015 et les allocations de chaque pays au titre du SAFP pour 2016-2018. Conformément aux directives du SAFP, les ressources pour 2016 ont été allouées, tandis que les notes et les allocations pour 2017 et 2018 sont provisoires.
  70. Le Conseil des gouverneurs est en outre invité à prendre note des progrès sensibles accomplis au fil des ans dans la mise en œuvre des allègements de dette consentis au titre de l'Initiative PPTe; près de 92% des pays admis à en bénéficier (35 sur 38) ont atteint le point de décision et ont pu prétendre à une aide au titre de cette initiative; 34 ont désormais atteint le point d'achèvement; et un pays se trouve au stade intermédiaire. Ces deux dernières années, le rythme de passage du stade intermédiaire au point d'achèvement s'est accéléré grâce aux progrès accomplis par les pays en ce qui concerne la mise en œuvre de leurs programmes macroéconomiques et de leurs stratégies de réduction de la pauvreté. En 2015, le Tchad a atteint le point d'achèvement, portant à 35 le nombre de pays pouvant

prétendre à une réduction de leur dette au titre de l'Initiative PPTE. Tout en veillant, en priorité, au financement adéquat du Fonds fiduciaire PPTE, la direction du FIDA continuera aussi à encourager les États membres à fournir directement des ressources supplémentaires au Fonds pour financer sa participation à l'Initiative PPTE.

71. M. RAADSCHILDERS (Pays-Bas) demande une indication du pourcentage actuel de postes vacants au Fonds et demande quel est le pourcentage considéré comme normal. Il demande en outre s'il est réaliste de supposer que, comme indiqué dans le document GC 39/L.4, le FIDA mobilisera des cofinancements à hauteur de 1,20 USD pour chaque dollar de prêt ou don du FIDA et, si tel est le cas, quels seront les moyens mis en œuvre par le FIDA pour y parvenir.
72. M. MORDASINI (Vice-Président du FIDA) répond que le chiffre de 1,20 USD pour chaque dollar de prêt ou don du FIDA représente l'engagement pris par le FIDA dans son modèle opérationnel afin de chercher des cofinancements auprès d'autres partenaires multilatéraux et bilatéraux, qui a été fixé à ce niveau sur la base de la tendance observée sur le long terme. La direction du FIDA estime donc que ce niveau est réaliste et que le FIDA a la capacité de mobiliser le montant en question dans les années à venir.
73. En ce qui concerne le pourcentage de postes actuellement vacants, il s'engage à fournir ce chiffre en temps utile, tout en faisant observer qu'il fluctue constamment en fonction de divers facteurs tels que le nombre de départs en retraite à un moment donné.
74. Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs considère que celui-ci souhaite adopter le projet de résolution figurant dans le document GC 39/L.4.
75. La résolution 190/XXXIX sur le budget administratif, comprenant les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA pour 2016 et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2016, est adoptée.

#### DÉCLARATIONS GÉNÉRALES (point 5 de l'ordre du jour)

76. M. AL-TARAWNEH (Jordanie), soulignant qu'il faudra fournir des efforts exceptionnels pour relever les défis politiques, sécuritaires et économiques auxquels sa région, notamment, est confrontée, déclare que les troubles au Moyen-Orient ont engendré des crises humanitaires qui auront des conséquences négatives dans un avenir proche pour ce qui concerne le Programme de développement durable de la région. La Jordanie, par exemple, assume un coût financier et socio-économique considérable, direct et indirect, relatif à l'accueil de millions de réfugiés fuyant la Syrie, pour ne citer que ce pays. Pour aider les États membres à faire face à ces défis sans précédent, le FIDA devrait chercher à déployer des mécanismes non conventionnels. Dans le contexte de la Jordanie, il souligne l'intérêt d'une approche globale consistant, notamment, à tirer de la crise des réfugiés syriens des opportunités économiques pour les réfugiés comme pour les Jordaniens et à apporter un soutien financier aux communautés accueillant des réfugiés.
77. Parmi les domaines sur lesquels il convient de mettre davantage l'accent afin d'améliorer et de renforcer l'action du Fonds, il cite les critères d'admissibilité à l'aide au développement et à des outils de financement novateurs pour les pays à revenu intermédiaire touchés par les répercussions de crises dans les pays voisins; les mesures d'éradication de la pauvreté; la sécurité alimentaire; l'assistance technique, la fourniture de dons et l'échange de connaissances spécialisées; l'adoption des meilleures pratiques et des normes internationales; et les prêts préférentiels, les opérations de conversion et de réduction de la dette et les conditions de prêt. Grâce aux efforts qu'elle a déployés, la Jordanie est une oasis de sécurité et de stabilité dans la région. Elle s'est engagée sur la voie d'une réforme approfondie, et elle est déterminée à investir dans son peuple et à parvenir à un développement globalement durable. De plus, elle s'imposera

durablement comme un partenaire mondial engagé en faveur de la paix, du dialogue interreligieux et de la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.

78. M. YANG (Chine) déclare que les défis colossaux du développement rural et de la réduction de la pauvreté, qui doivent rester au cœur de la mission du FIDA, évoluent et deviennent plus complexes. Il est primordial que les gouvernements adoptent des stratégies et des politiques propices au développement agricole et rural et qu'ils réaffectent de plus en plus de ressources matérielles vers les zones rurales. Tout en réalisant des investissements publics, il importe d'accorder un plus grand rôle au marché, d'améliorer les services financiers ruraux et d'encourager le secteur privé à investir davantage dans l'agriculture. La communauté internationale doit renforcer sa coopération dans le domaine du financement du développement, notamment en faveur du développement rural et de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. La coopération Nord-Sud doit rester le principal moyen à cet égard, les pays développés remplissant leurs obligations et assumant une plus grande part de responsabilité dans l'apport d'une aide publique au développement stable et durable aux pays en développement. La contribution de la coopération Sud-Sud, en tant que complément utile, doit être valorisée et reconnue à sa juste valeur, et le FIDA doit jouer un rôle de catalyseur pour la promouvoir.
79. En tant que pays en développement, ayant en outre augmenté de 141% sa contribution à FIDA10, la Chine souhaite travailler avec le FIDA et d'autres partenaires de développement pour porter la coopération Sud-Sud à un niveau supérieur. Il exprime également son plein appui au FIDA, qui a décidé d'agir encore plus, encore mieux et de manière encore plus avisée, et qui doit renforcer encore son rôle en tant qu'institution financière internationale, aussi bien en augmentant ses contributions de base qu'en étudiant d'autres options de financement, comme l'emprunt auprès d'entités souveraines et d'autres parties prenantes, y compris les marchés. Le FIDA doit devenir plus fort en instaurant une coopération équilibrée avec les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, et en poursuivant l'amélioration de sa structure de gouvernance. L'année en cours marque le lancement du treizième plan de développement quinquennal de la Chine, grâce auquel le gouvernement est déterminé à tenir son engagement ambitieux consistant à sortir de la pauvreté l'ensemble des 70 millions de ruraux pauvres restants d'ici à 2020.
80. M. RODRÍGUEZ ROLLERO (Cuba) rappelle que son pays a engagé une transformation sensible de son modèle économique pour garantir le développement économique national, relever le niveau de vie et augmenter la production. Au nombre des mesures prises pour renforcer l'autosuffisance alimentaire et réduire les importations, avec la sécurité alimentaire pour objectif stratégique, figurent: le renforcement des coopératives de producteurs, l'ouverture de nouveaux marchés, la mise en culture de friches, l'augmentation des prix à la production dans divers secteurs, la déréglementation des prix à la production pour un ensemble de produits agricoles et la décentralisation progressive du rôle de l'État. Les programmes prioritaires portent sur la viande, les légumes, les céréales (y compris le riz), les agrumes et autres fruits et la production et la certification de semences. Le projet financé par le FIDA qui porte sur la production de haricots et de maïs dans la région orientale joue un rôle important à cet égard. L'un des défis à relever est le développement de l'élevage, qui comprend la production de lait et d'œufs, les médicaments à usage vétérinaire, l'amélioration génétique et le stockage du lait. Diverses sources extérieures, dont le FIDA, offrent leur appui pour le lancement d'une nouvelle opération financière qui, on l'espère, s'achèvera sous peu.
81. Cependant, les résultats sont encore limités par des facteurs externes liés à la crise mondiale, notamment les augmentations de prix sur les marchés internationaux et le maintien du blocus que subit le pays depuis plus de 50 ans. Parmi les contraintes internes, il convient de citer la forte proportion de sols peu productifs, notamment dans l'est de l'île. Cuba met à la disposition des États membres du FIDA son riche potentiel en matière de ressources humaines et d'institutions dans le but de

renforcer la coopération Sud-Sud et la gestion des savoirs, essentiels pour trouver des solutions novatrices adaptées à la situation nationale. Il se félicite de la récente visite du Président du FIDA, qui a joué un rôle important dans le renforcement des relations récemment renouées entre Cuba et le Fonds, et il réaffirme l'engagement de Cuba en faveur de la poursuite de la coopération avec le FIDA pour investir dans le développement agricole.

82. M. AL FADLEY (Arabie Saoudite) déclare que pour parvenir à éradiquer la pauvreté d'ici à 2030, il faudra fournir des efforts concertés et un appui important pour relever des défis mondiaux tels que le changement climatique et les ressources naturelles limitées, notamment l'eau. Il est à espérer que les activités du FIDA en 2016 et son nouveau cadre stratégique contribueront efficacement à la réalisation des ODD dans de nombreux domaines, parmi lesquels le développement rural, la sécurité alimentaire et la réduction des pertes après récolte, en mettant l'accent sur les pays à faible revenu, les petits exploitants et l'agriculture familiale, ainsi que sur les projets et programmes aux résultats et impacts mesurables qui peuvent être mis à contribution pour développer le cadre de gestion axé sur les résultats s'inscrivant dans le système de suivi et d'évaluation du FIDA. Il est aussi à espérer qu'à l'avenir le FIDA accordera une plus grande attention aux aspects suivants: les petits partenariats axés sur la formulation, l'exécution et le suivi de ses programmes et politiques; la lutte contre la désertification et la sécheresse et l'aide apportée aux pays touchés par l'une ou l'autre de ces problématiques, notamment les pays à faible revenu, au travers de partenariats et d'un appui technique impliquant notamment des pays à revenu élevé; l'amélioration des filières commerciales destinées aux petits exploitants; et l'expansion et le développement des partenariats et des innovations ayant obtenu de bons résultats dans les domaines dans lesquels le Fonds jouit d'un avantage comparatif.
83. Approuvant le choix du thème de la table ronde des Gouverneurs, il déclare que son pays attache de plus en plus d'importance au développement agricole et rural durable, mettant en place tout un ensemble de programmes d'appui aux petits producteurs quels qu'ils soient. Outre les services fournis dans ce contexte (formation, conseil et soutien), des efforts sont déployés pour promouvoir le rôle des femmes dans le développement rural et pour coordonner le financement des projets avec le FIDA. En conclusion, il souligne le rôle majeur que peut jouer l'investissement agricole responsable pour accroître les surfaces cultivées, condition sine qua non pour augmenter la production et la productivité, assurer la sécurité alimentaire et créer des emplois dans les pays concernés.
84. Mme KALKKU (Finlande), s'exprimant au nom des pays nordiques, déclare que 2015 a été une année pleine de défis, mais cruciale sur le plan du développement, avec l'adoption du Programme 2030, du Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Elle rend hommage au FIDA et à son Président, qui ont mis en avant l'importance de l'agriculture paysanne et des ruraux pauvres pour l'ensemble du Programme 2030. Elle félicite également le FIDA d'avoir atteint l'objectif fixé pour la dixième reconstitution et pour sa capacité à trouver des solutions de financement novatrices. En accord avec le thème de la session actuelle du Conseil des gouverneurs, il est de la responsabilité des gouvernements de mettre en place un environnement propice aux activités commerciales, étant donné que le secteur privé joue un rôle essentiel pour l'intégration des petits exploitants dans les filières, et qu'il représente une source de plus en plus importante de financements pour le développement. Dans ce contexte, il importe de respecter le Pacte mondial des Nations Unies, qui demande aux entreprises d'aligner leurs opérations sur les dix principes universels dans les domaines des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.
85. Rappelant le rôle majeur que jouent les femmes dans la production alimentaire, et l'importance de l'égalité des sexes pour le progrès social et la croissance économique, elle préconise l'affectation de davantage de ressources à l'équipe du

FIDA chargée des questions de parité, et un regain d'efforts pour améliorer la parité hommes-femmes dans toute l'organisation. Le FIDA doit appliquer une approche fondée sur les droits de l'homme à l'ensemble de ses opérations, et trouver des approches mieux adaptées aux besoins et à la situation de ses partenaires, tout en continuant de mettre l'accent sur les pays à faible revenu et les situations de fragilité, en appliquant des approches différenciées, adaptées aux différentes situations. Les pays nordiques saluent les efforts du FIDA visant à améliorer son efficacité organisationnelle et ils considèrent qu'un solide cadre stratégique et un système efficace de gestion axée sur les résultats doté d'indicateurs pertinents sont des éléments essentiels. Sur le plan de la gouvernance, la réforme de la structure des listes doit refléter la réalité actuelle et faciliter une prise de décision efficace. L'élection du Président du FIDA l'année prochaine doit être un processus transparent et ouvert. Enfin, il est vital que les trois organismes ayant leur siège à Rome collaborent efficacement et que leurs actions se complètent, tout en collaborant également avec les autres organismes des Nations Unies.

86. La séance est levée à 13 h 45.

- ii) Compte rendu analytique de la deuxième séance de la trente-neuvième session tenue le mercredi 17 février 2016, à 18 h 15

Présidente: Elina Kalkku (Finlande)  
(Vice-Présidente)

## Table des matières

	Paragraphe
Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (point 9 de l'ordre du jour)	88-89
Émoluments du Président (point 10 de l'ordre du jour)	90-92
Déclarations générales (point 5 de l'ordre du jour) (suite)	93-123
– Égypte	93-94
– Angola	95-96
– Iran (République islamique d')	97-98
– Suisse	99-100
– Soudan	101-102
– Algérie	103-104
– Nouvelle-Zélande	105-106
– Sri Lanka	107-108
– Burundi	109-110
– Pays-Bas (au nom des pays du Bénélux)	111-113
– Argentine	114-115
– Cambodge	116-117
– États-Unis	118-119
– République-Unie de Tanzanie	120-121
– Pakistan	122-123

87. La séance est ouverte à 18 h 15.

#### MÉCANISME MONDIAL DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA LUTTE CONTRE LA DÉSSERTIFICATION (point 9 de l'ordre du jour) (GC 39/L.5)

88. Mme MENON (Vice-Présidente adjointe, Département des services institutionnels du FIDA) examine la situation relative au déménagement du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification du FIDA au secrétariat de la Convention à Bonn, en Allemagne, et le montant de 4,5 millions d'USD réservés par le FIDA dans un compte bloqué pour faire face à d'éventuelles obligations découlant de litiges en instance devant le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail à cet égard. Le document GC 39/L.5 est le rapport final sur la fonction du FIDA en tant qu'organisme d'accueil du Mécanisme mondial. Comme le Conseil d'administration en a été récemment informé, tous les passifs relatifs aux litiges en cours ont été réglés et payés, et le solde restant, équivalant à 3,8 millions d'USD, sur le compte bloqué a été transféré au Mécanisme mondial. L'affaire peut désormais être considérée comme close avec une issue positive pour le FIDA.
89. Le Conseil des gouverneurs prend note des informations fournies dans le document GC 39/L.5.

#### ÉMOLUMENTS DU PRÉSIDENT (point 10 de l'ordre du jour) (GC 39/L.6/Rev.1)

90. La PRÉSIDENTE du Conseil des gouverneurs rappelle que le deuxième mandat du Président sortant prendra fin à la prochaine session du Conseil des gouverneurs, en février 2017, date à laquelle un nouveau Président sera élu et avant laquelle la question générale des émoluments et autres conditions d'emploi du nouveau Président doit être réglée. Elle attire l'attention sur le projet de résolution figurant en annexe au document GC 39/L.6/Rev.1, sur le rétablissement du Comité des émoluments, composé de neuf Gouverneurs, en vue d'examiner la question et de présenter ses conclusions à la quarantième session du Conseil des gouverneurs.
91. M. PERTEV (Secrétaire du FIDA) signale que les consultations avec chaque liste a abouti à la proposition des États membres suivants comme membres du Comité des émoluments: pour la Liste A: Canada, Finlande, Allemagne et Italie; pour la Liste B: Gabon et République bolivarienne du Venezuela; pour la Sous-Liste C1: Libéria; pour la Sous-Liste C2: Pakistan; pour la Sous-Liste C3: Brésil.
92. Le Conseil des gouverneurs adopte la résolution 191/XXXIX sur le rétablissement d'un comité chargé d'examiner les émoluments du Président.

#### DÉCLARATIONS GÉNÉRALES (point 5 de l'ordre du jour) (suite)

93. M. FAYED (Égypte) déclare que la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et la mise en œuvre de l'Accord de Paris adopté au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) nécessitent de nouveaux investissements dans l'agriculture et le secteur rural en vue de favoriser une plus grande participation des pauvres et des groupes marginalisés aux initiatives de développement. Les gouvernements doivent établir des mécanismes visant à favoriser la participation des principales parties prenantes à ce genre d'investissement, notamment en vue de créer des emplois pour améliorer la vie des populations rurales. En tant qu'institution financière internationale, le FIDA pourrait pour sa part mettre en œuvre des programmes d'investissement inclusif dans les zones rurales à travers le monde, en mettant tout particulièrement l'accent sur le renforcement des capacités d'investissement des petits paysans, hommes et femmes, un effort qui mérite un soutien à grande échelle.

94. En Égypte, l'agriculture est le principal secteur économique ciblé dans les programmes gouvernementaux en vue de lutter contre la pauvreté, à travers des initiatives au profit de la croissance économique, de l'efficacité agricole, du développement humain et de la promotion des femmes, ainsi qu'en faveur de la réalisation des objectifs stratégiques fixés pour assurer un développement agricole durable. Ces objectifs consistent à accroître l'utilisation durable des ressources naturelles, tout en renforçant la productivité et la sécurité alimentaire; à améliorer le climat des investissements; à promouvoir la création d'emplois, en particulier pour les jeunes ruraux; à faciliter l'accès des petits exploitants agricoles aux services financiers; et à favoriser l'adaptation des technologies modernes aux contextes locaux. Le Gouvernement égyptien a alloué des fonds considérables à ces fins; il est fermement résolu à éradiquer la pauvreté et à répondre à la crise énergétique croissante à laquelle est confronté le pays, des objectifs qu'il considère comme prioritaires. Parmi les autres mesures visant à favoriser la relance du secteur agricole du pays à l'horizon 2030 figurent l'optimisation des ressources naturelles; le développement de cultures de plein champ, de l'élevage, de l'aviculture et de la pêche; et la préservation des terres arables. En bref, l'Égypte poursuivra ses efforts en collaboration avec le Fonds en vue de la réalisation d'un développement durable et du renforcement de la coopération avec les États membres, le secteur privé et les organisations internationales compétentes.
95. M. DA CONCEIÇÃO DE ALMEIDA (Angola), après avoir transmis un message de soutien et de gratitude au FIDA de la part du Ministre de l'agriculture de l'Angola, qui a assuré la vice-présidence du Conseil des gouverneurs ces deux dernières années, déclare que la table ronde et les discussions de groupe ont permis aux représentants des États membres de partager leurs expériences et de connaître les préoccupations et les succès des autres pays, ce qui les rend mieux préparés à poursuivre la modernisation de l'agriculture et l'intensification de la productivité dans leur propre pays. Toutes les suggestions sur la meilleure façon de transformer le monde rural et de permettre aux petits agriculteurs – les principaux producteurs d'aliments dans le monde – de sortir de la pauvreté ont été les bienvenues. À cet égard, il souligne l'importance de créer des liens avec le secteur privé pour promouvoir le développement de l'agriculture et des échanges, et soutenir l'agriculture familiale. Il encourage le FIDA à continuer de mobiliser des fonds, d'examiner d'autres sources possibles de financement conformément à son mandat, de rechercher des cofinancements et d'améliorer encore la qualité de ses projets et programmes.
96. Le Gouvernement angolais a adopté plusieurs mesures visant à limiter les dépenses publiques face à la chute des recettes pétrolières, et à diversifier son économie. Il a identifié l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'aquaculture comme quatre des cinq secteurs prioritaires en vue de satisfaire les besoins des consommateurs et de promouvoir l'expansion du secteur de la transformation et les exportations, et continuera de compter sur l'appui du FIDA à cet égard. En dépit de la situation difficile que le pays traverse actuellement et, compte tenu du rôle important que le FIDA a joué pour aider les populations rurales et les plus démunis, la contribution de l'Angola à la dixième reconstitution s'élèvera à 2 millions d'USD, soit 5% de plus qu'auparavant. En faisant ce geste, l'Angola espère encourager d'autres pays qui n'ont pas encore annoncé leurs contributions à le faire.
97. M. BI ZMARK (République islamique d'Iran) déclare que les efforts visant à éradiquer la pauvreté et la faim à l'horizon 2030 doivent se concentrer sur l'accroissement des revenus et l'amélioration du bien-être dans les régions rurales des pays en développement, où vivent près de 75% des pauvres du monde, dont environ 70% sont des femmes. À cette fin, il est primordial que les activités du FIDA et l'allocation de ses ressources soient ciblées. L'élément central de toute stratégie de développement rural est d'améliorer les conditions de vie dans les villages grâce à des modes de production durables et des revenus suffisants,

découlant notamment de sources complémentaires comme l'artisanat. Tout ensemble global de politiques visant à éliminer la pauvreté et à assurer la sécurité alimentaire devrait englober le soutien à un secteur agricole durable, la promotion de la productivité, la production de produits et de sous-produits agricoles à forte valeur ajoutée, la protection et une utilisation plus efficiente des ressources en eau, et la résilience aux conditions météorologiques extrêmes, d'autres domaines sur lesquels le FIDA doit concentrer ses activités.

98. Les subventions sont un autre défi majeur. Les subventions agricoles dans les pays développés nuisent à la compétitivité des produits agricoles qui proviennent des pays en développement, et devraient donc être éliminées de toute urgence. En outre, les effets du changement climatique et la hausse des températures mondiales se font sentir partout dans le monde, et leur impact sur le secteur agricole a été reconnu lors de différentes conférences internationales, notamment lors de la récente Conférence des Parties à la CCNUCC (COP21) et dans son document final, l'Accord de Paris. Fournir aux pays en développement les moyens de prendre les mesures nécessaires pour faire face aux défis actuels exige une coopération internationale de tous les partenaires du développement, de tous les pays et de toutes les institutions financières intergouvernementales. Le FIDA peut contribuer de manière importante à promouvoir ces mesures dans les pays en développement.
99. M. WENNUBST (Suisse) note avec intérêt les nombreux instruments que le FIDA – qui est considéré comme un partenaire de choix par la Suisse – a élaborés en vue de promouvoir l'entrepreneuriat auprès des habitants des régions rurales, y compris les partenariats avec le secteur privé. Alors que de nouveaux modèles de partenariat multipartite sont plus que jamais nécessaires pour atteindre les ODD à l'horizon 2030, les partenariats avec le secteur privé sont essentiels non seulement pour accroître les fonds alloués au développement durable, mais aussi et surtout pour veiller à ce que la formation, la technologie et les innovations profitent à tous, même aux plus pauvres, en leur permettant d'accéder aux marchés locaux et mondiaux. Néanmoins, ces partenariats soulèvent plusieurs problèmes, comme celui d'assurer l'adoption de pratiques commerciales responsables tout au long de la chaîne de valeur, des problèmes souvent aggravés par le manque de ressources destinées aux concertations multipartites. Il exhorte le FIDA à poursuivre ses efforts pour renforcer la confiance entre les secteurs public et privé, et entre les principales sociétés commerciales et les petits exploitants, sur la base de modèles d'activité justes, ouverts à tous et respectueux de l'environnement.
100. La persistance des inégalités entre les zones rurales et les zones urbaines constitue un autre défi non seulement dans les pays les moins avancés, mais aussi dans les pays à revenu intermédiaire, où vivent actuellement les trois quarts des pauvres de la planète. Alors que les pays à revenu intermédiaire sont de nature diverse et s'appuient sur des modèles de développement économique très différents, le secteur privé tend à jouer un rôle croissant dans leur secteur agricole, avec un volume d'investissements étrangers directs dépassant de loin celui observé dans les pays les moins avancés, et davantage de ressources nationales disponibles pour réduire la pauvreté rurale. Il invite donc instamment le FIDA à continuer à maintenir une approche différenciée dans les pays à revenu intermédiaire, et à adapter sa façon de travailler et les modèles qu'il a développés ces 40 dernières années, afin de veiller à ce que les populations rurales, où qu'elles soient, puissent vivre dans la dignité à l'horizon 2030.
101. M. AL-DUKHERI (Soudan) déclare que l'évolution en faveur de la promotion de la durabilité de l'agriculture et du développement rural a coïncidé avec la diminution des ressources naturelles et avec des épisodes récurrents de sécheresse et de catastrophes naturelles, des phénomènes qui ont eu des répercussions sur la production et la productivité agricoles, et qui ont provoqué des pénuries de nourriture et aggravé la faim et la pauvreté. Le Soudan dispose de vastes terres fertiles, de ressources en eau abondantes, d'un cheptel important et de climats

divers, des avantages qui permettent au pays de tirer profit d'une production diversifiée. Le Gouvernement soudanais a engagé diverses réformes économiques qui mettent l'accent sur l'élimination de la pauvreté et la sécurité alimentaire, et mis en œuvre des politiques de partenariat public-privé visant à promouvoir la production axée sur les exportations et à améliorer les performances techniques et administratives. Il a également mis en œuvre des projets à impact rapide axés sur les produits à haute valeur ajoutée qui permettent de générer plus de bénéfices; il a mis en place des mécanismes de suivi-évaluation; et il a favorisé le renforcement des capacités agricoles.

102. Le Soudan est sur la voie de la réalisation des ODD d'ici aux 15 prochaines années, y compris par le biais d'une initiative public-privé axée sur des priorités telles que la restructuration des secteurs de la production et des finances, une plus large utilisation des technologies, et l'entrepreneuriat privé, des priorités qui nécessitent des investissements responsables conçus pour optimiser les gains pour tous. Les partenariats public-privé sont en effet indispensables pour atteindre les objectifs souhaités, tout comme l'appui des organismes des Nations Unies, tels que le FIDA, pour aider les pays à résoudre les problèmes liés à la pauvreté et à protéger les écosystèmes dont nous dépendons pour vivre. Il exprime sa reconnaissance au FIDA pour sa coopération avec le Soudan et pour les efforts qu'il n'a cessé de déployer pour promouvoir son développement agricole.
103. M. BELGACEM (Algérie) se félicite des mesures prises par le FIDA sous l'impulsion de ses présidents successifs en vue de favoriser un développement rural équilibré et durable, et déclare que la période de l'après-2015 sera encore plus difficile, en particulier dans les pays en développement, où les chocs économiques ont aggravé la vulnérabilité, érodé la résilience des populations rurales et renforcé les problématiques relatives à la sécurité alimentaire et à la malnutrition. Les investissements inclusifs dans l'agriculture sont donc déterminants pour améliorer les moyens de subsistance des populations rurales pour leur permettre de s'adapter au changement climatique et à une demande croissante de nourriture, et pour stimuler un développement rural durable et dynamique. Une diversification accrue des activités économiques dans les zones rurales devrait également amplifier la dynamique de changement dans de nombreux pays en développement. La création, à l'initiative du FIDA, d'entreprises non agricoles dans les zones rurales s'est révélée une stratégie opportune qui porte déjà ses fruits. L'Algérie, pour sa part, a adapté ses politiques de développement agricole et rural aux objectifs du Programme 2030, à travers un éventail de mesures visant à renforcer la résilience des populations rurales, y compris par le biais de partenariats public-privé multidimensionnels. Les mesures déjà mises en œuvre dans des domaines tels que la réduction de la pauvreté, l'égalité entre les sexes, l'autonomisation des femmes, l'amélioration de l'accès aux zones rurales et leur raccordement au réseau électrique ont généré des résultats extrêmement positifs.
104. En 2015, l'Algérie, réaffirmant son engagement envers le FIDA et ses activités, a annoncé une contribution de 10 millions d'EUR à la reconstitution des ressources du FIDA. Des partenariats efficaces avec les pouvoirs publics et la société civile, et une coopération étroite avec d'autres organisations internationales et agences spécialisées devraient permettre au FIDA d'atteindre ses nouveaux objectifs.
105. M. RATA (Nouvelle-Zélande) exprime un appui sans réserve à l'objectif de FIDA10 d'aider 80 millions de ruraux à se libérer de la pauvreté, et se félicite des objectifs stratégiques et des domaines d'intérêt thématiques établis dans le Cadre stratégique 2016-2025, qui placent le FIDA dans une position de force pour contribuer de manière importante à la réalisation des objectifs du Programme 2030. Bien que l'agriculture reste au cœur de l'action du FIDA, il est encourageant de noter que la pêche et l'aquaculture continuent d'avoir leur place. Le renforcement de la durabilité environnementale et de la résilience au changement climatique des programmes fait partie des éléments fondamentaux du Programme

2030, et M. Rata approuve les principes d'action sur lesquels est fondé l'ensemble des politiques et des programmes du FIDA.

106. Le mandat et les objectifs du FIDA sont compatibles avec les politiques d'aide de la Nouvelle-Zélande, dont l'une des principales priorités d'investissement est l'agriculture, en particulier l'agriculture axée sur le marché, la sécurité alimentaire et la nutrition. Parmi les autres priorités d'investissement figurent: la résilience, notamment l'intégration de l'adaptation au changement climatique; et la pêche, en vue d'accroître les bénéfices en termes de sécurité économique et alimentaire découlant de la pêche et de l'aquaculture durables dans le Pacifique. La Nouvelle-Zélande se félicite de l'amélioration des résultats du FIDA et exhorte le Fonds à poursuivre ses efforts pour renforcer la viabilité de ses programmes et projets, y compris leur viabilité financière, ainsi que l'impact de ses activités stratégiques et autres activités hors prêts. En particulier, elle soutient fermement la contribution actuelle et potentielle du FIDA aux petits États insulaires en développement (PEID), qui sont particulièrement vulnérables en raison de leur petite taille, de leur éloignement, de la base étroite de leurs ressources et de leurs exportations, et de leur exposition relativement élevée aux chocs externes, aux catastrophes naturelles et au changement climatique. Il est important, dans le cadre de la différenciation des approches en fonction des pays, de tenir compte des conditions particulières des PEID. La Nouvelle-Zélande continuera d'appuyer le FIDA dans sa mission de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans les zones rurales et s'est engagée à verser 4,5 millions de NZD au Fonds au titre de sa contribution ordinaire à FIDA10.
107. M. PERERA (Sri Lanka) déclare que le thème de la présente session du Conseil des gouverneurs est pertinent non seulement pour l'action du FIDA, mais également dans le cadre du scénario international actuel. Le nouveau gouvernement de consensus de Sri Lanka œuvre à l'élaboration d'une plateforme commune visant à offrir des solutions socioéconomiques à long terme aux principaux problèmes auxquels est confronté le pays, tout en s'efforçant de réaliser des progrès rapides et de garantir la stabilité du pays. Comme dans d'autres pays de la région, à Sri Lanka, environ 80% de la population vit dans des zones rurales et, même si sa part dans le produit intérieur brut a baissé, l'agriculture reste l'épine dorsale de l'économie nationale et emploie environ un tiers du total de la main-d'œuvre nationale, en particulier pour la production de riz et les cultures de plantations. Le développement agricole est par conséquent une priorité, un accent particulier étant mis sur l'autonomisation économique des femmes en vue de réduire la pauvreté rurale. Diverses initiatives ont été mises en œuvre pour améliorer la productivité dans le secteur agricole et transformer l'agriculture de subsistance en agriculture commerciale. Sri Lanka consolide également son statut de pays émergent, grâce à une forte croissance, à la diversification de son économie, à l'amélioration de son système institutionnel et de son cadre de gouvernance et à un climat d'affaires propice aux investissements.
108. Le FIDA est l'un des principaux partenaires de développement de Sri Lanka, et il a joué un rôle déterminant ces 40 dernières années pour appuyer la réduction de la pauvreté rurale et favoriser l'investissement dans les zones rurales. Au cours de cette période, plus de 550 000 ménages ruraux ont bénéficié des 16 projets mis en place dans le pays. Quatre projets sont actuellement en cours d'exécution, dont bénéficient plus de 200 000 ruraux, et des négociations ont été conclues pour un nouveau prêt visant à améliorer les niveaux de revenus des petits exploitants à travers l'amélioration de la productivité dans les plantations de thé et de caoutchouc. Soulignant le rôle important assuré par le FIDA dans la réduction de la pauvreté rurale, il souhaite un engagement encore plus poussé aux côtés du Fonds à l'avenir.
109. M. RUREMA (Burundi) souligne l'importance de l'agriculture et de l'élevage pour assurer la sécurité alimentaire et générer la croissance nécessaire à la création d'emplois et à une prospérité partagée. Le Burundi a bénéficié de l'appui financier

du FIDA et a engagé avec détermination une réforme axée sur le développement durable, avec pour objectif premier l'amélioration de la productivité du secteur agricole. L'augmentation substantielle de la production de riz et de lait enregistrée dans le pays a permis de considérablement réduire la malnutrition et d'améliorer les revenus. Toutefois, d'importants défis en lien avec le changement climatique et ses répercussions ont compromis les avancées faites sur le plan du développement. Il est ainsi nécessaire d'imprimer un nouvel élan et d'assurer un soutien continu pour rétablir la sécurité alimentaire et réduire la malnutrition à des niveaux acceptables.

110. Il se félicite de l'occasion offerte de discuter des investissements inclusifs en faveur des populations rurales. Étant donné que la majorité de la population rurale au Burundi est composée de jeunes et de femmes, ils devraient être encouragés à avoir foi en leur avenir en tant qu'acteurs d'un secteur agricole plus moderne et d'une économie rurale plus dynamique. Afin de favoriser une transformation d'envergure au profit des agriculteurs, il est essentiel de développer l'accès aux services financiers, notamment sous la forme de crédits pour les producteurs agricoles, qui ne sont pas bien desservis par le système bancaire traditionnel. L'accent devrait être mis sur la création d'emplois pour les jeunes travailleurs ruraux, et il faudrait apporter davantage de soutien aux femmes rurales par le biais de projets spécifiques, car ce sont elles qui contribuent le plus à la production agricole au niveau des ménages. Il ajoute que son pays observe les effets positifs que les investissements du FIDA génèrent en termes de sécurité alimentaire et de résilience, et qu'il est convaincu que la coopération devrait s'intensifier avec le prochain programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2016-2021. Dans ce contexte, il confirme que le Burundi s'est engagé à contribuer à FIDA10 et à verser d'autres contributions, en particulier en faveur de projets axés sur le développement de l'agriculture paysanne.
111. Mme VERBURG (Pays-Bas), s'exprimant au nom des pays du Bénélux, se félicite du thème choisi pour la session du Conseil des gouverneurs et note que les ODD ont placé la lutte contre la pauvreté et la faim en haut des priorités du programme international pour le développement. Il est indispensable de favoriser une agriculture durable et rentable dans le cadre de systèmes alimentaires durables qui permettent de réduire les pertes de produits alimentaires, pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et surmonter la pauvreté. Le renforcement de la sécurité alimentaire est un moyen essentiel d'accroître la résilience des pauvres, et les organismes ayant leur siège à Rome sont à la tête des efforts mondiaux de lutte contre la pauvreté et la faim. Le Programme 2030 doit donc être la clé de voûte des activités du FIDA.
112. Elle réaffirme l'importance de la collaboration avec le secteur privé et déclare attendre avec intérêt de voir les résultats concrets de l'approche du FIDA fondée sur les partenariats public-privé-producteurs (4P), en termes de participation du secteur privé, en particulier des petites et moyennes entreprises. Les agriculteurs ont besoin d'être considérés comme des entrepreneurs en mesure de produire de façon durable et rentable. Elle encourage le FIDA à examiner plus avant de nouvelles formes de financement, y compris des cofinancements avec des bailleurs privés, et à canaliser ses ressources octroyées à des conditions favorables principalement au profit des pays les plus pauvres et les plus fragiles. Étant donné qu'il existe désormais plus d'une centaine de pays à revenu intermédiaire, il est important de faire la distinction entre les besoins des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et de la tranche inférieure, sans perdre de vue la soutenabilité de la dette. Il convient de noter que la sécurité alimentaire et l'agriculture ont été prises en compte lors de la récente COP21. Compte tenu de la vulnérabilité des agriculteurs, en particulier des paysans pauvres, face aux effets du changement climatique, il faut féliciter le FIDA d'avoir mis en place de manière précoce des interventions visant à permettre aux pays de s'adapter au changement climatique et si possible d'en atténuer les effets, notamment à travers son

Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), qui devrait être intégré dans les opérations du FIDA.

113. En vue d'élire la meilleure personne possible en tant que nouveau Président du FIDA, les pays du Benelux appuient le renforcement du processus électoral et préconisent la poursuite des discussions sur la définition du mandat pour un profil général du poste de Président.
114. M. ROZENCWAI G (Argentine) souligne l'importance du Programme 2030 et des ODD, et déclare qu'il est primordial de promouvoir une agriculture durable et inclusive pour la réalisation de l'ODD1 et de l'ODD2. Pour atteindre ces objectifs, il sera nécessaire de favoriser des investissements responsables et inclusifs, de créer des emplois, d'améliorer l'accès aux marchés agricoles et d'élargir l'accès aux services financiers, en particulier pour les petits producteurs et les femmes. Les États modernes devraient promouvoir des investissements judicieux et substantiels visant à améliorer les infrastructures, à poser les fondements d'une production accrue, à ouvrir de nouvelles perspectives pour les plus vulnérables et à assurer leur prospérité. L'accent devrait être mis sur le renforcement du capital social, humain et financier des populations, le renforcement des institutions, la garantie d'une productivité accrue, la génération et la résilience des revenus, l'autonomisation des femmes, la promotion de la diversification économique des zones rurales, l'accroissement de la fourniture de biens et de services respectueux de l'environnement, et l'intégration des petits producteurs dans la chaîne de valeur.
115. L'Argentine, un important producteur de denrées alimentaires, a identifié deux domaines prioritaires dans ce processus de transformation et de développement: la nécessité pour les régions rurales et urbaines de travailler ensemble dans un cercle vertueux renforcé par l'investissement; et l'innovation technologique appliquée à la production alimentaire, qui jouera un rôle clé pour nourrir le monde à mesure que la population augmentera. La participation du secteur privé est essentielle non seulement comme source d'investissements, mais aussi comme agent de changement, en tirant parti des nouvelles connaissances et de l'innovation. Le FIDA a un rôle de plus en plus important à jouer pour soutenir l'agriculture familiale et la transformation du monde rural en Argentine et dans la région, conformément aux priorités stratégiques nationales. L'Argentine s'est engagée à contribuer à hauteur de 7,5 millions d'USD à FIDA10, un montant équivalant à celui versé au titre de FIDA9. L'Argentine a accompli des progrès dans ses négociations visant à favoriser l'insertion économique des petits agriculteurs dans le nord de l'Argentine, afin d'inclure les petits exploitants dans de nouvelles filières dynamiques. Enfin, le Gouvernement argentin est disposé à approfondir ses relations avec les Nations Unies et le FIDA en particulier, car il souhaite donner un nouvel élan à ce qui était déjà d'excellentes relations bilatérales avec l'institution.
116. M. AMNOT (Cambodge), reconnaissant que la croissance économique solide enregistrée par son pays a bénéficié non seulement aux zones urbaines, mais également aux ruraux pauvres, affirme que l'agriculture a joué – et continuera de jouer – un rôle important à l'appui d'une croissance inclusive, de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté rurale au Cambodge. Néanmoins, de nouveaux défis se présentent, liés à la rapide transformation des zones rurales, à l'accélération des effets du changement climatique et de l'intégration régionale. Le Gouvernement cambodgien se réjouit de la coopération du FIDA en vue de poursuivre les efforts visant à s'attaquer à ces problèmes et à aider les agriculteurs à accéder aux services de production, aux financements et aux marchés. Des chaînes de valeur durables et des modèles d'affaires inclusifs devraient permettre de mobiliser des investissements privés accrus et de réduire les coûts de transaction grâce à des partenariats public-privé innovants. Les investissements publics doivent soutenir le passage durable d'une agriculture de subsistance à un secteur agricole productif qui permettrait aux petits exploitants de participer à l'économie de marché. Cette évolution devrait être caractérisée par de profonds

changements structurels afin de relancer la production, la productivité et en dernière analyse accroître les revenus.

117. À cette fin, le Gouvernement cambodgien s'est appuyé sur le COSOP axé sur les résultats comme une plateforme de collaboration pour aller au-delà de l'approche des projets. Il loue l'aptitude du FIDA à accroître la productivité des petits exploitants, et apprécie particulièrement son approche collaborative, qui a permis au gouvernement de s'approprier pleinement le processus et qu'il considère comme un modèle de coopération au développement. Les domaines spécifiques de coopération future incluent la productivité, la rentabilité, l'accès au marché, les organisations paysannes et le changement climatique.
118. M. HURLEY (États-Unis), reconnaissant l'expertise du FIDA et son engagement sans relâche en faveur du développement rural et rappelant le rôle crucial joué par l'organisation dans la promotion du Programme 2030, convient que, malgré l'urbanisation croissante du monde, l'essentiel des progrès qui restent à accomplir à cette fin devrait avoir lieu dans le secteur rural. Renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition à l'échelle mondiale reste un élément clé de l'aide au développement des États-Unis. À cet égard, le FIDA est un allié solide qui fait figure de chef de file concernant des priorités essentielles comme l'intégration des activités d'adaptation au changement climatique, l'adoption à plus grande échelle des technologies, la promotion d'une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels et l'autonomisation des femmes rurales. FIDA10 a mobilisé le plus grand montant total de financement de toutes les reconstitutions des ressources du FIDA, témoignant ainsi de la confiance que les États membres accordent au Fonds et à sa mission. En effet, les contributions de base devraient rester le fondement du cadre financier du FIDA, complété, afin d'élargir sa base de ressources, par des emprunts souverains mûrement réfléchis et qui continuent de tenir compte de considérations programmatiques, administratives et financières.
119. Le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 a fixé des engagements stratégiques louables, à savoir: accroître les capacités productives des agriculteurs ruraux et les bénéfices qu'ils tirent de leur participation sur le marché; et renforcer la durabilité environnementale et la résilience au changement climatique de leurs activités économiques. Par le biais de son ASAP, le FIDA continuera de jouer un rôle de premier plan pour ce qui est d'octroyer des fonds en faveur de l'agriculture intelligente face au climat, notamment dans le cadre de ses efforts louables pour faire en sorte que tous ses projets soient intelligents face au climat à l'horizon 2018. Les savoirs générés par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) ont directement contribué aux excellents résultats du FIDA; le Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA, élaboré par IOE, a joué un rôle déterminant pour faciliter des discussions franches concernant les forces et les faiblesses, eu égard à son intégrité méthodologique, à sa profondeur d'analyse et aux éclairages qu'il apporte sur le FIDA. Au même titre, le processus d'élection du prochain Président du FIDA devrait être transparent et fondé sur le mérite, conformément aux pratiques en matière de gouvernance institutionnelle.
120. M. NCHEMBA (République-Unie de Tanzanie) déclare que, grâce au FIDA, son pays a mis en œuvre plusieurs projets qui ont eu un impact positif sur la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. Les trois programmes en cours dans le pays, qui font suite aux 14 projets et programmes mis en œuvre précédemment, sont axés sur les infrastructures de commercialisation, le financement rural et l'ajout de valeur, et le développement du secteur agricole avec des composantes d'élevage à Zanzibar. Deux autres projets sont inscrits dans la réserve. Le pays reste tributaire de l'agriculture pour son développement, mais il est confronté à de nombreux défis dans ce secteur, notamment un accès limité aux outils agricoles, aux financements, aux systèmes d'irrigation, aux processus d'ajout de valeur et aux marchés. Le fait qu'il n'utilise actuellement que 21% des plus de 44 millions d'hectares de ses terres potentiellement arables signifie qu'il existe des possibilités pour améliorer les revenus des agriculteurs en transformant la façon dont les terres sont utilisées. Le

pays prévoit ainsi de doubler sa production de maïs et de sucre, de devenir autosuffisant en riz et de se positionner comme pôle régional pour le développement agricole. Il continuera d'appliquer l'approche du FIDA qui vise à faire participer les petits exploitants au processus d'atténuation des effets du changement climatique.

121. Il espère que le FIDA continuera à œuvrer avec d'autres organismes internationaux et multilatéraux au renforcement des capacités des pays pauvres comme la République-Unie de Tanzanie pour parvenir à un développement axé sur les résultats et atteindre les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration de Malabo de l'Union africaine sur l'agriculture et les pertes après récolte et dans les ODD pertinents du Programme 2030.
122. M. KHAN BOSAN (Pakistan) déclare que, survenant peu de temps après l'adoption du Programme 2030, cette session offre une occasion précieuse de discuter du cours futur des efforts visant à atteindre les ODD pertinents. Il réaffirme que son pays croit fermement en l'importance de la protection de l'environnement et d'une agriculture durable et résiliente face au changement climatique. L'agriculture, qui constitue le pilier de l'économie pakistanaise, contribue à hauteur de plus de 20% au produit intérieur brut et fournit des emplois à 45% de la main-d'œuvre nationale. Les deux tiers de la population vivent dans des zones rurales, et les petits exploitants agricoles représentent plus de 90% des propriétaires fonciers. Le programme global de développement de l'agriculture, récemment lancé, inclut l'extension des dons en espèces et des prêts aux petits exploitants, des réductions du prix des engrais, le paiement des primes d'assurance par le gouvernement pour les petits agriculteurs, la fourniture de garanties de prêts et des allègements fiscaux pour les agriculteurs dans les secteurs laitier, avicole et piscicole. Une loi vient également d'être adoptée afin de stimuler les exportations de produits agricoles et de protéger les droits des producteurs de semences et de plantes. Les droits sur les importations de machines agricoles modernes ont été réduits, et les producteurs de viande halal se sont vu accorder une exemption d'impôt sur le revenu pendant quatre ans.
123. Des initiatives ont été mises en place pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes, notamment le Benazir Income Support Programme, qui offre des dons en espèces aux femmes chefs de ménages défavorisés, et les First Women Bank et Khushhali Bank, qui fournissent des fonds aux femmes entrepreneurs. Les programmes axés sur le renforcement des compétences des jeunes et l'octroi de prêts aux jeunes entrepreneurs affichent également des résultats encourageants. Le Pakistan continue de soutenir le FIDA, dont la collaboration dans le pays a produit d'excellents résultats, et espère que son portefeuille de projets au Pakistan sera renforcé à l'avenir.
124. La séance est levée à 19 h 44.

- iii) Compte rendu analytique de la deuxième séance de la trente-neuvième session tenue le jeudi 18 février 2016, à 9 h 35

Président: Andin Hadiyanto (Indonésie)  
(Vice-Président)

puis: Dinesh Sharma (Inde)  
(Président)

## Table des matières

	Paragraphe
Déclarations générales (point 5 de l'ordre du jour) (suite)	126-138
– Népal	126-127
– Uruguay	128-129
– Inde	130-131
– Royaume-Uni (au nom de la Liste A)	132-133
– Botswana	134-135
– Mongolie	136-137
– Kenya	138-139
Série de conférences du FIDA: Secteur privé, bonne gouvernance et développement rural	140
Informations actualisées sur le Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance (point 11 de l'ordre du jour)	141-151
Questions diverses (point 12 de l'ordre du jour)	152
Déclaration de la sixième réunion mondiale du Forum paysan	153
Déclarations générales (point 5 de l'ordre du jour) (suite)	154-159
– Nigéria	154-155
– Ghana	156-157
– Rwanda	158-159
Entretien: L'agriculture de demain	160
Conférence-débat:	161-162
Investissements innovants pour une transformation du monde rural	
Rapport sur la Table ronde des Gouverneurs	163
Clôture de la session	164-168

125. La séance est ouverte à 9 h 35.

DÉCLARATIONS GÉNÉRALES (point 5 de l'ordre du jour, suite)

126. M. POUDEL (Népal) rappelle que 70% des pauvres du monde vivent dans les zones rurales, essentiellement des femmes, des petits producteurs vivriers, des groupes marginalisés et des petits exploitants agricoles, qui contribuent de manière essentielle à l'alimentation de la population mondiale en expansion. Ces franges de la population ont été largement exclues de la conception et de la mise en œuvre des politiques et du programme d'action pour le développement. Leur inclusion et leur intégration sont au centre des préoccupations, et le thème choisi pour la présente session du Conseil devrait être le programme commun pour les quinze prochaines années, l'objectif étant l'éradication de la pauvreté et de la faim d'ici 2030.
127. L'adoption de la nouvelle Constitution au Népal a ouvert la voie à un environnement inclusif, participatif et favorable pour les investissements publics et privés. Des initiatives ont été lancées, comme la Stratégie de développement de l'agriculture, le Plan multisectoriel sur la nutrition et le Défi national Faim zéro, pour mettre les politiques nationales en cohérence avec les initiatives mondiales visant à réduire la pauvreté et la faim en vue de promouvoir l'amélioration des moyens de subsistance, la dignité humaine et une vie décente pour les communautés pauvres et vulnérables. Il était urgent d'établir un partenariat public-privé solide pour l'investissement inclusif afin de mettre en œuvre les objectifs de développement durable (ODD) et de réaliser intégralement les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2030. Accroître l'investissement était nécessaire pour augmenter la production des petits exploitants et faire face aux défis de l'insécurité alimentaire, de l'amélioration des infrastructures rurales et des effets du changement climatique. Il se félicite du soutien continu apporté par le FIDA à l'agriculture et au développement rural au Népal et exprime l'engagement de son gouvernement pour les objectifs du Fonds.
128. M. LASARTE BURGHI (Uruguay) confirme que la contribution de son pays à FIDA10 s'élèvera à 200 000 USD. Cette contribution traduit l'intérêt que prend l'Uruguay à assurer la continuité des opérations du FIDA au cours de la prochaine période de reconstitution, à renforcer ses programmes et les résultats qu'ils produisent et à intensifier l'investissement dans les populations rurales en vue d'éradiquer la faim et la pauvreté. L'Uruguay se trouve dans une position importante d'un point de vue stratégique pour promouvoir le dialogue régional sur les politiques publiques dans les zones rurales, comme il le fait depuis 15 ans par l'intermédiaire du programme FIDA-MERCOSUR. Ce programme est coordonné à Montevideo depuis sa création en 2000, et le gouvernement a prolongé jusqu'en 2030 l'utilisation gratuite des locaux accordés au FIDA dans le bâtiment du MERCOSUR.
129. L'Uruguay attache une importance particulière aux deux processus en cours au FIDA. Le premier est la décentralisation, la part des effectifs inscrits au budget travaillant pour le Fonds à Rome étant considérée comme trop élevée et la présence sur le terrain insuffisante. Le second est la sous-régionalisation de ses bureaux de pays. Dans le cas de la région Amérique latine et Caraïbes, les diverses sous-régions relèvent de bureaux basés au Guatemala, au Pérou et à Haiti, mais le cône Sud n'est toujours pas couvert. Sur la base de la riche et vaste expérience que l'Uruguay tire du programme FIDA-MERCOSUR, M. Lasarte Burghi réitère le souhait exprimé par son pays que soit créé, à Montevideo, un bureau chargé de coordonner les opérations du FIDA dans la sous-région qui, en Amérique latine, n'est pas encore couverte.
130. M. SINGH (Inde) se félicite du thème de la présente session et des efforts déployés par le FIDA et son Président pour promouvoir les capacités productives des populations rurales, accroître leur participation au marché et renforcer la

durabilité environnementale et la résilience face au changement climatique de leurs activités économiques. La collaboration de l'Inde avec le FIDA existe depuis de nombreuses années. Le plus important programme de prêts du FIDA est en Inde, où il participe actuellement à neuf projets touchant plus de huit millions de personnes dans certaines des zones les plus difficiles du pays.

131. À une époque où l'on prend progressivement conscience que ce n'est pas seulement le rythme de la croissance économique, mais aussi sa composition qui permet de déterminer la qualité du développement, l'Inde a pris plusieurs mesures novatrices pour promouvoir l'investissement et la croissance inclusifs, en mettant l'accent sur l'inclusion financière. Le projet Pradhan Mantri Jan Dhan Yojana, lancé en 2014, est conçu pour offrir un accès universel aux services bancaires pour tous les ménages, y compris les produits de crédit, l'assurance et les cartes de débit. Dans le cadre de ce projet, plus de 200 millions de comptes ont été ouverts, dont 61% dans les zones rurales, et plus de 51% détenus par des femmes. Les prestations sociales de l'État sont versées aux bénéficiaires par le biais de transferts directs, ce qui assure leur paiement électronique rapide dans le cadre du plus grand programme de transferts monétaires du monde, qui couvre déjà 150 millions de ménages. Le système de distribution des avantages financiers a également été renforcé par une solution innovante consistant à combiner les numéros de portable, de compte bancaire et d'identité biométrique de chaque personne. Les mesures adoptées ont démontré l'engagement de l'Inde à assurer le versement efficace des prestations et l'extension de l'inclusion financière à tous les ménages, conformément à l'appel des ODD pour le renforcement de la capacité des institutions financières nationales à encourager et élargir l'accès aux services bancaires, à l'assurance et aux services financiers pour tous. Il appelle à une action mondiale concertée pour réaliser les objectifs d'une croissance inclusive.
132. Mme NASSKAU (Royaume-Uni), s'exprimant au nom des pays de la Liste A, déclare que les discussions ont montré combien il est important d'œuvrer en vue d'investissements plus inclusifs pour la réalisation des ODD. Tout le monde convient que le FIDA a un rôle essentiel à jouer pour contribuer à la réalisation des ODD sans que personne ne soit laissé en chemin. Les rapports du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) montrent que la performance du FIDA continue de s'améliorer s'agissant d'autonomiser les populations rurales pauvres, hommes et femmes, pour qu'ils parviennent à accroître leurs revenus et leur sécurité alimentaire. Tous les membres se rangent, unis, derrière les réformes du FIDA et appuient l'attention qu'il accorde aux domaines prioritaires clés, à savoir: s'adapter au changement climatique, améliorer la nutrition, travailler de manière plus efficace avec le secteur privé, favoriser l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes et mettre en commun les résultats et les savoirs, notamment par la coopération Sud-Sud.
133. En ce qui concerne l'élection du nouveau Président du FIDA en 2017, il est nécessaire de tirer parti des progrès accomplis, grâce à l'encadrement et au savoir-faire professionnel, pour positionner le FIDA parmi les principaux organismes multilatéraux en faveur d'une approche inclusive de développement rural et de réduction de la pauvreté. Les discussions au sein du Conseil d'administration sur l'élaboration des grandes lignes du mandat de Président ont été accueillies favorablement, car elles accroissent la transparence, guident les membres pour présenter des candidats et enrichissent les processus décisionnels, en s'appuyant sur les meilleures pratiques introduites avec succès sept ans plus tôt consistant à organiser des entretiens avec tous les candidats. Un projet de mandat pour le poste de Président du FIDA a déjà été mis au point en 2000 (reproduit dans le document EB 2015/115/R.31) et pourrait servir de base à la discussion. Les pays de la Liste A les utiliseraient comme point de référence pour la sélection des candidats et ont hâte de travailler avec les autres listes, avec l'aide du Bureau du Conseil des gouverneurs, pour actualiser, mettre en forme et approuver le mandat. L'une des particularités du FIDA est que tous ses membres ont trouvé un

consensus pour créer la meilleure organisation possible, produisant les meilleurs résultats possible au profit des populations rurales pauvres.

134. M. AUTLWETSE (Botswana) déclare que, comme dans la plupart des pays en développement, l'économie de son pays repose sur l'agriculture, la majorité de la population vivant dans les zones rurales et tirant ses moyens de subsistance de l'agriculture. Toutefois, contrairement à d'autres pays en développement, une part importante des terres appartient à la communauté rurale et principalement à des agriculteurs, avec une moyenne de cinq hectares chacun. Son gouvernement reconnaît que les communautés et les populations rurales doivent être l'axe principal de la politique nationale de développement et que les petits exploitants agricoles, en particulier, exigent un soutien accru en créant un environnement favorable grâce au développement des infrastructures et la fourniture d'autres services publics dans les zones rurales. L'agriculture au Botswana demeure une source importante de nourriture et de revenu, d'emploi et d'investissement pour les communautés rurales.
135. Le thème de la présente session offre donc un intérêt particulier, notamment pour la réalisation de l'ODD 1 et l'ODD 2. Si l'on veut qu'ils atteignent les groupes pauvres et marginalisés vivant dans les zones rurales négligées, les efforts de développement doivent être plus inclusifs. Cependant, le changement climatique continue d'influer sur les efforts déployés pour améliorer la sécurité alimentaire. En 2015, le Botswana a été frappé par la sécheresse et l'on prévoit une sécheresse encore plus sévère en 2016. Le déficit pluviométrique, aggravé par les fortes vagues de chaleur, représente une menace grave pour la sécurité alimentaire nationale. Néanmoins, il y a lieu d'être optimiste, vu les perspectives qu'ouvre la Stratégie nationale sur l'agriculture de conservation pour la remise en état des terres agricoles appauvries et l'atténuation des effets du changement climatique. Des ressources plus importantes doivent donc être consacrées à des stratégies reposant sur l'agriculture de conservation pour contribuer à alléger le fardeau du changement climatique dans les pays en développement. Il réaffirme le soutien résolu du Botswana à la mission du FIDA.
136. M. GANTSOGT (Mongolie) déclare que, bien que la Mongolie dépende du secteur minier, l'agriculture est à la base d'un développement socioéconomique plus diversifié. Elle emploie 30% de la main-d'œuvre nationale et représente 12,2% du produit intérieur brut (PIB), et les bases ont été jetées pour le développement de l'élevage intensif. Les défis qui restent à relever sont, notamment: la faiblesse des rendements et le sous-développement du secteur de la transformation, ainsi que l'insuffisance de la productivité et de l'efficacité économique. Il est potentiellement possible de satisfaire les besoins intérieurs en viande, produits laitiers, farine, produits à base de blé et pommes de terre, mais le secteur intérieur de la transformation est très réduit, et le pays dépend largement des importations de riz, de sucre, de fruits et de légumes. Les principales priorités de la nouvelle politique alimentaire et agricole visent à développer la production agricole intensive dans les régions à forte densité de population, à accroître la production végétale grâce à l'introduction de technologies avancées susceptibles d'être adaptées aux changements climatiques, à tirer avantage des technologies traditionnelles et avancées pour la transformation des ressources naturelles et des matières premières agricoles et à fournir sur les marchés nationaux des produits sûrs et nutritifs de manière durable. Les objectifs sont notamment de faire de la Mongolie un pays exportateur par le biais de zones de libre-échange agricole, d'augmenter la part de l'agriculture dans la composition du PIB et de diversifier l'économie.
137. Les trois programmes financés par le FIDA qui ont porté leurs fruits mis en œuvre en Mongolie ont apporté une contribution importante au développement agricole et à l'amélioration des moyens de subsistance de la population rurale. De nouveaux investissements et l'assistance technique du FIDA appuieront les efforts entrepris par la Mongolie pour mettre en œuvre sa politique alimentaire et agricole, faire du secteur agricole un secteur commercial et introduire des technologies de pointe et

de bonnes pratiques internationales. La Mongolie a annoncé une contribution d'un montant de 100 000 USD à FIDA10.

138. M. BETT (Kenya) déclare que ne pas agir pour le développement durable aurait des conséquences coûteuses pour tous. Le Kenya se place au quatrième rang des bénéficiaires des financements du FIDA dans la région subsaharienne, Nairobi étant la seule capitale accueillant un bureau régional du FIDA à part entière. Le FIDA soutient actuellement trois des piliers de la stratégie de développement agricole du pays dans la production végétale, l'élevage et la pêche. La nouvelle Constitution du Kenya garantit à chaque citoyen le droit à une alimentation de qualité, au logement et à l'eau. La relance fait partie intégrante de cette stratégie pour l'agriculture, à travers les cadres juridiques et politiques déjà en place et les stratégies dans les sous-secteurs spécifiques en cours d'élaboration. Étant donné le partenariat dynamique avec le FIDA et les partenaires de développement, le portefeuille de prêts du Kenya devrait augmenter et permettre ainsi l'application de ces stratégies et la croissance du secteur agricole. Le FIDA dirige actuellement la mise en œuvre d'un programme visant à transformer l'agriculture et améliorer les moyens de subsistance dans les zones arides et semi-arides du pays, en apportant un appui bienvenu aux efforts déployés par le gouvernement.
139. Les paysans sont les gardiens des ressources naturelles et de la biodiversité et jouent donc un rôle central pour l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation à ces derniers. Néanmoins, ils sont confrontés à des défis comme l'insuffisance des infrastructures et le manque d'accès aux intrants, aux financements et aux marchés, tandis que le changement climatique fragilise la base de ressources dans les économies rurales, contribuant ainsi à la baisse de la productivité et de la production agricoles. Ces défis soulignent la nécessité d'une approche inclusive de l'agriculture durable. Réitérant l'appui du Kenya au FIDA, il exhorte les États membres à collaborer avec le Fonds pour concevoir et mettre en œuvre des programmes plaçant les populations rurales, les jeunes, les femmes, l'État, les entreprises et les petits exploitants au cœur de toutes les stratégies.

#### SÉRIE DE CONFÉRENCES DU FIDA: SECTEUR PRIVÉ, BONNE GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

140. Le PRÉSIDENT DU CONSEIL invite ce dernier à passer à la série de conférences du FIDA prévue à l'ordre du jour. Les détails de l'événement figurent dans un rapport distinct intitulé "Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015. Compte rendu des délibérations tenues à l'occasion des événements organisés en marge de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, février 2016".

#### INFORMATIONS ACTUALISÉES SUR LE GROUPE DE TRAVAIL AD HOC SUR LA GOUVERNANCE (point 11 de l'ordre du jour)

141. M. ROZENCWAI G (Argentine), président du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance, rappelle que le groupe de travail, qui a été mis en place par le Conseil des gouverneurs à sa trente-huitième session, a été chargé d'examiner et d'évaluer la structure, le caractère approprié et la pertinence du système de listes du FIDA; d'examiner et d'évaluer la composition de la consultation sur la reconstitution et la durée des cycles de reconstitution pour FIDA11 et au-delà; et de formuler des propositions sur ces deux points pour examen par le Conseil d'administration en décembre 2016 en vue d'une soumission au Conseil des gouverneurs à sa quarantième session. Le groupe de travail a tenu quatre réunions officielles – en avril, juin et décembre 2015 et en janvier 2016 – ainsi qu'un certain nombre de réunions informelles.
142. Le groupe de travail a commencé par l'examen de la documentation sur le système de listes fournie par le Bureau du Secrétaire, en vue d'améliorer la représentation des États membres au sein des organes directeurs du Fonds. Il a examiné les changements intervenus dans le système international depuis la création du FIDA,

et si le système de listes continuait à refléter la situation du Fonds, en particulier concernant le nombre des États membres et leurs contributions respectives. Il a été notamment suggéré de fixer des critères pour déterminer l'appartenance à chaque liste; augmenter la participation et la représentation de la Liste C au sein des organes directeurs du FIDA; faciliter les transferts de pays d'une liste à une autre; et, en particulier, créer de nouvelles incitations au versement des contributions financières au FIDA sur la base d'une analyse des mesures incitatives et dissuasives. Certains membres ont souligné le lien entre l'accroissement de la représentation et les contributions versées. Le groupe de travail a également examiné le système d'attribution des voix et le poids des contributions historiques.

143. Compte tenu de l'éventail des opinions exprimées et l'importance de la question, un consultant international a été recruté pour effectuer un examen approfondi des systèmes de représentation en vigueur au FIDA et dans d'autres organisations, telles que des fonds mondiaux pour l'environnement et des banques multilatérales de développement, en vue d'examiner d'autres systèmes envisageables et la durée des cycles de reconstitution. Les objectifs primordiaux étaient de garantir l'efficacité du FIDA et de son mandat en faveur du développement rural dans l'intérêt des pauvres et d'améliorer les incitations au versement de contributions financières pour le Fonds.
144. Dans ses rapports préliminaires, le consultant a suggéré des modifications au système de listes, comme le rééquilibrage de la représentation en facilitant les transferts d'une liste à une autre, la redistribution des sièges au Conseil ou la création de sièges supplémentaires, voire la suppression du système de listes; il a insisté sur l'importance d'encourager les contributions au Fonds.
145. Sur la question de la reconstitution, le consultant a proposé notamment que le nombre de participants de la Liste C soit augmenté, que les plateformes numériques du FIDA soient utilisées plus efficacement et que la participation aux consultations soit dissociée du système de listes; il a également noté l'importance accordée à l'examen du lien entre les sièges du Conseil et les contributions (ou leur absence). Selon le consultant, allonger la durée du cycle de reconstitution pourrait avoir un effet positif, neutre ou négatif sur les niveaux de reconstitution, l'adéquation des financements, l'efficacité, le coût du processus de reconstitution et le dialogue entre le FIDA et les États membres. Un cycle plus long permettrait d'aligner plus facilement les financements sur les programmes de pays, alors qu'un cycle plus court pourrait poser un problème pour la planification à long terme. Un cycle plus long nécessiterait moins de réunions et permettrait donc peut-être de réaliser des économies, même limitées. Il convient de noter que l'allongement de la durée des cycles de reconstitution au Fonds asiatique et au Fonds européen de développement n'a pas entraîné de baisse des contributions. Enfin, un cycle plus long pourrait améliorer la qualité du dialogue entre le FIDA et les membres, car il reposerait alors sur un examen à mi-parcours portant sur deux années, soit 50% de la période, au lieu de 33% actuellement.
146. Il est essentiel de garder présent à l'esprit que l'allongement du cycle de reconstitution de trois à quatre ans ne doit en aucun cas porter préjudice aux contributions; un compromis devra donc être recherché avec les États membres afin qu'ils puissent ajuster leurs contributions en conséquence.
147. Bien que le consultant ait souligné les avantages d'une coordination avec d'autres institutions financières internationales (IFI), les groupes de travail sur la gouvernance de ces institutions ont déjà achevé leurs travaux. Les périodes de reconstitution pertinentes sont sur le point de commencer, et les IFI concernées ne vont pas créer de nouveaux groupes de travail avant que ces périodes de reconstitution ne s'achèvent, si jamais elles en créent.
148. Le rapport final du consultant sera examiné à la cinquième réunion officielle du Groupe de travail, en avril 2016.

149. La présente session du Conseil des gouverneurs a donné une occasion unique aux États membres de prendre note des questions extrêmement importantes actuellement débattues. La participation des États membres et de leurs représentants au groupe de travail a été cruciale, ainsi que la nécessité pour les gouvernements d'entreprendre leurs propres examens, en garantissant ainsi que les délibérations du groupe de travail conduiraient à la formulation de recommandations réalistes à la quarantième session du Conseil des gouverneurs et, au bout du compte, permettraient d'accroître l'efficacité et l'efficacité du FIDA.
150. En l'absence de tout commentaire, le Conseil des gouverneurs prend note des informations fournies par le président du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance.
151. Il en est ainsi décidé.

#### QUESTIONS DIVERSES (point 12 de l'ordre du jour)

152. Aucune question n'est soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

#### DÉCLARATION DE LA SIXIÈME RÉUNION MONDIALE DU FORUM PAYSAN

153. À l'invitation du PRÉSIDENT DU CONSEIL, Mme Ujjaini HALIM, représentante du Forum paysan, présente une synthèse de la déclaration de la sixième réunion mondiale du Forum paysan, tenue les 15 et 16 février 2016 en marge de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs. Le texte intégral de cette déclaration est reproduit au chapitre 4.

#### DÉCLARATIONS GÉNÉRALES (point 5 de l'ordre du jour, suite)

154. M. OGBEH (Nigéria) déclare que son pays a réduit de près de la moitié la facture de ses importations alimentaires et compte la réduire à un niveau proche de zéro dans les prochaines années. À cette fin, il a cartographié son territoire et ses zones agroécologiques, ce qui a permis d'améliorer les savoirs des agriculteurs en matière d'engrais et s'est traduit par la baisse des prix des engrais et par l'utilisation accrue des cultures céréalières et arbustives. Le gouvernement prévoit de poursuivre ses programmes de développement agricole, avec l'appui du FIDA, en vue d'augmenter la production, de renforcer la sélection des semences et le travail du sol et de fournir une formation aux nouvelles techniques agricoles dans les centres d'enseignement du pays. Il s'efforce aussi d'améliorer l'élevage grâce à un vaste programme d'insémination artificielle porté par le secteur privé et soutenu par l'État.
155. Les défis à relever sont notamment: le changement climatique et l'avancée du désert; les affrontements entre les éleveurs de bétail, les pasteurs et les agriculteurs rivalisant pour l'utilisation des mêmes terres; mettre fin à nombreuses années de dépendance au pétrole, au cours desquelles l'agriculture a été négligée; attirer les jeunes vers un secteur qui exige beaucoup d'efforts et de travail avant d'être payant; et inverser la tendance à l'exode rural. Le gouvernement s'attaque à tous ces problèmes à travers un large éventail de programmes, notamment une opération de plantations d'arbres, intitulée "Opération Bouclier du désert", qui doit être mise en œuvre en 2016 avec l'appui du FIDA; l'extension des pâturages irrigués; la remise en état des infrastructures, notamment les barrages; l'augmentation de la production des cultures traditionnelles et l'introduction de nouvelles cultures; et un programme intitulé Entreprise familiale à forte intensité de main-d'œuvre (LIFE), avec l'installation de petites usines de transformation dans les villages et les zones rurales pour augmenter la valeur ajoutée, éliminer le gaspillage et créer de la richesse localement. Cependant, cet effort exige un soutien important, en particulier du FIDA, auquel l'orateur exprime sa gratitude. En conclusion, il demande si les aides substantielles accordées par les gouvernements des économies plus avancées à leurs secteurs agricoles ne sont rien d'autre que

des subventions et pourquoi les économies moins avancées ne devraient pas soutenir de la même façon leurs secteurs agricoles.

156. M. ALHASSAN (Ghana) déclare que le thème des débats du Conseil est l'autonomisation et qu'il doit être au centre des efforts de développement et de programmation. La réalisation des 17 ODD aussi détaillés qu'ambitieux dépend du type et du montant de l'investissement réalisé, du niveau de transformation du monde rural et de la conduite des États et des entreprises. Il faudrait pour cela "sortir des sentiers battus" et forger des partenariats solides entre les gouvernements, les organismes internationaux de développement et le secteur privé. Nous ne gagnerons la bataille contre la pauvreté et la faim que par le développement agricole et la transformation du monde rural. En effet, il est amplement prouvé que la croissance dans le secteur agricole est dix fois plus efficace pour réduire la pauvreté que la croissance dans tous les autres secteurs.
157. Compte tenu des engagements pris à l'échelle mondiale, régionale et nationale d'investir davantage dans l'agriculture et le développement rural, un investissement stratégique, responsable et accéléré dans l'agriculture et le développement rural est maintenant nécessaire pour exploiter les technologies disponibles. La situation dans les zones rurales changerait si ces régions étaient transformées sur le plan des infrastructures, des services et de l'industrie. Le Ghana a entrepris un processus de décentralisation visant à rapprocher la prise de décision des populations rurales et a amélioré les infrastructures pour ouvrir les zones rurales aux investissements publics et privés. Cependant, les progrès sont lents et l'engagement en faveur d'un nouveau programme de développement de quinze ans met au défi de faire les choses autrement. L'aide au développement doit être stratégique et conforme aux politiques des pays, en renforçant les capacités locales permettant de faire avancer le processus et en améliorant donc la durabilité, et doit être intégrée dans les budgets nationaux pour permettre aux États de planifier plus efficacement. Une importance accrue devrait être accordée aux principes énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement de 2005, à savoir: appropriation par les pays, alignement, harmonisation, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle.
158. Mme MUKESHIMANA (Rwanda) déclare que le thème de la session reflète bien la priorité actuellement accordée au développement du secteur de l'alimentation et de l'agriculture dans de nombreuses économies en développement ou émergentes. Il se situe dans le droit fil de la Vision 2020 du Rwanda: Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté, et Plan stratégique de transformation de l'agriculture, dont l'objectif principal est de réduire la pauvreté et d'accroître le bien-être des Rwandais, en particulier des populations rurales pauvres, par la modernisation et la commercialisation de l'agriculture. Le FIDA joue un rôle essentiel dans les efforts de développement agricole au Rwanda depuis 1981 et a été le premier partenaire de développement à reprendre ses activités après le rétablissement de la paix en 1995. Le moment est maintenant venu pour un investissement inclusif impliquant tous les acteurs des filières dans des domaines comme la technologie agricole et son application à l'amélioration de la productivité; des infrastructures offrant un meilleur accès aux marchés et permettant l'amélioration de la petite industrie; le financement rural et le renforcement des institutions en vue d'améliorer les services d'appui aux petits exploitants, en particulier dans le domaine de l'atténuation des effets du changement climatique.
159. La dernière évaluation de programme de pays d'IOE, effectuée en 2010, montre que le partenariat entre le FIDA et le Gouvernement rwandais a considérablement réduit la pauvreté rurale et que la performance s'est améliorée depuis 2005. Les facteurs décisifs sont notamment une approche plus participative et le passage vers la supervision directe, l'introduction de stratégies et de programmes clairement définis et un solide cadre de responsabilité. Trois projets financés par le FIDA sont en cours, qui couvrent, entre autres, la gestion fiduciaire, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et un quatrième, portant sur l'élevage, est

dans la réserve. Bien qu'il soit reconnaissant pour l'appui et le partenariat du FIDA, le Rwanda maintiendra sa modeste contribution à la reconstitution des ressources du FIDA.

#### ENTRETIEN: L'AGRICULTURE DE DEMAIN

160. Le PRÉSIDENT DU CONSEIL invite le Conseil à passer à un entretien sur l'agriculture de demain avec le M. Ismahane Elouafi, Directeur général du Centre international d'agriculture biosaline. Les détails de la session figurent dans un rapport distinct intitulé "Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015. Travaux des participants aux manifestations organisées en marge de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, février 2016".

#### CONFÉRENCE-DÉBAT: INVESTISSEMENTS INNOVANTS POUR UNE TRANSFORMATION DU MONDE RURAL

161. Une vidéo est projetée dans laquelle les membres du personnel du FIDA expliquent ce que l'innovation signifie pour eux.
162. Le PRÉSIDENT DU CONSEIL invite le Conseil à procéder à la conférence-débat sur les investissements innovants pour une transformation du monde rural. Les détails de la discussion figurent dans un rapport distinct intitulé "Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015. Travaux des participants aux manifestations organisées en marge de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, février 2016".

#### RAPPORT SUR LA TABLE RONDE DES GOUVERNEURS

163. Le PRÉSIDENT DU CONSEIL présente le rapport sur la Table ronde des gouverneurs, qui s'est tenue la veille sous le titre "Mobiliser des financements en faveur de l'agriculture paysanne – ce dont nous avons besoin pour atteindre le deuxième objectif de développement durable". Le texte intégral de ce rapport est reproduit au chapitre 4.

#### CLÔTURE DE LA SESSION

164. M. SHARMA (Inde) assume la présidence.
165. M. NWANZE (Président du FIDA) prononce un discours de clôture, dont le texte intégral est reproduit au chapitre 4.
166. Le PRÉSIDENT DU CONSEIL prononce un discours de clôture, dont la version intégrale figure au chapitre 4.
167. Il déclare la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs close.
168. La séance est levée à 13 h 30.

## Chapitre 3

### B. Table ronde des Gouverneurs: Mobiliser des financements en faveur de l'agriculture paysanne – ce dont nous avons besoin pour atteindre le deuxième Objectif de développement durable

#### Synthèse de la table ronde des Gouverneurs 2016

Mobiliser des financements en faveur de l'agriculture paysanne et du développement rural sera essentiel pour éradiquer la faim et la pauvreté, ambitions du Programme 2030. Nous savons que les petits agriculteurs et les autres populations rurales peuvent grandement concourir à la réalisation de ces objectifs, à condition que nous parvenions à mobiliser à leur profit un volume suffisant de financements inclusifs et d'autres formes d'appui. Gouvernements, secteur privé, FIDA, autres partenaires de développement: tous ont un rôle à jouer.

Le paysage du financement du développement change, les ressources nationales devenant toujours plus importantes. Le rôle de l'aide publique au développement évolue, les besoins se diversifient et le potentiel que possède le secteur privé est universellement reconnu. Même si la demande croissante, de la part des consommateurs, pourrait être exploitée par les petits agriculteurs et attirer les investisseurs privés, il faut pour cela surmonter les obstacles et remédier aux insuffisances.

L'accès au crédit est problématique: pour obtenir des financements, les agriculteurs doivent être bancables mais, bien souvent, ils ne disposent pas des garanties nécessaires pour obtenir un prêt. Les institutions financières rurales, lorsqu'elles existent, considèrent souvent que les petits agriculteurs sont à risque. De plus, il est difficile de relier des millions de petits agriculteurs aux marchés. Il faut qu'ils puissent regrouper leur production et, ensemble, parler d'une seule voix afin de parvenir à collaborer avec le secteur privé. Les petits agriculteurs sont par ailleurs extrêmement vulnérables, notamment aux effets du changement climatique, ce qui fragilise leurs moyens d'existence.

Ces considérations mettent l'accent sur une question essentielle, à savoir la viabilité. Les petits agriculteurs pauvres ont besoin d'un appui durable pour pouvoir accéder aux intrants tout en renforçant leur accès aux marchés, de manière à pouvoir vendre leur production et, partant, augmenter leurs revenus et renforcer leur viabilité en tant qu'entrepreneurs. Cela donnera naissance à un cercle vertueux où le renforcement de l'attractivité des petits agriculteurs vis-à-vis des institutions financières débouchera sur l'amélioration de leur accès au crédit. Ce faisant, ils seront mieux à même de planifier solidement leurs activités.

Les petits agriculteurs ont besoin de tout un ensemble d'investissements, pas uniquement d'argent; ils ont besoin de semences améliorées, d'équipements, de technologies, de savoirs et de formation. Pour que les petites exploitations prospèrent, les financements doivent donc s'inscrire dans une stratégie plus vaste. Cela signifie qu'il faut agir tant au niveau des intrants que des produits, sur le long terme et tout au long de la chaîne de valeur, en prenant acte du fait que les financements sont essentiels pour amorcer le processus et que les remboursements sont des garanties de durabilité.

Il nous faut donc adopter une approche créative conjuguant les différents types de ressources. Les subventions peuvent être utiles pour les plus pauvres parmi les pauvres, mais à condition qu'elles les aident à aller de l'avant sur la voie de la viabilité commerciale. De plus, des organisations paysannes plus solides aident les petits

agriculteurs, en termes d'intrants et de production, en les mettant en lien avec des opérateurs et des marchés privés tout en facilitant leur accès au financement, aux services de vulgarisation et aux technologies et en renforçant leurs capacités de manière inclusive. La banque mobile et le microcrédit constituent deux exemples innovants qui sont particulièrement adaptés au contexte rural.

À l'avenir, l'importance des partenariats ira en s'accroissant. Le rôle du FIDA en tant qu'investisseur et qu'intermédiaire entre le secteur privé, les gouvernements et les petits agriculteurs, est important. Il collabore avec des instituts de recherche afin de promouvoir l'innovation, pour mettre ensuite à profit ces savoirs dans le cadre de ses projets d'investissement. Le rôle des gouvernements s'agissant de mettre en place un environnement porteur est essentiel dans la mesure où cela englobe des aspects tels que la réglementation, les infrastructures et l'éducation.

Le FIDA est reconnu comme un chef de file dans le domaine du développement rural et de l'agriculture paysanne; pour ce faire, il fournit des investissements susceptibles d'aider les petits agriculteurs à accroître leurs revenus et à améliorer leurs activités, mais il affronte également les aspects sociaux du développement rural que sont l'autonomisation des femmes et l'ouverture de perspectives pour les jeunes. Pour garantir la viabilité de l'agriculture paysanne, le secteur agricole doit offrir aux jeunes des emplois, de manière que ces derniers envisagent leur avenir au sein de leurs communautés. L'approche globale adoptée par le FIDA a fait ses preuves dans de nombreux pays. Elle devrait continuer à faciliter les partenariats afin de mettre des opportunités à la portée des petits agriculteurs, de transformer les zones rurales et d'améliorer les moyens d'existence de toutes les populations rurales.

## Chapitre 3

### C. Autres déclarations générales

#### Déclaration du Représentant de l'Autriche

Le thème dominant de ce Conseil des gouverneurs, "Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015", tombe à point nommé. L'année dernière a été jalonnée par une série de sommets et accords hautement stratégiques. Nous avons vu des États et des organismes unir leurs forces et s'engager pour des objectifs communs. 2016 marque le début de la Décennie d'action en faveur de la nutrition, événement intrinsèquement lié au 2<sup>e</sup> Objectif pour le développement durable et, par conséquent, à la mission centrale du Fonds international de développement agricole. Il s'agit maintenant de transformer ces engagements en actions.

Par son mandat spécialisé, le FIDA joue un rôle essentiel dans la concrétisation de ces engagements. Nous partageons le point de vue du FIDA, selon lequel les efforts de développement doivent être rendus plus inclusifs, et nous pensons que le FIDA dispose des outils et des moyens pour toucher les populations pauvres et marginalisées qui vivent dans des zones rurales oubliées. Au cours de ses trente ans d'existence, le FIDA a accumulé un volume considérable de savoirs et d'expertise. Le Fonds a souligné que l'inclusion en elle-même n'est pas suffisante, mais que c'est la qualité de l'inclusion qui est essentielle, en particulier en ce qui concerne le juste prix, l'intégration d'une filière, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que des possibilités d'emploi décent. L'Autriche apporte son concours au FIDA en soutenant ses efforts sur tous les fronts.

Le Conseil des gouverneurs de cette année s'attache fortement à mobiliser le secteur privé et à stimuler des partenariats innovants. Aux yeux de l'Autriche, le secteur privé est un partenaire à part entière pour promouvoir le programme du développement. Le potentiel du secteur privé est désormais pleinement reconnu, et il nous faut maintenant chercher à l'exploiter davantage. C'est pourquoi l'Autriche encourage le FIDA à renforcer les liens existants avec ce secteur et à nouer de nouveaux partenariats. Les engagements efficaces doivent être étendus et les succès reproduits partout où cela est possible.

Il va sans dire que l'investissement du secteur privé remplirait partiellement son objectif s'il n'était pas accompagné de conseils sur les politiques aux gouvernements, du savoir-faire et de recherches de spécialistes sur la productivité et de formations de qualité au bénéfice des petits exploitants agricoles – autant de services que le FIDA est en mesure de proposer à ses nombreux clients. Il faut également traiter les problèmes nouveaux tels que le changement climatique en apportant des solutions adaptées à un contexte spécifique. Selon nous, il conviendrait d'encourager et d'approfondir les échanges de savoir Sud-Sud ainsi que la coopération triangulaire. Le partenariat et les synergies entre le FIDA, les gouvernements, les bénéficiaires et le secteur privé constitueront les facteurs déterminants du succès.

À cette fin, le FIDA doit continuer à trouver un juste équilibre entre les possibilités d'investissement et les mesures de renforcement des capacités. Au moment où de nouveaux instruments sont créés et expérimentés pour renforcer la capacité financière du FIDA, nous ne devons pas perdre de vue son mandat, sa mission centrale. C'est pourquoi, nous attendons avec intérêt les futurs comptes rendus à ce sujet aux organes directeurs respectifs du FIDA.

Enfin, l'inégalité reste prévalente dans les zones rurales, touchant de manière disproportionnée les personnes vulnérables, en particulier les femmes et les enfants. Des faits qui soulignent la nécessité du FIDA, de sa vision et de sa mission. La Dixième

reconstitution des ressources du FIDA est survenue à un moment où nombre de pays contributeurs s'efforcent de mobiliser des ressources et des moyens avec, en toile de fond, une crise des réfugiés sans précédent. Étant donné que les trois quarts des personnes les plus pauvres du monde vivent en zone rurale et qu'elles sont souvent tenues à l'écart de la croissance économique et des programmes de développement, le FIDA peut jouer un rôle essentiel dans cette crise des réfugiés: en effet, un nombre considérable d'entre eux se voient contraints de quitter leur pays d'origine par manque de perspectives économiques. Le FIDA peut et doit élargir son aide pour répondre à la demande légitime de ces personnes d'obtenir de meilleures opportunités et perspectives économiques.

En tant que membre fondateur, l'Autriche pense que le FIDA est plus pertinent et indispensable que jamais pour que les objectifs ambitieux énoncés par la communauté mondiale soient atteints.

Nous souhaitons au FIDA le plein succès dans la mise en œuvre de son programme de travail.

## Déclaration du Représentant du Brésil

C'est un honneur pour moi de prendre la parole au nom du Gouvernement brésilien à l'occasion de cette trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Compte tenu du thème de discussion choisi pour le Conseil des gouverneurs de cette année – "Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015" – dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Brésil souhaiterait insister sur le rôle du FIDA, institution spécialisée des Nations Unies qui lutte contre la pauvreté dans les zones rurales du monde entier. Ces dernières années, l'engagement du FIDA dans les pays à revenu intermédiaire a été continuellement au centre de tous les débats portant sur la question de l'affectation des ressources du Fonds, à savoir dans quels pays et pour quels types de projets. Pour certains États membres, le FIDA devrait réduire son action dans les pays à revenu intermédiaire, en particulier ceux ayant un revenu moyen plus élevé, comme le Brésil.

Le Brésil soutient la continuité de l'action du FIDA dans les pays à revenu intermédiaire; nous pensons en effet que le FIDA devrait concentrer ses efforts sur les populations pauvres, conformément à son mandat. Les pays à revenu intermédiaire, en dépit d'un revenu moyen plus élevé que celui d'autres pays en développement, présentent de très fortes inégalités et sont encore grandement touchés par la pauvreté. De fait, c'est dans les pays à revenu intermédiaire que l'on trouve le plus de pauvres au monde, ce qui s'explique par la forte démographie non seulement en Chine et en Inde, mais également dans d'autres pays comme le Brésil et le Mexique.

Dans le nord-est du Brésil, région où intervient le FIDA, le revenu moyen est comparable à celui de pays moins développés, et une grande partie de la population vit encore dans un état de pauvreté.

Par ailleurs, les projets du FIDA dans les pays à revenu intermédiaire génèrent des savoirs qui sont transposables dans d'autres pays en développement et qui peuvent appuyer les efforts de lutte contre la pauvreté par le biais du développement agricole.

À cet égard, le programme "Acheter aux Africains pour l'Afrique" (PAA Afrique), qui s'inspire des enseignements tirés de l'initiative brésilienne "Faim zéro", est un exemple de réussite. Le programme PAA Afrique appuie l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques d'approvisionnement alimentaire local par de petits exploitants agricoles, dans le but d'améliorer les programmes de protection sociale, comme l'alimentation scolaire.

Le Gouvernement brésilien souhaiterait également attirer l'attention sur le fait que les pays à revenu intermédiaire sont indispensables à la viabilité financière du FIDA car ils contractent des emprunts auprès du FIDA à des conditions ordinaires (et non aux conditions subventionnées consenties à des pays moins développés).

De plus, les pays à revenu intermédiaire ont accru leurs contributions au FIDA et devraient continuer à le faire, ce qui leur confère un rôle central pour le maintien ou l'expansion du programme d'action du FIDA. L'arrêt de l'action du FIDA dans les pays à revenu intermédiaire pourrait dissuader ces pays de continuer à accroître leur soutien financier au FIDA.

En un mot, le FIDA devrait soutenir les ruraux pauvres, où qu'ils se trouvent.

Pour le Brésil, les droits humains sont fondamentaux, et donc universels. Le Brésil s'associe aux pays nordiques pour inviter le FIDA à prendre des mesures concrètes afin d'adopter, pour toutes ses opérations, une approche fondée sur les droits de l'homme. Le Congrès brésilien étudie actuellement un projet d'amendement constitutionnel visant à reconnaître, dans l'article VI de la Constitution, le droit à la terre et à l'eau comme droit légitime. Cela témoigne de notre détermination inébranlable à améliorer la vie de tous les Brésiliens. Nous devons prêter assistance aux plus démunis, où qu'ils se trouvent.

Enfin, le Brésil soutient les efforts actuellement déployés pour améliorer la collaboration entre les trois organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, ainsi qu'avec les autres institutions des Nations Unies, et ce dans le but d'optimiser leur coordination, de tirer parti de leurs complémentarités et d'éviter les chevauchements inutiles. Le besoin d'efficience vaut aussi pour la gouvernance. Le Brésil a participé activement aux discussions sur la réforme de la structure des listes du FIDA. La nouvelle structure devrait tenir compte des réalités actuelles et favoriser une prise de décision efficiente. L'amélioration de sa structure de gouvernance permettra au FIDA de continuer à jouer le rôle essentiel qui est le sien: aider les pays à mettre en œuvre le Programme 2030. Elle incitera également les contributeurs du FIDA à poursuivre, voire accroître, leur financement.

## Déclaration du Représentant du Burkina Faso

Très honorée par l'invitation faite au Burkina Faso, ma délégation salue et adhère aux différentes déclarations faites et joint sa voix à celle des autres pays, au sujet du choix du thème de la présente session.

La persistance de l'extrême pauvreté, l'aggravation des disparités socio-économiques, les crises alimentaires à répétition et les catastrophes dues au changement climatique prouvent la pertinence de la tenue du présent Conseil, alors que nous venons de fixer les Objectifs de développement durable (ODD). C'est dire que le choix du thème de la présente session, Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015, nous paraît fort approprié.

Il nous faut donc revoir la stratégie de notre lutte, à savoir promouvoir un développement qui soit durable et essentiellement centré sur l'homme.

À cet effet, nous sommes tous interpellés par la nécessité de donner un visage humain au développement. En d'autres termes, le développement doit impliquer les personnes vivant dans l'extrême pauvreté, qui sont les plus vulnérables et les plus exposées aux risques et dangers liés au changement climatique. L'extrême pauvreté et la forte vulnérabilité de l'économie face aux chocs extérieurs continuent d'affliger les populations d'Afrique subsaharienne.

Dans la plupart des pays africains, la pauvreté est surtout un phénomène rural. Au Burkina Faso, bien que l'incidence de la pauvreté ait diminué du fait de la croissance économique soutenue de la dernière décennie, d'énormes défis restent à relever pour mettre le pays à l'abri de la pauvreté.

Pour ce faire, le Burkina Faso, qui entame de nouvelles réformes institutionnelles après les élections démocratiques, transparentes, acceptées de tous et saluées par la communauté internationale, plaide pour que la priorité soit accordée à la lutte contre la pauvreté en milieu rural. Il salue à cet effet l'esprit qui a guidé l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 à travers les ODD, où l'élimination de la pauvreté figure en bonne place. Ceci est conforme à la nouvelle vision du Président du Burkina Faso et à son programme quinquennal: Bâtir ensemble un Burkina Faso de démocratie, de progrès économique et social, de justice et de paix. Pour vaincre réellement la pauvreté, surtout en milieu rural, l'opérationnalisation du programme pour l'après-2015 doit mettre l'accent sur le développement agricole et sur les politiques en faveur de l'emploi des jeunes et de l'autonomisation des femmes.

Le développement du secteur agricole dans nos pays permet non seulement d'y créer des opportunités d'emplois, mais aussi des débouchés pour les produits agricoles. Le soutien de la communauté internationale en faveur des investissements dans le secteur agricole devrait donc être une priorité au niveau mondial. Ces investissements doivent avant tout s'orienter vers le renforcement des capacités des populations afin d'accroître leur résilience aux chocs climatiques.

La question de l'emploi, surtout des jeunes, est centrale dans la lutte contre la pauvreté. Les jeunes des pays en développement sont, pour la plupart, dans une situation d'emploi vulnérable qui les contraint à l'exil, à la recherche de meilleures conditions de vie, avec tous les risques que cela comporte. Le problème de l'immigration est un spectacle désolant que nous observons quotidiennement. Il est donc vital et urgent que la communauté internationale respecte son engagement et aide les gouvernements de ces pays à promouvoir les microentreprises ainsi que les petites et les moyennes entreprises, qui sont créatrices d'emplois. Bien entendu, cela doit s'accompagner d'investissements dans le secteur éducatif pour mieux préparer les jeunes aux réalités du marché de l'emploi.

L'autonomisation des femmes nous semble cruciale en tant qu'instrument de lutte contre la pauvreté, et le thème du présent Conseil nous donne l'assurance que le FIDA en fait une priorité.

Le Burkina Faso réitère son appel pour que la communauté internationale investisse davantage dans les femmes et les filles en milieu rural. Un tel investissement aurait des effets multiplicateurs sur la société, car tous les efforts déployés par les femmes sont axés sur l'amélioration du bien-être de la famille. De fait, la voie vers le développement exige une attention particulière et des investissements massifs et inclusifs en faveur de l'autonomisation des femmes.

Ces investissements doivent se faire à travers la mise en œuvre de projets et programmes de développement tels que les agropôles dans le secteur agricole et la promotion de l'entrepreneuriat agricole et de l'agriculture familiale, en encourageant surtout le partenariat public-privé.

C'est fort de cette conviction et avec l'espoir d'éradiquer la pauvreté que le peuple burkinabè a élu le Président Roch Marc Christian KABORE pour qu'il mette en œuvre son Programme national de développement économique et social (PNDES).

Pour sa part, le Burkina Faso bénéficie depuis 1981 des interventions du FIDA et souhaite voir ce partenariat se renforcer à travers l'augmentation du portefeuille de projets.

Monsieur le Président, par ma voix, le peuple burkinabè vous dit merci!

Pour clore cette déclaration, permettez-nous d'exprimer toute la gratitude du peuple burkinabè aux nombreux amis et partenaires du développement qui nous ont accompagnés dans le processus de normalisation des institutions de notre pays. Au FIDA, toute notre reconnaissance, pour l'appui inestimable offert chaque fois que nous l'avons sollicité.

Le Burkina Faso s'engage à renforcer cette coopération pour le bien-être de ses populations.

## Déclaration du Représentant du Canada

C'est avec plaisir que je prends la parole, au nom du Gouvernement canadien, devant le Conseil des gouverneurs, à l'occasion de cette trente-neuvième session. Le thème de la présente session, Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015, trouve un écho important auprès du Canada. Si nous souhaitons réaliser les objectifs fixés dans le cadre du programme pour l'après-2015, ou Programme à l'horizon 2030, notamment l'élimination de la faim, des investissements plus inclusifs dans le développement agricole durable seront nécessaires.

Le Programme 2030 s'est engagé à ne laisser personne pour compte. La majorité des pauvres dans le monde vivent en milieu rural et sont des petits exploitants agricoles. Pour s'attaquer à la pauvreté et à la faim, le secteur de l'agriculture dans les pays en développement, notamment les petits exploitants agricoles et les petites et moyennes entreprises rurales, doit produire davantage d'aliments et créer des emplois en milieu rural. Le Cadre stratégique du FIDA crée le contexte pour la contribution précieuse que le Fonds peut faire au profit de ces efforts au cours des cinq prochaines années, et le Canada y apporte un soutien sans réserve.

L'investissement jouera un rôle déterminant pour s'assurer que l'agriculture réalise son potentiel comme moteur de la croissance économique, de l'augmentation des revenus en milieu rural, de la création d'emplois et de la sécurité alimentaire. Les gouvernements et les donateurs doivent travailler de concert avec le secteur privé afin de créer un environnement porteur qui attire les capitaux et fait en sorte que les investissements appuient les objectifs nationaux, en particulier lorsqu'il s'agit d'accroître les revenus des agriculteurs et d'améliorer la sécurité alimentaire. C'est pourquoi les programmes d'investissement en milieu rural du FIDA sont importants, et nous tenons à saluer les efforts déployés par le Fonds pour établir des partenariats avec, entre autres, le secteur privé.

Ces partenariats amènent de nouvelles idées et des solutions novatrices, élargissent la portée des résultats et contribuent à rendre les gains plus inclusifs et plus durables. Le Canada encourage le FIDA à continuer de collecter et de mettre à profit les enseignements tirés de son partenariat public-privé-producteurs (4P), de manière que les projets aient le plus de retombées possible.

Un aspect tout aussi important a trait au potentiel économique que détiennent les femmes rurales, et qui doit être pleinement exploité. Dans les pays en développement, la population active dans le secteur de l'agriculture est constituée à hauteur de 43% de femmes; leur contribution à l'économie rurale est fondamentale, que ce soit en qualité d'agricultrices ou d'entrepreneures, ou s'agissant de pourvoir aux besoins alimentaires de la famille. Elles continuent néanmoins de se trouver confrontées à des obstacles de nature juridique, institutionnelle, financière et sociale, qui limitent leur productivité agricole et donc, l'économie au sens large.

Il est indispensable d'abattre ces obstacles pour pouvoir autonomiser les femmes, en tant qu'agents de changement, pour elles-mêmes et pour leurs communautés. Il sera ainsi possible d'accroître la productivité agricole et, partant, de libérer de la faim entre 100 et 150 millions de personnes. C'est pourquoi le Canada salue les efforts déployés par le FIDA en faveur de l'égalité des sexes, comme une fin en soi, mais également comme moteur d'un développement agricole inclusif et durable.

Les effets du changement climatique menacent ces ambitions. Nous devons veiller à ce que, grâce à nos investissements, les populations les plus vulnérables puissent disposer des moyens nécessaires pour faire face à ces menaces, notamment l'instauration de partenariats avec le secteur privé et la mobilisation de son savoir-faire technologique. Le Canada félicite le FIDA pour les efforts qu'il déploie afin d'affronter les questions liées au changement climatique, en particulier l'objectif qu'il s'est fixé de parvenir à une prise en compte systématique des questions climatiques d'ici à 2018. En notre qualité de membre fondateur donateur, nous sommes conscients des répercussions positives

que le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne a eu en termes de financements en faveur du climat et de l'environnement au profit des petits agriculteurs, permettant ainsi à ces derniers de mieux s'adapter aux chocs et aux crises. C'est pourquoi nous sommes heureux, dans le cadre de la nouvelle reconstitution, de poursuivre notre appui en faveur des activités d'adaptation au changement climatique mises en œuvre par le FIDA.

Nous saluons le FIDA pour le rôle de premier plan qu'il joue s'agissant de mobiliser des investissements novateurs et inclusifs afin d'améliorer les moyens de subsistance des petits agriculteurs, et nous reconnaissons que cela est dû en partie à la solidité du leadership au sein de l'organisation. Nous invitons le FIDA à veiller à ce que le processus de sélection du nouveau Président soit mené de façon transparente et ouverte, de manière à attirer les candidats les mieux à même d'aider l'organisation à aller de l'avant sur cette voie.

## Déclaration du Représentant de la République démocratique du Congo

C'est pour moi un réel plaisir de prendre la parole à l'occasion de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA pour faire cette déclaration au nom du Gouvernement de la République démocratique du Congo que j'ai l'honneur de représenter ici.

Le thème choisi, Investissement inclusif : populations rurales, État et entreprises dans le Programme pour l'après-2015, rejoint l'une des politiques agricoles de la République démocratique du Congo.

Par ces orientations innovantes, les deux parties conviennent de lutter contre la pauvreté en ciblant le monde rural, reconnu à la fois comme épicerie de la pauvreté et siège du potentiel de développement.

C'est en référence aux considérations ci-dessus que le Gouvernement de la République démocratique du Congo, après avoir produit, avec l'appui de la Banque mondiale, la Stratégie de relance de l'agro-industrie, s'appête à implanter les parcs agro-industriels dans les différentes provinces du pays.

Ces unités constituent des plateformes multiservices qui vont favoriser l'articulation entre l'agriculture paysanne et les grands opérateurs de l'agro-industrie.

Une telle articulation rapprochera l'État, appelé à mettre en place les infrastructures appropriées, le secteur privé national ou étranger et les petits producteurs, de façon à créer de véritables richesses partagées, élément constitutif d'une croissance inclusive.

C'est sur ces mots que je voudrais clore mon propos en invitant la communauté des partenaires techniques et financiers, en particulier le FIDA, à accompagner le Gouvernement de la République démocratique du Congo dans ses efforts de transformation structurelle de son secteur agricole, reconnu porteur de croissance.

## Déclaration du Représentant de la Guinée équatoriale

C'est pour moi un honneur de prendre la parole à l'occasion de cette trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA au nom du Gouvernement de la République de Guinée équatoriale. Je tiens à adresser mes sincères félicitations au Président du FIDA, Kanayo F. Nwanze, notre frère et ami, pour l'excellente gestion de cette prestigieuse organisation internationale, dont l'objectif est d'aider les populations rurales à améliorer leur niveau de vie moyennant l'accroissement des revenus tirés de l'agriculture, afin de lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire en milieu rural.

Je voudrais également, au nom du Gouvernement de la République de Guinée équatoriale, remercier le peuple et le Gouvernement italiens pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité qui nous ont été réservés au cours de notre séjour dans cette belle ville historique de Rome.

Pour lutter contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse dans les pays gravement touchés, en particulier en Afrique, nous pensons qu'il est essentiel d'adopter des mesures efficaces à tous les niveaux, appuyées par des accords internationaux de coopération et de partenariat dans le cadre d'une approche intégrée conforme au Programme d'action 21. Pour ce faire, et afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable dans les zones touchées, il est nécessaire de mettre en place des stratégies intégrées à long terme axées sur l'accroissement de la productivité des terres ainsi que sur la remise en état, la conservation et l'utilisation durable des sols et des ressources en eau, dans une optique d'amélioration des conditions de vie.

En ce XXI<sup>e</sup> siècle, l'éradication de la faim et de la malnutrition demeure l'un des plus grands défis auxquels doit faire face l'humanité et, pour pouvoir inverser cette tendance négative, il nous faut multiplier les efforts en termes de coopération internationale.

C'est pourquoi le Gouvernement de la Guinée équatoriale, conscient de l'importance que revêt cette coopération, s'associe pleinement aux organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome qui oeuvrent dans le domaine de l'agriculture et les encourage à continuer de fournir aux gouvernements une assistance technique et financière, selon les besoins, afin de parvenir à relever le défi que constituent la faim et la malnutrition.

Je reconnais que, si nous voulons garantir "la nourriture pour tous" à l'échelle mondiale, la route est longue et pavée de multiples obstacles et difficultés. Nous devons actualiser les approches et stratégies en matière d'expertise technique et de coopération dans une optique de renforcement de l'inclusion et de la solidarité. Nous sommes conscients du fait que, lorsque nous nourrissons ceux n'en ont pas les moyens, nous plaidons en faveur d'un monde plus juste et plus pacifique, tandis que si nous aidons les petits agriculteurs, nous pouvons faire naître l'espérance d'un monde plus humain.

Mon pays, la Guinée équatoriale, est convaincu que, pour renforcer la contribution des populations rurales à la production vivrière, il faut que les pays et les organisations de différents types investissent de manière plus inclusive afin que les femmes et les hommes qui vivent en milieu rural soient à même de contribuer davantage à un développement durable et équitable. Nous sommes convaincus du rôle que peuvent jouer les petits agriculteurs s'agissant de nourrir les populations, et mon gouvernement entend accroître les investissements au profit de ces petits exploitants afin de favoriser un développement national intégré.

Pour conclure, je voudrais souligner que le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale apprécie les efforts déployés par le FIDA afin d'améliorer les conditions de vie des populations rurales, de renforcer les capacités des petits producteurs et d'autonomiser les femmes – autant de tâches qui nécessitent le concours des États. C'est pourquoi mon gouvernement réitère sa volonté de coopérer avec le FIDA et fera, en temps voulu, une annonce de contribution à la Dixième reconstitution des ressources du FIDA.

Je voudrais enfin souhaiter à toutes les personnes ici présentes une bonne année 2016. Qu'elle soit pour le FIDA et pour ses États membres une année couronnée de succès dans la mise en œuvre de programmes de développement agricole, afin de lutter l'insécurité alimentaire et la pauvreté en milieu rural.

## Déclaration du Représentant de la France

L'année 2015 est essentielle à bien des égards. Elle l'est pour le monde en développement comme pour le monde en général, elle l'est a fortiori pour le FIDA et pour le système multilatéral dans son ensemble.

Le FIDA traverse une période de transition. Il est amené à faire évoluer son modèle pour répondre aux défis actuels du développement, pour pérenniser son action et consolider son rôle unique dans le paysage de l'aide publique au développement. Le FIDA sort de sa dixième reconstitution conforté par ses donateurs, qui ont choisi de lui renouveler sa confiance en maintenant leurs contributions à un niveau permettant d'assurer un programme de travail ambitieux, à la hauteur des défis de la sécurité alimentaire et du développement rural dans les pays en développement. Le tact et la détermination avec lesquels Johannes Linn a rempli sa mission de Président de la Consultation doivent, à ce titre, être ici salués, ainsi que les efforts et la mobilisation de l'ensemble du Secrétariat, et en particulier de Mohamed Béavogui.

Dans une période caractérisée par des contraintes budgétaires fortes, plaçant les crédits alloués à l'aide au développement sous pression, la France a néanmoins souhaité réitérer la priorité qu'elle donne au FIDA dans le dispositif international de prévention et de réponse aux défis alimentaires et la promotion de l'agriculture familiale, en maintenant sa contribution au niveau de celle de la précédente reconstitution. C'est, pour nous, une façon d'encourager le Fonds dans la direction qui est la sienne et de le féliciter pour le travail de qualité réalisé sur le terrain mais aussi pour les réformes, parfois délicates, engagées ces dernières années. Je souhaite profiter de cette tribune pour remercier les équipes du FIDA et son Président, M. Kanayo Nwanzé, pour leur mobilisation au quotidien dans la lutte contre la pauvreté et en faveur des populations les plus vulnérables.

Pour le FIDA, l'année 2015 sera une année importante dans l'élargissement de ses sources de financement, notamment par le recours à l'emprunt souverain. Ces évolutions sont positives dès lors qu'elles permettent d'augmenter le programme de travail du FIDA, en particulier au bénéfice des pays les plus pauvres, sans remettre en cause sa soutenabilité financière à long terme.

L'année 2015 est également celle qui verra, nous l'espérons, l'expérience et l'expertise du FIDA en matière de transferts des migrants valorisées sur la scène internationale, à l'occasion du grand événement qui aura lieu à Milan en juin 2015 et du lancement de la Journée internationale des envois de fonds familiaux, initiatives qui ont pu voir le jour grâce à la mobilisation du FIDA. Je souhaite un grand succès à ces initiatives qui doivent permettre de trouver de nouvelles sources pour financer le développement des zones les plus déshéritées.

2015 est également, chacun le sait, une année charnière pour la communauté internationale des bailleurs de l'aide et des pays en développement. Nous devons, cette année, définir ensemble les nouveaux objectifs de développement durable et les solutions innovantes qui pourront financer ces engagements, dans un contexte économique en mutation. Dans la définition de ce nouvel agenda, la France a souhaité que le développement rural soit mieux pris en compte qu'auparavant, en défendant l'intégration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans l'agenda post-2015 et d'un objectif dédié dans la liste des objectifs de développement durable.

En tant qu'organisateur de la 21<sup>ème</sup> Conférence sur le climat, à Paris en décembre 2015, la France prête naturellement une attention toute particulière à la bonne articulation entre l'agenda "développement" et l'agenda "climat". Nous devons aboutir à Paris à un accord ambitieux, et pour cela nous aurons besoin d'une participation active de tous les acteurs de la lutte contre le changement climatique. Le FIDA peut jouer un rôle crucial, en apportant son expérience en matière d'adaptation au changement climatique dans le secteur rural et agricole et pour aider à renforcer le lien entre sécurité alimentaire et

changement climatique, à travers une meilleure prise en compte des enjeux pour les petits exploitants.

Je souhaite conclure en appelant le FIDA à continuer de jouer un rôle de premier plan en faveur d'une croissance rurale inclusive et d'un développement agricole durable, notamment en Afrique sub-saharienne. A cet égard, le thème de cette session du Conseil des Gouverneurs pose les enjeux fondamentaux, et nous comptons sur le FIDA pour continuer à promouvoir une vision de la transformation rurale, notamment en Afrique, dans laquelle prendra toute sa place une agriculture familiale modernisée et durable, rémunératrice et pourvoyeuse d'emploi pour les jeunes, à côté d'activités diversifiées et de nouveaux services ruraux. Nous avons soutenu et nous continuerons de soutenir résolument le FIDA dans son action au bénéfice des paysans pauvres, des agricultures familiales, des organisations paysannes, du développement des filières agricoles, et du renforcement des capacités de résilience aux chocs des populations rurales pauvres.

## Déclaration du Représentant du Gabon

C'est pour moi un grand honneur et un réel plaisir de prendre la parole devant cette auguste assemblée à l'occasion de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA).

Avant toute chose, je voudrais exprimer, au nom de la délégation qui m'accompagne et en mon nom personnel, toute notre gratitude au Président du FIDA et au peuple italien pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé et pour toutes les facilités offertes.

Je voudrais également exprimer, au nom du peuple gabonais tout entier et en mon nom personnel, notre témoignage de gratitude au Président du FIDA en particulier et à son institution en général, pour les appuis techniques et financiers dont le Gabon a bénéficié de la part du FIDA.

Qu'il me soit aussi permis de renouveler, au nom du Chef de l'État, Son Excellence Ali Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise, du Gouvernement et du peuple gabonais, notre reconnaissance au Président du FIDA pour les efforts permanents et soutenus que le FIDA ne cesse de déployer au Gabon en faveur du développement agricole et de la lutte contre la pauvreté en milieu rural.

Le thème retenu pour la présente session, à savoir: Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015, vient à point nommé, quand on connaît la place importante qu'occupe l'agriculture dans l'économie de la majorité de nos pays et le rôle déterminant joué par les femmes et les hommes qui vivent en milieu rural pour nourrir une population en croissance constante, affronter les effets pervers du changement climatique et garantir des moyens pour une vie décente.

Bien que disposant d'importantes ressources naturelles (terres arables, ressources en eaux souterraines, cours d'eau permanents et non permanents), une grande partie de la population gabonaise vit en situation d'insécurité alimentaire.

Au regard de cette situation, faut-il le rappeler, le Gouvernement gabonais a entrepris de mettre en place une stratégie nationale d'investissement et de développement humain, basée sur la promotion de quatre secteurs prioritaires: le développement rural, la santé, l'éducation et les infrastructures qui accaparent l'essentiel des ressources nationales.

Les besoins alimentaires croissants nous contraignent constamment à développer des stratégies pour augmenter la production agricole. Une croissance agricole respectueuse de l'environnement nous a amenés à identifier et à mettre en œuvre des actions et des mesures garantissant la mise en place de systèmes de production durables adaptés aux conditions locales. L'importance de la question impose une synergie dans les actions et les approches à l'échelle sous-régionale, régionale et mondiale. Ceci ne sera possible que grâce à un établissement et une consolidation des partenariats à travers divers systèmes, comme les plateformes de dialogue et d'échange d'expériences.

C'est pourquoi, dans le cadre du Programme GRAINE (Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés), un partenariat public-privé, nous avons organisé la première édition du Forum d'échanges agricoles avec les partenaires au développement.

Notre pays, le Gabon, vient d'adopter son Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN), qui met en exergue les possibilités associés à l'investissement inclusif dans des partenariats public-privé-populations, pour une agriculture familiale intelligente et durable au profit des populations rurales.

La mise en œuvre, depuis 2008, du Projet de développement agricole et rural (PDAR) au Gabon, financé par le FIDA, repose en l'occurrence sur un modèle innovant de partenariat entre les acteurs du développement que sont les organisations paysannes, le secteur privé, la société civile et le secteur public.

Cette approche a été adoptée pour un accompagnement plus soutenu en faveur des producteurs. Les premiers résultats du PDAR sont prometteurs et permettent d'entrevoir des impacts plus durables à l'issue de la mise en œuvre de ce projet.

L'objectif global du PDAR est de réduire la pauvreté en milieu rural grâce à la diversification et à l'augmentation des revenus des populations ainsi qu'à l'amélioration de leurs conditions de vie, en facilitant l'accès des groupes cibles aux filières agricoles qui bénéficient de marchés porteurs dans sa zone d'intervention. Les objectifs spécifiques sont les suivants: i) développer les filières porteuses prioritaires (banane plantain et manioc) au bénéfice des groupes cibles du projet; ii) renforcer les capacités des acteurs des filières prioritaires et de leurs organisations; et iii) renforcer les capacités institutionnelles en matière de services d'appui au monde rural.

Le projet a atteint ses résultats en matière d'appui à la production à travers la mise en place de champs semenciers, la structuration et la formation des producteurs sur des itinéraires techniques et le financement de microprojets de production. Ainsi, le niveau de vie des ménages ruraux s'est considérablement amélioré sur la période 2010-2014, la proportion des ménages pauvres a reculé de plus de 20 points, passant de 66,5% de pauvres en 2010 contre 41,8% en 2014.

Dans l'ensemble de la zone d'intervention du projet, les plantations suivies représentent 93,3% des plantations et les revenus générés par les principaux produits vivriers ont plus que doublé au cours de la même période.

C'est sur la base de ces résultats probants que je lance un appel vibrant au FIDA, pour qu'il poursuive son appui et accompagne le Gabon dans la formulation d'un programme national.

## Déclaration du Représentant de l'Indonésie

C'est pour moi un privilège de prendre à nouveau la parole devant cette éminente assemblée. Je tiens à remercier le Président du FIDA, Kanayo F. Nwanze, et son équipe de direction pour le travail acharné réalisé au cours des douze derniers mois ainsi que pour l'excellente organisation de cette trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs.

Je suis ravi de constater que le FIDA joue un rôle toujours plus important et apporte une contribution toujours plus significative en Indonésie ainsi que dans de nombreux autres États membres en développement. L'approche intégrée adoptée par le Fonds fait de ce dernier un bon modèle de collaboration internationale. Je me félicite de l'appui constant que le FIDA offre à la mise en œuvre du programme de développement de l'Indonésie, en particulier dans les domaines agricole et halieutique, contribuant ainsi au progrès économique de la population et à la réduction des inégalités. À cet égard, j'ai pu noter que la logique d'intervention du FIDA, qui est d'investir dans le secteur rural, est fondamentale pour parvenir à combler l'écart entre les zones rurales et les zones urbaines. L'approche inclusive adoptée par le FIDA aux fins de la mise en œuvre de projets en Indonésie a répondu à l'attente, tant de la part du gouvernement que de la population, d'obtenir des résultats plus prometteurs à l'avenir.

C'est pour cette raison que nous souhaitons faire part de notre point de vue au Conseil des gouverneurs sur le thème choisi cette année: "Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015 ". Nous sommes convaincus que l'approche d'investissement inclusif permettra de renforcer l'efficacité de la présence du FIDA en Indonésie et dans d'autres pays en développement, en favorisant des projets et programmes hautement productifs et à fort impact, équitablement répartis à l'échelle du pays et du monde entier et visant à favoriser la participation des populations rurales, aux côtés des parties prenantes publiques et privées, à l'accroissement de la productivité et de la qualité de nos secteurs agricole et halieutique.

Pour contribuer à la réalisation de cet objectif ambitieux, permettez-moi de vous donner mon point de vue sur trois étapes importantes.

Premièrement, le FIDA doit collaborer davantage avec d'autres banques de développement multilatérales (BMD) et institutions financières apparentées.

Renforcer les capacités des petits agriculteurs et des pêcheurs artisanaux afin qu'ils puissent accroître leur production et faciliter leur accès aux services de vulgarisation agricole, aux marchés et aux services financiers, représente une tâche de grande ampleur. Pour ce faire, il est nécessaire que l'assistance financière que le FIDA offre aux programmes et institutions soit étayée par une approche hautement stratégique, de manière à pouvoir autonomiser ces segments spécifiques de la population.

Il s'agit ici d'adopter des approches de développement plus intégrées et thématiques afin que les États membres parviennent à se développer de façon plus systématique et puissent à l'avenir démultiplier l'impact de développement. Avec le concept de développement sectoriel, certains éléments essentiels, comme la nécessité de combler les failles entre les besoins des populations et les capacités des institutions chargées de l'exécution ainsi qu'entre l'aptitude à adopter des technologies plus sophistiquées et la capacité financière des gouvernements, ont été d'une façon ou d'une autre négligés.

Par conséquent, je suis convaincu que le FIDA, les BMD et d'autres institutions financières concernées peuvent travailler de concert afin de générer de meilleures pratiques, d'offrir des installations de qualité et de favoriser l'acquisition de connaissances et de savoir-faire dans les secteurs agricole et halieutique. Cela permettrait dans le même temps d'obtenir davantage de ressources, à utiliser comme

catalyseur pour mobiliser de nouveaux donateurs potentiels et accroître la contribution des bailleurs de fonds existants.

Deuxièmement, un investissement inclusif en faveur des populations rurales devrait favoriser un développement plus durable, susceptible de générer des avantages pour tous et d'appuyer le programme pour l'après-2015. Le FIDA joue un rôle toujours plus important s'agissant de faire face à la forte croissance démographique à l'échelle mondiale et de maintenir une production agricole stable face au changement climatique à l'échelle mondiale. Il est toujours extrêmement difficile de trouver des sources de financement au profit du développement durable; par conséquent, le FIDA devrait à l'avenir favoriser la mise en place d'un environnement commercial durable.

Dans ce domaine, il est primordial d'autonomiser les populations rurales, afin qu'elles mènent en parallèle leurs initiatives économiques et de préservation de leur base de ressources naturelles. Pour pouvoir parvenir au bien-être économique, la population doit avoir à l'esprit les trois piliers du développement durable, à savoir les dimensions économique, sociale et environnementale, ce qui les aidera à utiliser leurs ressources de manière efficiente tout en mettant l'accent sur l'importance que revêt la durabilité de ces mêmes ressources. Avec la poussée démographique, la pression exercée sur l'environnement à l'échelle mondiale va en s'accroissant, et les populations sont désormais contraintes d'utiliser des ressources naturelles jusque-là abandonnées. Je pense que le FIDA possède l'expertise nécessaire pour favoriser la concrétisation de cet objectif.

Enfin, je salue les travaux du FIDA sur l'innovation et le dynamisme. L'innovation signifiera, tant pour le FIDA que pour les pays bénéficiaires, forte valeur ajoutée et économies, et elle pourrait également supprimer les obstacles à l'investissement dans les secteurs agricole et halieutique grâce à des avancées novatrices. Le dynamisme et la flexibilité permettent au FIDA d'être plus proactif dans la recherche de solutions favorisant l'investissement dans les secteurs agricole et halieutique de chaque État membre.

Nous offrons notre appui au FIDA afin qu'il redouble d'efforts pour faciliter l'accès des populations rurales aux financements et aux services financiers, éléments clés de l'investissement. L'expérience de l'Indonésie montre que le système de crédit populaire parrainé par le gouvernement permet aux communautés rurales d'améliorer leur situation économique. Les approches innovantes en termes d'offre de services financiers aux populations rurales favoriseront à l'avenir une croissance inclusive et la réduction des inégalités. Je conseille vivement au FIDA de renforcer encore son action dans ce domaine.

Je suis fermement convaincu que l'initiative qui transparaît dans le thème retenu pour la présente session du Conseil des gouverneurs générera des résultats tangibles et significatifs dans les secteurs agricole et halieutique, en appui aux efforts actuellement déployés afin de surmonter les obstacles existants dans ces secteurs, favorisant ainsi les investissements inclusifs en faveur des populations rurales pauvres.

Il nous faut simplement œuvrer de concert et renforcer les capacités des populations rurales afin d'améliorer leurs conditions de vie. Grâce aux approches plus innovantes et intégrées que le FIDA adopte en partenariat avec les pays membres, notre objectif, à savoir développer les capacités des populations rurales, en particulier des petits agriculteurs, deviendra une réalité.

Permettez-moi enfin de remercier encore une fois le FIDA pour avoir réaffirmé notre volonté commune de renforcer constamment notre coopération afin de répondre aux attentes de tous les pays membres s'agissant de favoriser et d'accélérer le développement du secteur agricole.

## Déclaration du Représentant du Japon

Cette année revêt une importance particulière car elle marque le début du Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015. Sont définis dans ce nouveau programme les Objectifs de développement durable (ODD), qui revêtent une importance cruciale pour mettre fin à la pauvreté et à la faim mais également pour garantir la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, le Japon reconnaît qu'il est essentiel de renforcer la coopération entre toutes les parties prenantes, à savoir l'ensemble des pays, le FIDA et d'autres organisations internationales concernées, notamment les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, le secteur privé et la société civile.

Dans le cadre de ce partenariat mondial pour la mise en œuvre du Programme 2030, le Japon continuera à déployer des efforts en vue de parvenir à une "croissance de qualité", c'est-à-dire inclusive, durable et résiliente pour tous et, partant, d'éradiquer la pauvreté. Nos efforts reposeront sur le concept de sécurité humaine, concept auquel le FIDA attache également une grande importance. Ceci est clairement énoncé dans la Charte du Japon pour la coopération au développement, que le Cabinet a adoptée en février 2014. Dans ce cadre, le Japon participera en particulier à l'édification d'une communauté internationale durable et résiliente en s'efforçant de promouvoir l'agriculture, la sylviculture et la pêche moyennant le développement de filières de produits alimentaires, mais également d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

Au sommet du G7 2015 à Schloss Elmau, une approche plus globale de la sécurité alimentaire et de la nutrition a été adoptée, fixant l'objectif ambitieux de "libérer de la faim et de la malnutrition 500 millions de personnes vivant dans des pays en développement d'ici à 2030". Le Japon, qui assure cette année la présidence du G7, est déterminé à jouer un rôle de premier plan en favorisant la mise en œuvre du programme pour la sécurité alimentaire et la nutrition de manière à ce que cet objectif puisse être atteint.

De plus, la Sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) se tiendra au Kenya. C'est la première fois que nous organisons la TICAD en Afrique. À l'occasion de conférences antérieures, le Japon a obtenu un certain nombre de résultats grâce à la promotion d'initiatives uniques en leur genre, comme la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD), en collaboration avec les organismes concernées, dont le FIDA. Lors de la TICAD VI, le Japon reconnaît combien il sera important d'aborder les questions de l'égalité des sexes, du changement climatique, de la résilience, de la nutrition et de l'accroissement des investissements dans l'agriculture face à l'implication croissante de l'Afrique, comme en témoigne l'adoption du Programme 2063. Le Japon apprécie vivement les contributions du FIDA aux précédentes éditions de la TICAD, notamment le mémorandum d'accord conclu entre le FIDA et l'Agence japonaise de coopération internationale, ainsi que son soutien financier à cette initiative unique; c'est pourquoi nous saurions gré au FIDA de bien vouloir continuer à apporter son concours au succès de cette sixième édition.

Par ailleurs, il est important d'investir par le biais de partenariats public-privé en faveur du développement durable de l'agriculture et du secteur alimentaire. Mettant à profit la Stratégie relative aux filières mondiales de produits alimentaires adoptée en juin 2014, le Japon a favorisé l'établissement de filières de produits alimentaires – de la production agricole à la consommation en passant par la transformation et la distribution. Le FIDA appuie également des projets relatifs aux filières par le biais de partenariats public-privé-producteurs. Le Japon espère obtenir des résultats significatifs moyennant un renforcement accru des partenariats entre le secteur privé japonais et le FIDA, y compris les contributions en nature. Encourageant l'investissement dans le secteur agricole, le Japon contribuera surtout à la mise en œuvre des Principes pour un investissement responsable en agriculture et dans les systèmes alimentaires, que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale a adoptés en session plénière en octobre 2014. Le Japon se propose également d'établir dans le pays une plateforme multipartite

qui, par le biais de partenariats public-privé, favorisera l'amélioration de la nutrition dans les pays en développement, y compris en Afrique et en Asie.

En dernier lieu, le Japon reconnaît que le Conseil des Gouverneurs de ce jour représente une occasion unique de prendre des décisions essentielles, notamment concernant le programme de travail et budget du FIDA pour 2016, première année de la Dixième reconstitution des ressources du FIDA. Lors de la dernière session de la Consultation sur FIDA10, le Japon, malgré de graves difficultés financières, s'est engagé à verser une contribution équivalente à celle de FIDA9, en yens japonais. Il s'est également engagé à octroyer au FIDA un total de 3,6 millions d'USD au titre de l'appui d'urgence pour l'aide humanitaire, la lutte antiterroriste et la stabilité sociale en Afrique subsaharienne. Compte tenu de l'importance que cela revêt, le Japon continuera de contribuer activement à la réalisation des objectifs de développement internationaux tels que l'éradication de la pauvreté et la garantie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, par le biais de partenariats étroits avec le FIDA et entre les États membres.

## Déclaration du Représentant de Kiribati

Je vous présente les plus sincères salutations du Président et du peuple de Kiribati.  
KAM NA MAURI.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs, ma délégation et moi-même vous adressons nos plus chaleureuses félicitations pour votre élection en qualité de Président du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Je tiens également à remercier le gouvernement et les habitants de cette superbe ville, ainsi que les représentants et le personnel du FIDA pour l'accueil chaleureux qu'ils nous ont réservé.

Le thème de cette session du Conseil des gouverneurs – Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015 – est particulièrement important et pertinent au regard de notre situation et, j'en suis convaincu, de celle d'autres États membres. Dans de petits États insulaires en développement tels que Kiribati, la dispersion géographique, le manque de ressources et de capacités techniques ainsi que la connaissance imparfaite des problématiques liées à la subsistance des populations rurales pauvres et des groupes marginalisés entravent souvent la mise en œuvre de programmes de lutte contre la pauvreté et d'amélioration de la sécurité alimentaire, la réalisation des objectifs fixés et l'obtention de moyens de subsistance durables. Lorsque les intérêts et problèmes de ces populations ne sont pas correctement compris et abordés, les investissements dans les programmes de développement rural ne comportent pour elles aucun avantage.

C'est pourquoi il est impératif que les stratégies, politiques et initiatives de développement rural soient axées sur les personnes, inclusives et participatives. L'échec des politiques de développement rural est exacerbé par l'accroissement du nombre de ménages ruraux qui tombent dans la pauvreté, d'où un exode rural qui se traduit par le dépeuplement des communautés rurales et entrave le développement social et économique nécessaire à l'amélioration des moyens d'existence en milieu rural. La migration des campagnes vers les villes, notamment parmi les jeunes, prouve que la pauvreté et les problèmes socio-économiques urbains trouvent leur origine en milieu rural. La mise en place d'un environnement porteur dans les zones rurales permettra d'inverser cette tendance en multipliant les possibilités d'emploi agricole et non agricole, source de revenus pour les populations rurales pauvres et les groupes marginalisés, de manière à maintenir dans ces zones une structure durable de peuplement.

Face aux problèmes uniques et complexes auxquels Kiribati est confrontée, du fait de sa situation de petit État insulaire en développement, j'exhorte le FIDA à poursuivre son appui technique et financier et à œuvrer de concert avec des partenaires tels que la FAO, le gouvernement, le secteur privé et les populations rurales pauvres à l'identification de programmes et d'activités permettant de réaliser des investissements inclusifs.

Au-delà de l'insuffisance des capacités, Kiribati souffre également des effets du changement climatique, et les moyens de subsistance de la population rurale sont déjà menacés par la superficie limitée et la fragilité du territoire. Le climat influe sur l'agriculture, et les variations météorologiques touchent non seulement les petits agriculteurs, mais aussi l'importante communauté de pêcheurs. La migration vers les centres urbains ne constitue pas une stratégie efficace et nombreux sont les habitants des atolls qui ont commencé à comprendre que leur vie et leurs moyens de subsistance dépendent des ressources traditionnelles disponibles au sein des communautés rurales.

Vu les effets néfastes que le changement climatique a sur les moyens d'existence des populations rurales de Kiribati, il est impératif de réaliser des investissements qui permettront non seulement d'éradiquer la pauvreté, mais aussi de renforcer la résilience des communautés rurales locales.

Notre gouvernement ne peut offrir qu'un appui très limité, et le secteur privé à Kiribati est encore trop petit et trop désorganisé pour constituer un partenaire efficace dans

l'éradication de la pauvreté rurale et l'autonomisation des populations rurales pauvres et des groupes marginalisés. Dans ce contexte, j'invite le FIDA à tenir compte des circonstances particulières dans lesquelles nous nous trouvons et à reconnaître la nécessité d'adopter une solution sur mesure.

Notre présence ici est la preuve de notre gratitude face au soutien continu que Kiribati a reçu et continue de recevoir de la part du FIDA. Conscients de l'isolement de Kiribati, nous sommes convaincus que la décentralisation du programme qui sera abordée en session plénière constitue un facteur crucial pour le renforcement et l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience de l'action menée par le FIDA dans nos régions ou pays. Rapprocher le FIDA des bénéficiaires de ses interventions a de nombreux effets positifs.

À cet égard, je souhaite déclarer publiquement que Kiribati serait heureuse et désireuse d'accueillir le bureau régional du FIDA pour le Pacifique nord s'il était décidé d'en créer un.

Permettez-moi, avant de conclure, de féliciter le Comité des émoluments récemment élu et de lui souhaiter tout le succès possible.

Je vous souhaite paix, santé et prospérité: Te Mauri, Te Raoi ao Te Tabomoa.

## Déclaration du Représentant de la République de Corée

C'est avec grand plaisir que je m'adresse à vous en tant que chef de la délégation de la République de Corée. Tout d'abord, je souhaiterais faire part de ma profonde reconnaissance aux représentants du FIDA pour l'organisation de cet événement.

À ce jour, plus de huit cents millions de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour. Dans les pays en développement, l'inégalité spatiale entre zones urbaines et zones rurales s'est profondément creusée au cours des 15 dernières années. Ainsi, la plupart des personnes souffrant de la faim vivent en milieu rural et pratiquent l'agriculture à petite ou moyenne échelle, sur des terres cultivables d'une superficie inférieure à 5 hectares.

Il est de notre devoir d'améliorer la nutrition des personnes pauvres et de les aider à pratiquer une agriculture durable. L'investissement inclusif est par conséquent une étape importante sur la voie de la réalisation de cet objectif.

C'est pour cela que nous devons investir dans les instruments qui permettent aux petits exploitants de s'intégrer aux marchés de manière à devenir des agriculteurs commerciaux.

En République de Corée, nous favorisons la compétitivité de l'agriculture en investissant dans des politiques visant à faire du secteur agricole une industrie de grande valeur qui associe production, transformation et tourisme. En partenariat avec le FIDA, nous soutenons également les agriculteurs des petits États insulaires du Pacifique sud afin de les aider à s'insérer dans le processus de distribution et à accroître leurs revenus.

Par ailleurs, nous avons besoin d'investir dans les infrastructures et l'accès à l'éducation. La République de Corée a amélioré les conditions de vie des habitants des zones rurales grâce à des investissements de grande ampleur dans les routes, les logements et les systèmes d'irrigation.

Nous avons également réussi à garantir la sécurité alimentaire et le développement rural en investissant dans la recherche et le développement agricoles, ainsi que dans les services de vulgarisation technique et l'éducation.

Forts de nos expériences dans une vaste gamme de domaines, nous prévoyons d'entreprendre des projets visant à promouvoir l'accès des petits agriculteurs d'Asie du Sud-Est aux techniques agricoles et à l'information sur les prix par le biais d'une plateforme mobile créée en partenariat avec le FIDA.

L'investissement peut apporter le changement. Je suis sûr que les investissements dans l'agriculture généreront des avantages bien supérieurs et permettront d'améliorer la vie de l'humanité tout entière, y compris les huit cents millions de personnes qui souffrent de la faim. En tant que nouveau pays contributeur, la République de Corée envisage de contribuer activement à l'éradication de la pauvreté et d'aider les habitants des zones rurales à réaliser leur potentiel en coopérant avec le FIDA, vous-mêmes Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, et nos partenaires.

## Déclaration du Représentant de la République démocratique populaire lao

C'est un grand honneur pour moi de faire cette déclaration, au nom du Gouvernement de la République démocratique populaire lao, à l'occasion de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, ici, à Rome, en Italie. Je suis heureux de contribuer au succès de cette rencontre qui a pour thème "Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015".

Qu'il me soit permis de remercier le FIDA, en particulier son Président, les équipes techniques et les bureaux de pays pour leur appui financier et technique spécifique au secteur agricole et aux populations rurales pauvres de l'ensemble des pays membres, en particulier la République démocratique populaire lao. Je salue également toutes les missions et délégations présentes aujourd'hui, notamment les représentants des pays en développement.

La République démocratique populaire lao est un des plus petits États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en termes démographiques. Les trois quarts de sa population travaillent dans le secteur agricole, ce qui fait de ce pays de l'Asie du Sud-Est une économie essentiellement agraire. Le secteur agricole ne contribue toutefois qu'à 26% du PIB, tandis que les secteurs tertiaire et industriel représentent respectivement 40 et 34% du PIB. Un investissement inclusif dans les populations rurales et dans les zones rurales est par conséquent essentiel au développement du pays. Cela implique de réaliser des infrastructures d'irrigation pour améliorer la gestion des ressources en eau, d'introduire une utilisation généralisée de méthodes modernes de culture, d'identifier et de promouvoir les semences les mieux adaptées à notre climat et d'encourager les activités agricoles auprès des femmes et des jeunes par le biais de formations et de mécanismes financiers adéquats.

En tant qu'État membre des Nations unies, le Gouvernement de la République démocratique populaire lao a adopté, le 25 septembre 2015, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui comporte un ensemble d'objectifs de développement durable. En 2013, la République démocratique populaire lao avait déjà atteint l'Objectif du Millénaire pour le développement, à savoir réduire de moitié le taux de pauvreté, puisque le taux de pauvreté du pays est passé de 46% en 1992-1993 à 23% en 2012-2013. Cependant, l'éradication de la pauvreté demeure une priorité du programme du gouvernement, car l'objectif principal de notre plan quinquennal de développement est d'avoir quitté le groupe des pays les moins développés en 2020. Afin d'atteindre cet objectif, les politiques, la stratégie et la vision à long terme que déploie le gouvernement dans les secteurs de l'agriculture et de la sylviculture sont axées sur la sécurité alimentaire, une agriculture à vocation commerciale et une gestion durable des ressources naturelles. L'orientation stratégique d'un développement à assise agricole et sylvicole vise à garantir le succès d'une transition progressive, pour les petits exploitants, d'une production de subsistance à une production commerciale.

Investir dans les agriculteurs demeure notre principale stratégie et, par-là, nous entendons leur fournir l'environnement réglementaire et juridique nécessaire, les doter de moyens pour se construire une économie viable et résiliente, les aider à accéder aux marchés, leur procurer une sécurité foncière, leur permettre d'obtenir des contrats justes et des informations sur les marchés, et améliorer leur accès à la santé, à l'éducation et aux services de vulgarisation. Nous entendons également améliorer leur accès au crédit et leur relation aux entreprises et PME locales, afin que ce passage d'une agriculture de semi-subsistance à une production commerciale devienne une réalité pour les petits producteurs. À cette fin, les petits exploitants agricoles vivant dans des communautés marginalisées des hauts plateaux de la République démocratique populaire lao se sont déjà vus imposer des réformes et politiques agricoles exigeant l'adaptation de leur système de subsistance rurale et l'adoption de nouvelles technologies agricoles.

Nous avons bon espoir que les actions et programmes futurs du FIDA continueront à envisager de nouvelles solutions et à promouvoir un développement durable de l'agriculture en fournissant un appui concret au développement des économies

paysannes et en aidant à garantir sur le long terme la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la production agricole durable et les capacités d'adaptation au changement climatique. Dans le même temps, il est primordial de veiller à ce que les petits exploitants soient également soutenus par des politiques et moyens pertinents durant leur délicate transition vers une économie plus diversifiée basée sur le marché.

Au nom de la délégation de la République démocratique populaire lao, permettez-moi de remercier à nouveau le FIDA pour le rôle actif qu'il mène sans discontinuer afin de nous aider à réaliser nos objectifs de développement. Ainsi que mentionné précédemment, le FIDA constitue un bon modèle : l'aide qu'il a apportée à notre pays pour l'établissement d'une coopération technique et économique de type intra et intersectorielle mais aussi transfrontalière a eu un impact positif immédiat sur la diminution de la pauvreté. Et nous remercions par avance le FIDA de sa disponibilité pour continuer à nous soutenir et nous aider par tous les moyens afin que le pays puisse accélérer ses efforts pour l'éradication de la pauvreté d'ici à 2020.

Enfin, je saisis cette occasion pour témoigner la gratitude et les remerciements de mon Gouvernement aux Nations Unies à travers la FAO, le FIDA, l'UNICEF, le PAM, l'OMS, à l'Union européenne et à tous les autres partenaires de développement concernés pour leur soutien et engagement constants à promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle de mon peuple. Nous espérons que cette aide se poursuivra dans le cadre des Objectifs de développement durable de l'après-2015.

Tous mes vœux de succès pour cette trente-neuvième session. Ensemble, faisons en sorte que la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement rural demeurent une priorité de nos programmes.

## Déclaration du Représentant du Lesotho

Au nom du Gouvernement du Lesotho et de ma délégation, je vous transmets les salutations du peuple du Royaume du Lesotho et souhaite féliciter tous les orateurs de marque pour les discours stimulants et suscitant la réflexion prononcés lors de la cérémonie d'ouverture. Je félicite également le FIDA pour le succès de cette auguste session.

Avant d'aller plus loin, permettez-moi tout d'abord de prendre acte de l'importance du thème choisi cette année – Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015. Ce thème nous rappelle que, grâce à la collaboration de ces trois groupes, y compris les agriculteurs, il sera possible d'éradiquer la pauvreté, la faim et la malnutrition, de favoriser la prospérité pour tous et de promouvoir la croissance économique. Par ailleurs, nous saluons les efforts de collaboration que la République italienne déploie sous la forme d'un appui technique et financier aux pays en développement, comme le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Je suis persuadé que les enseignements tirés de son expérience seront utiles à l'élaboration d'une stratégie d'investissement inclusif englobant les populations rurales, l'État et les entreprises dans le programme pour l'après-2015. À l'heure actuelle, il s'agit là d'une priorité mais il nous faut également accorder une place centrale aux stratégies d'atténuation des effets du changement climatique, afin d'être mieux à même de faire face aux effets d'El Niño auxquels sont confrontées la plupart des régions, comme les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe, dont le Lesotho.

Il est bon de mentionner que le Lesotho est frappé par les graves conséquences de la sécheresse provoquée par El Niño. On nous avait prédit que cette sécheresse persisterait durant toute la campagne agricole d'été (octobre 2015-mars 2016), et c'est effectivement le cas au moment même où je m'adresse à cette auguste assemblée. Notre Premier ministre a donc décrété l'état d'urgence pour cause de sécheresse et a lancé un appel à une assistance d'urgence auprès des simples citoyens et des partenaires de développement. Il ressort du Rapport d'évaluation de la vulnérabilité pour le Lesotho, publié en juillet 2015, que plus de 463 930 personnes sont confrontées à de graves pénuries de nourriture et d'eau et ont besoin d'une aide en urgence. La situation a également des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire des ménages (production animale et végétale, biodiversité) et sur la sécurité de l'approvisionnement en eau, pour l'agriculture et pour l'usage domestique.

Je ne voudrais pas négliger de signaler les résultats positifs que nous constatons maintenant suite aux interventions menées par le Gouvernement du Lesotho dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de développement de la petite agriculture, cofinancé par le FIDA et la Banque mondiale. Nous nous apprêtons maintenant à lancer avec succès le Projet d'appui à la production de laine et de mohair, qui est sur le point de démarrer. Le Gouvernement du Lesotho continue d'offrir un appui budgétaire à la communauté agricole, au profit de programmes de production végétale et animale intensive. Par ailleurs, nous considérons également la protection sociale et l'agriculture comme des piliers essentiels pour la survie de nos communautés rurales. Par conséquent, en partenariat avec la FAO, nous lancerons un programme important le 1<sup>er</sup> mars 2016. Tout ce dont nous avons besoin est de renforcer nos interventions et nos systèmes d'exploitation dans le secteur de l'agriculture et du développement rural. Mais nous avons encore besoin du soutien constant du FIDA et d'autres partenaires de développement pour promouvoir des interventions durables et intelligentes face aux changements climatiques dans ce secteur.

Pour finir, je tiens à réitérer l'engagement pris par le Lesotho d'honorer l'annonce de contribution de 100 000 USD au titre de la dixième reconstitution des ressources, faite lors de la dernière session du Conseil des gouverneurs, et la promesse de s'acquitter de son obligation de déposer son instrument de contribution d'ici à juin 2016.

## Déclaration du Représentant de Madagascar

C'est avec un réel plaisir et un insigne honneur que je prends la parole devant cette auguste assemblée. Madagascar se réjouit de vous voir assurer la présidence du Conseil. Nous sommes convaincus que, sous votre présidence éclairée et grâce à votre compétence, nos travaux seront couronnés de succès.

Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après 2015, tel a été le thème choisi pour cette session.

Pour relever le défi, force est de constater que les besoins de financement du secteur agricole sont importants. Les grands rendez-vous internationaux, en l'occurrence le Sommet des Nations Unies sur les Objectifs de développement durable (ODD), la Conférence sur le financement pour le développement et la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21), ont montré un intérêt pour l'accroissement de l'investissement dans l'agriculture alors que nous nous sommes fixé comme objectif de faire disparaître la pauvreté et la faim d'ici à 2030.

De prime à bord, l'État joue un rôle important dans la promotion d'investissements et de partenariats durables. Il a un rôle normatif et régulateur, mais détient également une grande responsabilité vis-à-vis du secteur privé dans la création d'un environnement favorable à l'activité économique.

Un dialogue permanent avec le secteur privé doit mener à une meilleure intégration de la population rurale en général, et des petits producteurs en particulier, dans le développement des filières agricoles, garant d'un développement durable.

La question qui se pose est comment construire ensemble?

L'investissement doit s'inscrire dans un cadre politique et réglementaire favorable. Il n'y a pas de développement sans investissement, l'investissement privé est créateur de richesse et d'emploi.

L'investissement public doit impulser l'investissement privé.

L'investissement doit être mis au service de l'ODD précité, donc de l'agriculture. L'État doit afficher une politique ambitieuse et volontariste pour un développement efficace et inclusif. Il doit également améliorer les infrastructures et minimiser les risques. Les entreprises vont travailler avec les petits producteurs en les accompagnant dans l'acquisition de moyens de production.

Comment soutenir les petits producteurs, dans leur rôle de support d'un développement durable? À Madagascar par exemple, grâce au Programme de soutien aux pôles de microentreprises rurales et aux économies régionales PROSPERER, nous avons lancé la promotion de l'entrepreneuriat rural par la mise en relation des organisations de producteurs (OP) et des opérateurs de marché (OM) que nous appelons communément couple OP/OM, couple qui constitue par excellence le domaine dans lequel renforcer le partenariat public-privé. En moins de cinq ans, les chiffres d'affaires des producteurs, c'est-à-dire 7000 microentreprises rurales (MER) intégrées dans ces couples, avoisinent les 26 millions d'USD. En l'espace de deux ans, l'investissement du secteur privé en milieu rural a augmenté de 60%.

Au mois de janvier, l'État malagasy a promulgué la loi sur les partenariats public-privé, qui renforcera l'agriculture contractuelle. La réhabilitation du dispositif de formation agricole et rurale, gage de la professionnalisation du secteur, n'est pas en reste.

C'est sur la base de cette conception de partenariats public-privé que nous pouvons avancer dans une optique de transformation du monde rural.

La transformation socio-économique du secteur rural est un impératif parce qu'elle occupe une place importante dans notre économie.

La transformation du monde rural doit prendre en compte l'intégration des aspects sociaux, économiques et environnementaux. Nous ne devons pas perdre de vue les questions de pauvreté en milieu rural, la sécurité alimentaire, l'emploi des jeunes, ainsi que le rôle des femmes, tout ce qui concourt au développement humain durable.

Pour terminer, dans notre vision de modernisation de l'agriculture, la transformation du monde rural ne pourra se faire sans l'intégration de l'évolution technologique, devenue incontournable, pour nous accompagner dans nos efforts de développement, en particulier pour augmenter la résilience face aux effets du changement climatique.

## Déclaration du Représentant des Maldives

C'est pour moi un vif plaisir de prendre la parole à cette trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs au nom du Gouvernement des Maldives. Je saisis cette occasion pour remercier le FIDA pour son accueil et pour l'excellente organisation de cet événement. Permettez-moi tout d'abord de féliciter le Fonds pour le choix du thème "Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015".

Nous prenons acte des excellents résultats obtenus par le FIDA en termes d'intégration, dans ses programmes, de thèmes intersectoriels et fondés sur les droits, comme l'environnement, le climat et l'égalité des sexes. Nous disposons désormais du visionnaire Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur le changement climatique, initiatives qui peuvent changer le cours de l'histoire si les gouvernements, les entreprises, la société civile et les populations mettent en œuvre ces plans mondiaux, et si nous tenons nos promesses.

Les petits États insulaires tels que les Maldives sont touchés par les effets néfastes du changement climatique. C'est pourquoi nous devons faire en sorte que les promesses mondiales deviennent réalité. Les gouvernements doivent amorcer le mouvement en adoptant des mesures décisives. Dans le même temps, les entreprises peuvent proposer des solutions et des ressources essentielles pour que le monde puisse s'engager sur une voie plus durable. Le FIDA reconnaît que les entreprises responsables disposent du pouvoir nécessaire pour créer des emplois décents, offrir un accès à l'éducation et aux services de base, proposer des solutions au problème énergétique et mettre un terme à la discrimination.

Indépendamment des efforts que nous déployons afin d'accroître notre résilience, nous avons besoin d'une aide ciblée et différenciée susceptible de faciliter et d'appuyer notre développement. Les besoins de financement des petits États insulaires sont spécifiques, car ils sont confrontés à des difficultés uniques en leur genre – superficie limitée, isolement, incapacité à atteindre des marchés de grande taille et extrême vulnérabilité aux chocs. Pour ce qui est du financement et des échanges, nous devons investir dans le commerce, améliorer l'accès aux marchés mondiaux et aux régimes de conditions préférentielles et mieux faire entendre notre voix dans les mécanismes de décision et d'élaboration des normes des organes de gestion au niveau régional et des organisations internationales. Ainsi, dans le cadre de ces deux processus, il faut prendre acte du fait que les moyens de mise en œuvre doivent être adaptés au contexte et aux besoins, et gérés et impulsés par les pays.

Nous nous félicitons que le FIDA dispose d'un solide cadre de résultats, grâce auquel il peut rendre compte de façon plus efficace et plus efficiente de son impact sur le développement. Les Maldives accordent une très grande importance à la collaboration avec le FIDA dans le cadre de la mise en œuvre de ses programmes, conçus pour aider le pays à atteindre ses objectifs prioritaires de développement. Le FIDA s'est montré très ouvert et nous notons avec gratitude que les projets en cours offrent tous des services de crédit en faveur des nouvelles initiatives de développement du secteur aquacole, afin de permettre la commercialisation des produits de l'aquaculture au niveau national.

L'emploi est la pierre angulaire du développement. En effet, le développement n'est possible que par le biais de l'emploi, qui permet aux populations de se libérer de la pauvreté. Les petites exploitations agricoles et de transformation du poisson constituent dans de nombreuses îles la principale source de moyens de subsistance et pour la plupart des communautés la principale source de revenus et de nourriture. C'est pourquoi le thème général de l'investissement inclusif est important tant pour les agriculteurs que pour les pêcheurs. Nous espérons qu'il débouchera sur l'établissement d'une plateforme permettant le partage de bonnes pratiques, d'expériences et d'enseignements en termes de création d'un plus grand nombre d'emplois décents, en particulier pour les femmes et les jeunes ruraux. À cet égard, nous pensons que le FIDA

pourrait jouer un rôle important en tant qu'intermédiaire de savoirs afin d'encourager l'investissement privé.

L'économie des Maldives continue à croître et nous sommes le seul pays d'Asie du Sud à avoir atteint les Objectifs du Millénaire pour le développement. L'extrême pauvreté et la marginalisation ont nettement reculé, et la participation des femmes à la vie active a augmenté. La politique nationale relative à l'égalité des sexes envisage une société caractérisée par l'égalité des rôles et des responsabilités des femmes et des hommes dans le développement économique, politique et social de la nation, et où chacun est à même de mettre à profit ses propres potentialités et de faire valoir ses droits fondamentaux; l'encadrement et la gouvernance, l'autonomisation économique, l'institutionnalisation de l'intégration de la problématique hommes-femmes et l'adoption de mesures contre la violence à l'égard des femmes bénéficiant d'une attention prioritaire. Pour pouvoir continuer à être à l'avant-garde s'agissant de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, il est nécessaire d'allouer à ce domaine des ressources adéquates.

Pour conclure, je tiens à exprimer à nouveau ma gratitude et ma reconnaissance au Président du FIDA pour m'avoir donné l'occasion de prendre la parole afin d'aborder des questions qui, nous l'admettons tous, sont importantes et nécessitent des solutions efficaces si nous voulons atteindre nos nobles objectifs. Je vous remercie infiniment pour votre sens des responsabilités et votre engagement.

## Déclaration du Représentant de la Thaïlande

Au nom de la délégation thaïlandaise, permettez-moi de vous féliciter pour votre élection en tant que Président du Conseil des gouverneurs.

C'est un plaisir et un honneur pour moi d'être ici en ce jour pour représenter le Gouvernement thaïlandais et vous faire part de notre volonté de renforcer la collaboration entre la Thaïlande et le FIDA dans le domaine du financement du programme de développement. En septembre dernier, à New York, les États membres des Nations Unies ont adopté un plan ambitieux: éliminer la pauvreté et la faim à l'horizon 2030. Il est donc important que nous travaillions main dans la main à la concrétisation de ces objectifs.

À l'occasion de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, dont le thème central est le rôle de l'investissement inclusif dans le cadre du Programme pour l'après-2015, la Thaïlande, qui a établi des partenariats afin de renforcer "l'investissement inclusif" au profit des communautés rurales, a le plaisir de partager son expérience pratique.

Permettez-moi tout d'abord de revenir sur l'intervention de S.E. Don Pramudwinai, Ministre des affaires étrangères du Royaume de Thaïlande, lors de la cérémonie de passation de pouvoir pour la présidence du Groupe des 77 (G77), qui s'est tenue le 12 janvier 2016 à New York, au siège des Nations Unies. Dans sa déclaration, S.E. Don Pramudwinai a insisté sur la nécessité de mener des actions communes pour mettre en œuvre les Objectifs de développement durable (ODD). Il a également indiqué que, durant la présidence thaïlandaise du chapitre new-yorkais du G77, la Thaïlande avait retenu comme principe fondamental le thème "De la vision à l'action: partenariat inclusif en faveur du développement durable" et avait choisi d'accorder la priorité aux questions ci-après:

- i) la mise en œuvre effective du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'action d'Addis Abeba sur le financement du développement par le biais du développement inclusif et de la participation active de toutes les parties prenantes. Nous favoriserons le partage, entre les États membres, des savoirs et expériences en relation avec les bonnes pratiques afin d'identifier les moyens d'avancer sur la voie d'un développement durable. La Thaïlande est disposée à partager ses expériences et ses pratiques de la philosophie de l'économie de suffisance, qui constitue un modèle de croissance et de développement devant permettre d'atteindre les ODD;
- ii) la Thaïlande entend continuer à promouvoir la coopération Sud-Sud et s'engage à collaborer avec tous les membres afin de renforcer la réactivité face aux défis émergents et de revitaliser le partenariat mondial en faveur du développement durable;
- iii) la Thaïlande a pour objectif de renforcer la résilience aux effets du changement climatique et de réduire les risques de catastrophes de façon efficace et rapide, en prenant en compte le principe de la responsabilité commune mais différenciée et la capacité de chaque pays;
- iv) la Thaïlande renforcera la coordination et la collaboration entre les différents chapitres du groupe afin de garantir que les intérêts et préoccupations de ce dernier soient tous abordés de façon exhaustive.

La Thaïlande s'engage à promouvoir l'économie participative et démocratique à l'échelle mondiale, et à répondre aux besoins et aspirations des pays en développement. De plus, elle est prête à jouer un rôle d'intermédiaire entre les membres du G77 ainsi qu'entre le groupe et les autres membres.

Permettez-moi de vous présenter les efforts que mon pays déploie afin de promouvoir la sécurité, la prospérité, la durabilité et les partenariats. Le Gouvernement thaïlandais est

déterminé à soutenir le modèle de partenariat population-public-privé. Les parties prenantes sont encouragées à participer de façon équitable à l'élaboration des politiques nationales. L'approche que nous avons adoptée en termes d'élaboration des politiques – le "Modèle de l'État du peuple" ou "นโยบายประชารัฐ" (Na-yo-buy-pracha-rat), a remplacé la précédente "Politique populiste" ou "นโยบายประชานิยม" (Na-yo-buy-pracha-niyom). Dans le cadre du Modèle de l'État du peuple, tous les citoyens, d'où qu'ils viennent, sont une pièce du puzzle qu'est la croissance. Ils doivent collaborer, se soutenir et entretenir une certaine cohésion, pour faire avancer le pays.

Chacun a son rôle à jouer dans la mise en œuvre de la politique. Le gouvernement prépare les grandes lignes de la politique des partenariats population-public et privé, puis les ministères concernés traduisent la politique en plans et actions destinés aux différents acteurs. Toutefois, pour être appliquée avec succès, une politique doit être largement acceptée et mise en œuvre par des acteurs issus d'instituts agricoles, d'entreprises communautaires, d'organisations publiques, d'institutions financières, de petites et moyennes entreprises, d'administrations locales et du secteur privé. En Thaïlande, tous les acteurs sont exhortés à adopter la philosophie de l'économie de suffisance développée par Sa Majesté le roi Bhumibol Adulyadej. Ce concept, ligne directrice du développement, met l'accent sur l'autosuffisance, l'autoimmunité et l'automodération comme moyens de faire face à tous les risques.

Je souhaiterais vous présenter un autre exemple de politiques que la Thaïlande soutient activement et sur lesquelles elle a travaillé en partenariat avec plusieurs acteurs pour contribuer à la réalisation du quinzième objectif de développement durable, à savoir la "Vie terrestre".

La Thaïlande encourage depuis longtemps la sensibilisation du public à l'importance des sols, au lien entre la gestion durable des sols et le changement climatique, et aux moyens de subsistance des agriculteurs. Pour promouvoir la gestion durable des sols, nous mettons en œuvre des plans d'action annuels aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale. À l'échelle nationale, la Thaïlande participe à plusieurs projets de conservation des sols. À l'échelle régionale, le pays a lancé un Programme de Médecins des sols pour aider les producteurs familiaux des pays de la région de l'ASEAN à acquérir des connaissances sur la gestion des sols. À l'échelle internationale, comme vous le savez tous, la Thaïlande a œuvré avec succès pour que l'année 2015 soit déclarée "Année internationale des sols" et pour que le 5 décembre soit reconnu "Journée mondiale des sols" par l'Assemblée générale en 2013. En 2013, la Thaïlande a présidé la première session du Partenariat mondial sur les sols et le pays assure aujourd'hui la présidence et le secrétariat du Partenariat asiatique sur les sols pour sa première mandature (2016-2019). Le Partenariat asiatique sur les sols, qui dépend de la FAO, compte 19 États membres. La Thaïlande souhaiterait que les investissements dans les sols s'intensifient; elle encourage le FIDA à contribuer à des projets de conservation des sols (en particulier au Partenariat mondial sur les sols) et à travailler main dans la main avec les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome afin de promouvoir des systèmes de production vivrière durables, dans l'objectif d'éradiquer la pauvreté et la faim de notre vivant.

Enfin, la Thaïlande a également pour ambition de réduire les inégalités sociales entre les populations rurales et les populations urbaines afin de renforcer la cohésion sociale, indépendamment de toute considération de race et de religion. J'espère avoir la possibilité de travailler étroitement avec nos collègues du FIDA pour aider l'institution à atteindre ses différents objectifs, à savoir améliorer la sécurité alimentaire, éradiquer la pauvreté et relever d'autres défis émergents. Nous sommes prêts à jouer un rôle d'intermédiaire entre les membres du G77 ainsi qu'entre le groupe et les autres membres pour identifier les avantages mutuels qu'il est possible de tirer. Enfin, j'espère sincèrement que les relations étroites et cordiales qu'entretiennent la Thaïlande et le FIDA resteront marquées par un dialogue ouvert et constructif, susceptible de se traduire par des actes.

## Déclaration du Représentant de la Tunisie

Permettez-moi avant tout de vous dire combien je suis honoré de représenter le Ministre tunisien du développement, de l'investissement et de la coopération internationale, qui est membre de cet honorable Conseil, à cette trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA). Je suis également fier de participer au débat qui se déroulera lors de ce forum international sur un thème d'intérêt majeur pour les pays en développement, à savoir l'investissement inclusif dans le programme de développement pour l'après-2015 dans le cadre des objectifs de développement durable et de leur mise en œuvre par le biais de la coopération avec le FIDA.

Nous approuvons pleinement le choix de ce thème principal de la présente session. Je tiens à saluer les efforts considérables que le personnel du Fonds, sous la conduite de M. Kanayo Nwanze, a consacrés à l'organisation de cette importante réunion annuelle.

La volonté de libérer définitivement les groupes défavorisés de la pauvreté et de la marginalisation va au-delà de simples projets d'aide au développement circonscrits dans l'espace et dans le temps. Ces projets, flux temporaires de fonds dont les effets s'évanouissent dès la fin de l'intervention, ont donné bien peu de résultats.

D'où la nécessité, si l'on veut garantir la durabilité du succès des interventions publiques et privées, d'adopter une vision inclusive de l'investissement en faveur du développement. Les investissements inclusifs jettent les bases nécessaires pour promouvoir le développement national par le biais de la participation d'un large éventail de parties prenantes – en particulier les petits agriculteurs et les groupes vulnérables tels que les femmes et les chômeurs en milieu rural – aux activités de développement et à la prise de décisions.

L'investissement inclusif constitue le moyen le plus efficace pour atteindre un grand nombre des objectifs de développement durable fixés dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015 (notamment éliminer la pauvreté et la faim, assurer la sécurité alimentaire, promouvoir une croissance économique soutenue et partagée, et autonomiser les femmes). La Tunisie a l'honneur de faire partie des États qui appuient cet important engagement international et mettent tout en œuvre pour s'en acquitter.

À cet égard, nous ne pouvons manquer de nous féliciter du rôle majeur que joue le FIDA s'agissant d'aider les États membres à se doter des moyens nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Les politiques de développement menées en Tunisie au cours des dernières décennies ont conduit à des disparités entre les différentes régions du pays. La plupart des entreprises de production et des foyers d'emploi sont concentrés dans les zones côtières alors qu'à l'intérieur du pays les indices du chômage et de la pauvreté dépassent les chiffres acceptables.

C'est notamment pour ces raisons que l'économie tunisienne se trouve confrontée à des défis majeurs en termes de réforme et de développement. Défis qui coïncident avec les revendications légitimes croissantes des segments de population qui souffrent depuis longtemps de la pauvreté, du chômage et de la marginalisation, en faveur d'un développement inclusif et équitable qui leur garantisse une vie décente.

Lorsqu'il a élaboré le plan de développement pour la période à venir, le Gouvernement tunisien a cherché à jeter les bases d'un développement inclusif en conjuguant les efforts de toutes les parties prenantes de la société, de l'État et du secteur privé, afin de promouvoir la transition du pays d'une économie à faible valeur ajoutée à une économie fondée sur des systèmes intégrés, inclusifs et durables et sur des investissements publics à haut rendement qui, avec des investissements privés, permettront d'atteindre la croissance souhaitée, de briser l'isolement des régions défavorisées en les reliant aux régions plus développées, et de promouvoir une cohésion économique et sociale inclusive.

Pour atteindre cet objectif ambitieux, nous nous attacherons à mettre en œuvre la stratégie nationale de développement régional, qui repose sur une logique d'intervention inclusive visant à améliorer les conditions de vie de la population au niveau local et régional moyennant l'intégration des différentes régions par le biais de la modernisation des infrastructures et d'une répartition équitable entre régions des ressources financières et des programmes.

Cette stratégie a également pour finalité l'élaboration d'un nouveau concept de zone économique fondé sur la décentralisation et la gouvernance locale et régionale dans le respect des caractéristiques naturelles, humaines et culturelles de chaque région, ainsi que le développement de systèmes économiques soucieux de l'environnement et favorables à l'économie verte.

Ces aspirations, ainsi que d'autres, exigent un développement plus poussé et la mobilisation de financements dans ce domaine. Outre les efforts que nous déployons sans relâche au niveau national, nous comptons sur l'appui de nos partenaires internationaux, avec lesquels nous œuvrons étroitement aux fins de la réalisation de ces objectifs. Nous comptons en particulier sur le FIDA. Nous mettons à profit sa formidable expertise, qui revêt une importance cruciale dans le cadre des efforts que nous déployons afin d'atteindre les objectifs de développement que nous nous sommes fixés, à savoir promouvoir les régions intérieures du pays et appuyer des programmes de développement susceptibles de valoriser les capacités de production agricole de ces régions et d'encourager l'initiative locale moyennant l'adoption d'une approche participative et la prise en compte des caractéristiques et des ressources naturelles de ces mêmes régions.

Nous comptons également sur les efforts que le Fonds déploie afin de mobiliser les ressources financières nécessaires pour atteindre les objectifs du programme de développement pour l'après-2015. Notre pays ne dispose pas des ressources nécessaires, compte tenu de l'ampleur des défis et des risques en jeu, et il a donc besoin du soutien d'institutions financières qui appuient le développement.

Au fil des ans, la coopération entre la Tunisie et le Fonds s'est poursuivie de façon constante. Consciente de l'importance que revêt cette coopération et de la nécessité de la promouvoir, au vu notamment de l'aspiration actuelle du pays à une meilleure situation économique et sociale, la Tunisie s'est engagée à contribuer à la dixième reconstitution des ressources du FIDA et va dès à présent s'atteler à cette tâche pour s'acquitter de cet engagement.

Je saisis cette occasion pour rendre hommage à tous les pays et organismes qui appuient le Fonds et lui fournissent les financements nécessaires pour qu'il puisse atteindre ses nobles objectifs que sont la réduction de la pauvreté et l'intégration des groupes marginalisés dans les activités économiques.

Permettez-moi de vous présenter mes vœux les plus sincères pour le succès de cette session.

## Déclaration du Représentant de la République bolivarienne du Venezuela

Depuis la création du FIDA, la République bolivarienne du Venezuela a apporté au Fonds une contribution de plus de 196 millions d'USD, se classant ainsi en 12<sup>e</sup> position parmi les contributeurs. Toutefois, face à la guerre économique que l'opposition mène contre le gouvernement et à la chute brutale des cours du pétrole, le pays peine aujourd'hui à maintenir le niveau de contribution souhaité.

Au vu de ce qui précède, la République bolivarienne du Venezuela a pour objectif de veiller à l'actualisation de sa stratégie de pays, établie dans le cadre du programme d'options stratégiques du FIDA pour le pays (COSOP) pour la période 2015-2019, afin de continuer à bénéficier de financements remboursables et de services de coopération technique qui, en harmonie avec les nouvelles approches et priorités nationales, soient susceptibles de remédier en partie à la situation économique actuelle.

S'agissant de l'évaluation des états financiers pour les exercices 2013 et 2014, la République bolivarienne du Venezuela se réjouit de constater que celle-ci met en évidence la solidité financière de l'organisation, ce qui permet à cette dernière, malgré les pertes reportées, de financer largement les projets de ses États membres (pays en développement uniquement).

En ce qui concerne le thème "Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme de développement pour l'après-2015", la République bolivarienne du Venezuela réitère l'opinion qu'elle a exprimée lors de la cent douzième session du Conseil d'administration, en septembre 2014, à savoir que soit approuvé le document sur la stratégie du FIDA concernant le secteur privé, soulignant toutefois la nécessité de préciser que la priorité de cette stratégie doit être d'améliorer les conditions de vie, de travail et d'échange des agriculteurs pauvres. À cette fin, les initiatives du Fonds ne doivent pas privilégier les grandes compagnies internationales, qui devraient faire partie de la stratégie non en tant que principaux bénéficiaires économiques mais essentiellement pour en appuyer la mise en œuvre.

Sur la question de la désertification, la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela consacre, dans son chapitre IX relatif aux droits environnementaux, l'engagement de l'État à protéger l'environnement. Par ailleurs, l'un des objectifs stratégiques et généraux (5.1.3.8) du deuxième Plan socialiste de développement économique et social de la Nation pour la période 2013-2019, mieux connu sous l'appellation de Plan de la Patrie, est de promouvoir les pratiques de conservation de l'environnement dans les activités sociales et productives, dépassant ainsi le critère de "l'efficacité économique" qui ne prend absolument pas en compte l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. À cette fin, l'un des programmes phares du Gouvernement bolivarien a été la Misión Árbol, ou Mission arbre, qui a toujours eu des résultats positifs, tant en terme de récupération de zones que de sensibilisation grâce à la participation de comités écologistes.

## Chapitre 4

### Déclarations et allocutions spéciales



Kanayo F. Nwanze, Président du FIDA



Son Excellence Sergio Mattarella, Président de la République italienne

Allocution de bienvenue du président du Conseil des gouverneurs nouvellement élu, M. Dinesh Sharma

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,  
 Mesdames et Messieurs les Délégués,  
 Mesdames et Messieurs les Observateurs,  
 Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un immense honneur que d'occuper la fonction de président de ce Conseil des gouverneurs et je tiens à remercier tous ceux qui ont rendu cela possible. Permettez-moi également de féliciter mes collègues du Bureau, les Gouverneurs pour la République de Finlande et pour la République d'Indonésie. Je suis impatient de travailler avec eux à la conduite de la présente session.

Je tiens à remercier les membres du Bureau sortant pour leur excellent travail. Je voudrais également exprimer toute ma gratitude au Président Nwanze et aux membres de son personnel pour les efforts sans relâche déployés afin d'organiser cette session, et pour nous donner la possibilité de nous pencher sur le thème "Investissement inclusif: Populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015 pour l'avenir auquel nous aspirons".

En cette période critique, alors que un milliard de personnes dans le monde vivent avec moins de 1,25 USD par jour et que 70% d'entre elles habitent dans des zones rurales et tirent, directement ou indirectement, leurs moyens de subsistance de l'agriculture, le FIDA a un rôle important à jouer s'agissant d'aider les populations rurales à se libérer de la pauvreté et de la faim. Je suis heureux de constater que le Cadre stratégique du FIDA pour la période 2016-2025, prenant acte de l'importance que revêt une solide transformation du monde rural, vise à renforcer les capacités productives des populations rurales, à mettre ces dernières en lien avec les marchés et à promouvoir la viabilité environnementale et la résilience de leurs activités économiques face au changement climatique.

Les petits agriculteurs représentent un segment très important de la chaîne de valeur agricole à l'échelle mondiale. En raison d'un accès limité à des marchés fiables et attractifs, à des technologies modernes, à des intrants de qualité et à des crédits abordables, les petits agriculteurs ont du mal à joindre les deux bouts.

C'est pourquoi ils doivent devenir la clé de voûte de nos stratégies de réduction de la pauvreté. Les interventions du FIDA devraient également se traduire par une amélioration de la productivité agricole, de la sécurité alimentaire, des revenus extra-agricoles, de l'emploi rural, des technologies respectueuses de l'environnement ainsi que par un usage efficient des ressources en eau. De plus, il est nécessaire d'aider les petits agriculteurs à former des coopératives et à s'intégrer dans les filières de produits de base. Ces initiatives doivent être complétées par une amélioration des infrastructures rurales. Des efforts conjoints sont nécessaires pour accroître la rentabilité des activités agricoles, de sorte que les populations rurales puissent envisager l'agriculture comme un moyen de subsistance attractif. Ensemble, les gouvernements, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et le secteur privé doivent relever les défis de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition auxquels notre monde se trouve confronté.

Je suis heureux de constater que les projets du FIDA mettent l'accent sur l'autonomisation des femmes, des groupes tribaux et d'autres groupes marginalisés de la société. Il nous faut redoubler d'efforts dans ce domaine.

Le FIDA a joué un rôle très constructif s'agissant d'améliorer la qualité de vie des populations rurales pauvres et il s'est fortement impliqué en faveur de la cause qu'il défend. Aujourd'hui, on prend de plus en plus conscience que la croissance économique doit être inclusive et participative, et devrait ouvrir de nouvelles perspectives aux couches les plus défavorisées de la société. L'accès à des sources de financement

officielles et transparentes, à un coût abordable, constitue un préalable indispensable à une véritable inclusion financière. J'espère sincèrement que le FIDA deviendra le moteur du programme de croissance inclusive, ce qui nous permettra également de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable.

Je vous remercie encore une fois de votre coopération et saisis cette occasion pour vous souhaiter tout le succès possible.

Allocution de bienvenue prononcée par le Président du FIDA à l'occasion de la venue de Son Excellence Sergio Mattarella, Président de la République italienne

C'est un grand honneur pour moi d'accueillir le Président de la République italienne, Son Excellence Sergio Mattarella, à cette trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA. Au nom de tous les États membres du Fonds, je tiens à vous exprimer, Excellence, nos plus vifs remerciements pour avoir bien voulu accepter de prendre la parole à la présente réunion.

L'Italie est depuis toujours l'un des plus solides soutiens du FIDA dans la lutte contre la faim, et nous sommes fiers d'avoir notre siège à Rome, cette ville qui nous héberge depuis si longtemps maintenant, aux côtés de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM), ce qui en fait une véritable plate-forme mondiale pour l'alimentation. Au moment où nous agissons pour transformer notre monde dans l'esprit du Programme de développement durable à l'horizon 2030, nous rendons hommage à l'Italie pour son engagement ferme en faveur de la sécurité alimentaire – le thème dominant de l'Expo 2015 qui s'est tenue à Milan – et de l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes.

Au fil des années, vous avez joué un rôle essentiel en fournissant orientations et conseils, successivement en tant que député, ministre, juge à la Cour constitutionnelle et, aujourd'hui, Président de la République italienne. Merci de nous faire profiter de votre sagesse et de votre expérience, car nous attendons votre discours avec beaucoup d'intérêt.

Monsieur le président du Conseil des gouverneurs, avant que vous ne l'invitez officiellement à prendre la parole, permettez-moi une fois encore de souhaiter la bienvenue du Président Mattarella au FIDA et de lui exprimer notre sincère gratitude pour sa présence parmi nous aujourd'hui.

## Discours liminaire de Son Excellence Sergio Mattarella, Président de la République italienne

Monsieur le Président du FIDA,  
Président de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs,  
Mesdames et Messieurs les Ministres et Gouverneurs,  
Mesdames et Messieurs les délégués,  
Mesdames et Messieurs,

C'est un immense plaisir pour moi de m'adresser à vous à l'occasion de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole. Le FIDA est une pièce maîtresse de la plateforme des Nations Unies qui, à Rome, œuvre en faveur d'une agriculture durable et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Je tiens, tout d'abord, à remercier le FIDA, en particulier le Président Nwanze, pour son soutien sans relâche et son engagement intense à l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales, où vit près de la moitié de la population mondiale, et où l'on trouve la majorité des personnes qui vivent actuellement dans la pauvreté.

Avec le Programme [de développement durable à l'horizon] 2030 adopté en septembre dernier, la communauté internationale s'est fixé des objectifs ambitieux, à commencer par l'élimination de la pauvreté extrême et de la faim sur une période de 15 ans.

J'ai eu l'occasion d'aborder ce sujet, ainsi que la question tout autant tragique des migrants, avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki moon, lors d'une récente rencontre au Siège de l'Organisation à New York.

Ces objectifs ont des répercussions en matière de politiques, d'économie et, par-dessus tout, de civilisation. Les enjeux sont de taille : la faim et la pauvreté sont, de manière insidieuse, à la racine des conflits, de l'instabilité, des crises et de véritables catastrophes humanitaires. En effet, elles constituent souvent le premier maillon d'une chaîne qui doit être brisée.

Le droit à l'alimentation et le droit à l'eau sont partie intégrante du droit plus large à la vie, et ils sont à la base de l'idée de "sécurité humaine", comme je l'ai souligné lors de la cérémonie d'ouverture de la trente-neuvième Conférence de la FAO.

Certains résultats importants récemment obtenus en matière de collaboration internationale (et je me réfère ici au Programme de développement durable, au Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence sur le financement du développement et à la Conférence de Paris sur le changement climatique), ont courageusement tracé une nouvelle voie vers la sensibilisation à la nécessité de trouver des solutions communes et de s'attaquer réellement aux problèmes mondiaux.

La pauvreté, la malnutrition et la pollution ne se limitent pas exclusivement à certaines zones. Au contraire, elles touchent tous les pays, certes à des degrés différents. Il est nécessaire de transformer cette prise de conscience en engagement concret. Chacun de nous doit, sans exception, assumer cette lourde et pressante responsabilité.

La crise des réfugiés, qui touche le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, en particulier, et qui vient s'ajouter aux catastrophes naturelles et aux questions liées au changement climatique auxquelles ces réfugiés sont déjà confrontés, aggrave la situation nutritionnelle d'une large proportion de la population mondiale, en raison de l'abandon de toute activité agricole dans les zones de conflit.

Les douloureux événements d'aujourd'hui, dont l'exode de dizaines de milliers de Syriens vers la Turquie et le reste de l'Europe, n'est que le dernier exemple dramatique qui confirme l'urgente nécessité d'agir ensemble pour éliminer les causes d'un phénomène historique qui touche des millions de personnes.

Notre conscience est interpellée et elle nous appelle à redoubler d'efforts et à faire preuve de solidarité. Sauver des vies humaines et tendre la main à ceux qui fuient la

guerre et l'extrême pauvreté est un devoir moral, le devoir de toute société qui a la prétention d'être libre, démocratique et respectueuse des droits de l'homme.

C'est un engagement que l'Italie honore chaque jour avec fierté, en sauvant des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui fuient l'horreur de la persécution et de la violence, ainsi que la tyrannie de la faim et de l'extrême pauvreté.

Toutefois, l'intervention humanitaire seule n'est pas suffisante.

Les tragédies que je viens d'évoquer soulignent le besoin urgent d'une politique unique, coordonnée et efficace au niveau européen.

Il est nécessaire de répondre de manière intelligente au phénomène de la migration, tout en garantissant dans l'immédiat l'appui nécessaire que cela suppose pour un développement durable, équitable et inclusif, afin d'offrir l'espoir d'un avenir meilleur à des populations entières et, par conséquent, à la planète.

L'Union européenne, l'Italie en tête, jouera son rôle. Cependant, les dirigeants des pays en développement ont également un rôle clé à jouer.

La gouvernance et la responsabilité au niveau local sont fondamentales pour favoriser une croissance économique et sociale durable.

Dans l'esprit du nouveau Programme 2030, l'aide au développement, dans sa conception traditionnelle, doit être remplacée par un partenariat avec les collectivités qui en bénéficient, c'est-à-dire par un véritable investissement qui respecte la spécificité de chacune d'elles et apporte des avantages mutuels dans le cadre d'une relation fondée sur l'égalité.

L'agriculture a un rôle fondamental à jouer dans ce contexte. Elle participe à la réalisation de tous les Objectifs de développement durable, à savoir: fournir les moyens de nourrir les familles, appuyer les structures sociales existantes, préserver la terre et la diversité biologique, lutter contre le changement climatique, créer des emplois et des richesses, promouvoir des sociétés stables et justes, et éradiquer les causes à l'origine d'une émigration croissante.

Ces zones rurales, qui sont des lieux de pauvreté et de désespoir, peuvent être transformées en terres de travail et d'espoir, en en faisant un moteur de développement qui permet aux populations de vivre dans la dignité et d'avoir des perspectives d'avenir pour elles-mêmes et pour leurs enfants.

La Journée mondiale de l'alimentation a été célébrée à l'EXPO de Milan l'année dernière. Dans ce cadre, j'ai eu l'occasion de souligner qu'il est nécessaire, dans le but d'éradiquer la faim et la pauvreté, de réduire les inégalités, de promouvoir l'emploi et l'autonomisation des femmes, de garantir la paix et une croissance durable, d'investir dans la coopération économique et culturelle entre nations et continents.

Aucune de ces actions ne constitue un chapitre distinct: elles représentent toutes les pages d'un même livre, celui de l'inclusion.

Parallèlement à l'action indispensable en faveur du développement de l'agriculture, nous avons également besoin de mesures de protection sociale appropriées, surtout lorsqu'il s'agit de soutenir les petits agriculteurs et leurs familles. Il est également nécessaire d'accorder une attention particulière aux femmes. La société et l'économie reposent sur la contribution quotidienne des femmes, tant dans les pays fortement industrialisés que dans des pays dont les économies sont essentiellement rurales.

Malgré tout, la contribution des femmes est bien trop souvent ignorée, celles-ci restant marginalisées et devant se battre pour avoir accès à l'éducation, aux services de soins de santé, au crédit et à la propriété foncière et, parfois, pour faire valoir leurs droits fondamentaux.

L'affirmation de l'égalité n'est pas seulement un impératif éthique. Elle constitue aussi un outil concret pour promouvoir le développement et permettre à des millions de familles d'échapper à la pauvreté et de bâtir un avenir sûr et digne.

L'action et l'appui de plus en plus coordonné et intégré offerts par les organismes des Nations Unies à Rome sont indispensables, non seulement pour atteindre ces objectifs, mais également pour renforcer l'efficacité de l'ensemble du système des Nations Unies en matière de développement et concrétiser la vision "horizontale" et plus intégrée que le nouveau programme a l'ambition de favoriser.

Les gouvernements continueront de jouer un rôle clé dans cette structure d'appui renouvelée, mais cela ne peut ni ne doit marginaliser le soutien de plus en plus précieux offert par les entreprises, les fournisseurs de crédit, la science, la recherche et le secteur tertiaire, ainsi que les nombreux secteurs intervenant dans le domaine de la coopération.

L'agriculture se prête d'avantage et mieux que les autres secteurs à des formes efficaces et fructueuses de partenariat public-privé faisant appel à la responsabilité sociale et visant un public de plus en plus informé et conscient de ses propres choix.

Pour que l'agriculture familiale à petite échelle sorte d'une logique de subsistance et offre un moyen efficace de se libérer de la pauvreté, il est indispensable de faciliter l'accès des produits agricoles aux marchés nationaux et internationaux et de développer dans le même temps des productions et des filières appropriées.

À cette fin, le modèle des coopératives italiennes, qui sera mis en lumière lors d'un événement dédié à cette question en marge de la présente session, peut être une source d'information et un exemple à suivre. Je suis convaincu que la sixième réunion mondiale du Forum paysan, qui a précédé la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs, a également été utile et féconde.

Il est important de sensibiliser davantage à la situation des petits producteurs. Ils ont besoin de ressources financières pour soutenir l'agriculture traditionnelle et la transformer en une agriculture d'excellence.

Une prise de conscience de ces aspects est essentielle dans la lutte contre la faim et la pauvreté dans de nombreux pays. Par conséquent, je remercie le Président Nwanze d'avoir appuyé avec enthousiasme l'idée du Ministre Pier Carlo Padoan d'organiser un forum biennal "Financement pour l'alimentation", en collaboration avec le Ministère de l'économie et des finances et les institutions financières internationales.

Thème choisi pour l'Exposition universelle de Milan [EXPO]: "Nourrir la planète, énergie pour la vie", a clairement exprimé le but que la communauté internationale doit poursuivre afin de se rapprocher de la réalisation des Objectifs de développement durable.

L'EXPO 2015 a été un forum universel pour la sécurité alimentaire et le développement agricole durable et a contribué à sensibiliser le public à l'importance de ces questions. Elle a fourni des idées innovantes pour une politique mondiale solidaire de l'alimentation et de l'agriculture, comme indiqué par la "Charte de Milan", véritable expression de la citoyenneté mondiale, grâce au million et demi de citoyens qui y sont souscrit. Je remercie les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome de leur remarquable collaboration.

L'impératif reste le même: œuvrer ensemble pour répondre dans l'unité et avec clairvoyance aux vrais défis mondiaux.

En tant que pays hôte, l'Italie est prête à jouer son rôle dans le cadre d'un projet qui doit réunir toutes les parties intéressées. Chacun de nous, y compris les citoyens, à travers leur style de vie, doit apporter sa contribution.

Dans cet esprit, nous ne pouvons manquer de compter sur le rôle joué et l'exemple donné par les institutions internationales qui participent déjà activement à cette entreprise.

Le FIDA, qui nous accueille aujourd'hui, est l'une d'elles, et j'espère que nous continuerons tous à soutenir fermement son action et son mandat.

La cercle vicieux de la faim, de la pauvreté et du départ pour échapper aux privations est tenace, mais il peut et doit être rompu.

Il s'agit d'une tâche historique qui nous incombe, au profit des générations futures et, en particulier, de la "génération faim zéro" qui est sur le point de naître et dont nous ne pouvons-nous permettre de décevoir les espoirs et les attentes.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite un plein succès dans vos travaux.

## Discours de M. Kanayo F. Nwanze Président du FIDA

M. le président du Conseil des gouverneurs,  
 Excellences,  
 Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,  
 Mesdames et Messieurs,

Au nom de tout le personnel du FIDA – au siège et sur le terrain –, je vous souhaite la bienvenue à cette trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Je voudrais aussi remercier tout spécialement les représentants des organisations paysannes qui ont effectué un long voyage pour participer à la réunion de cette année du Forum paysan, qui en est maintenant à sa dixième année.

Et permettez-moi d'exprimer nos remerciements à nos collègues des autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome – l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial. Notre étroite collaboration a contribué à notre efficacité, aussi bien en matière de plaidoyer que sur le terrain.

Permettez-moi aussi de saisir cette occasion pour présenter nos nouveaux Vice-Présidents adjoints: Perin Saint Ange, des Seychelles, pour le Département gestion des programmes; Shahin Lauritzen, du Danemark, comme Responsable principal des finances et Contrôleur principal au sein de notre Département des opérations financières; et Henock Kifle, des États-Unis, comme Chef de Cabinet au Bureau du Président et du Vice-Président.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nous vivons des temps difficiles. Terreur. Migrations de masse. L'année 2015 a été la plus chaude jamais enregistrée. L'Afrique australe connaît actuellement une sécheresse de plus en plus sévère, et le nombre de personnes souffrant de la faim augmente de jour en jour. La sécheresse affecte aussi diverses parties des Amériques et de l'Asie.

Le risque d'assister à une inversion des progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté et la faim au cours des dernières années est très réel. Telle est la toile de fond de notre réunion d'aujourd'hui.

Nous nous trouvons dans une situation d'urgence. Et cette urgence est reflétée dans le Programme 2030, qui ne préconise rien de moins que la création de prospérité, de santé et de sécurité pour tous, tout en protégeant notre planète et en soutenant la vie. Et tout cela dans les 15 prochaines années. Le programme et le calendrier sont ambitieux parce que nous ne pouvons plus nous permettre le luxe de perdre du temps. Nous devons agir maintenant.

Pourtant, le Programme 2030 apparaît à un moment où les gouvernements sont confrontés à des priorités concurrentes, comme faire face aux migrations ou financer des initiatives de développement à long terme.

Cette économie n'est qu'apparente. Il est bien évidemment impératif de répondre aux situations d'urgence. Mais nous ne pouvons pas nous permettre de perdre de vue notre objectif de développement à long terme.

Prenez en considération le fait que nous sommes aujourd'hui les témoins de la plus grande migration de masse de personnes depuis la Seconde guerre mondiale.

Pourquoi les personnes migrent-elles? Les conflits, certainement, mais aussi la faim, la pauvreté, les inégalités, la mauvaise gouvernance, la persistance de conditions indignes et le manque de possibilités. Le climat est aussi l'un des facteurs.

Telles sont les conditions qui ont contraint des millions de ruraux à quitter leurs foyers, semaine après semaine, année après année, ici en Europe, dans mon Afrique natale, en

Asie et dans les Amériques. En effet, ce sont aujourd'hui quelque 14 millions de personnes qui risquent de souffrir de la faim du fait de la sécheresse prolongée en Afrique australe.

Le Programme 2030 a pour but de chercher à résoudre les causes premières du désespoir, de la désespérance et même des conflits qui poussent les personnes à quitter leur patrie.

La réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) qui sous-tendent le Programme 2030 dépendra dans une large mesure d'interventions aux côtés des petits exploitants agricoles et de la transformation des zones rurales des pays en développement.

Aujourd'hui, compte tenu de l'urgence croissante sur le terrain et de l'engagement de la communauté mondiale en faveur du Programme 2030, le mandat du FIDA est plus pertinent que jamais.

Le développement rural et agricole n'est pas seulement notre activité fondamentale; c'est notre UNIQUE activité, et elle l'est depuis près de 40 ans.

Vous n'ignorez pas qu'environ 3 milliards de personnes vivent dans les zones rurales de pays en développement. Elles représentent environ 40% de la population mondiale, mais plus de 70% des personnes les plus pauvres et qui souffrent le plus de la faim sur cette planète. Elles dépendent pour la plupart de l'agriculture pour leur vie et leurs moyens d'existence. Par conséquent, concentrer notre attention sur les populations rurales pauvres, et en particulier les petits exploitants agricoles, est essentiel pour réaliser l'ODD1 – Éliminer la pauvreté – et l'ODD2 – Éliminer la faim.

Le FIDA a collaboré étroitement avec les autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome pour contribuer à la formulation du Programme 2030. Et nous avons aussi appuyé les États membres dans la rédaction d'un objectif établissant un lien entre l'agriculture familiale durable et la sécurité alimentaire et la nutrition.

Ou prenez en compte le fait que le changement climatique affecte déjà l'agriculture dans les pays en développement. Par conséquent, concentrer notre attention sur les populations rurales pauvres, et en particulier les petits exploitants agricoles, est essentiel pour réaliser l'ODD13 sur la lutte contre le changement climatique.

Au mois de décembre, l'Accord de Paris sur le changement climatique a reconnu la vulnérabilité de la production vivrière face au changement climatique. Le FIDA a une bonne longueur d'avance sur ce plan, avec l'adoption, en 2010, d'une stratégie concernant le changement climatique et la création, en 2012, du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP).

Aujourd'hui, l'ASAP est la plus importante source mondiale de financement ayant pour mandat exclusif d'appuyer l'adaptation des petits exploitants agricoles au changement climatique. En conséquence, une grande partie des interventions du FIDA sur le terrain comporte des activités de lutte contre le changement climatique.

Le FIDA a depuis longtemps reconnu que nous ne parviendrons jamais à éliminer la pauvreté et la faim sans l'autonomisation des femmes. La politique du FIDA en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes garantit que notre action contribue à la réalisation de l'ODD5 sur l'égalité entre les sexes.

Dans le même temps, le travail que nous effectuons pour aider les populations rurales à développer leurs entreprises et à établir des partenariats inclusifs contribue à la réalisation de l'ODD8 – Travail décent et croissance économique.

Le Cadre stratégique du FIDA pour 2016-2025 décrit comment le FIDA peut consolider sa contribution aux ODD tout en atteignant également le but fondamental de l'institution, qui est de permettre aux ruraux pauvres de s'extraire de la pauvreté et de

parvenir à la sécurité alimentaire grâce à des moyens d'existence rémunérateurs, durables et résilients.

L'approche du FIDA consiste à partir des personnes, et à investir dans les populations afin qu'elles puissent développer leurs entreprises et parvenir à une vie meilleure grâce à leurs propres efforts et non par l'assistanat.

Notre succès sur le terrain parle de lui-même. Grâce au financement rural, en Éthiopie, les activités des femmes se sont transformées en micro-entreprises. Les planteurs de café des hauts plateaux du Nicaragua ont trouvé un accès aux marchés de la Californie; des jeunes, en Égypte, transforment le désert en terres agricoles rentables; les paysans ougandais travaillent ensemble, plutôt que de manière isolée, pour développer leurs entreprises; des petits exploitants agricoles indiens sont devenus d'importants fournisseurs de Tesco au Royaume-Uni. En Afrique, en Asie et en Amérique latine, des communautés entières ont été transformées – davantage d'écoles, de meilleures cliniques, de l'eau plus propre, et une amélioration de la santé infantile et maternelle.

C'est à tout cela que je pense lorsque je parle de l'ample portée de l'efficacité du développement rural.

En effet, l'impact du FIDA a été mis en exergue dans le document final de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue l'été dernier à Addis-Abeba.

Je cite ce document:

"Nous prenons acte des initiatives du Fonds international de développement agricole visant à mobiliser des investissements qui permettent aux populations des zones rurales vivant dans la pauvreté d'améliorer leur sécurité alimentaire, leur nutrition et leurs revenus et de renforcer leur résilience."

Les personnes résilientes sont celles qui croient qu'elles ont un avenir, qui peuvent investir en elles-mêmes, et qui ne sont pas contraintes d'abandonner leur foyer et leur famille à la recherche de travail ou de sécurité.

La transformation des zones rurales et la création de cette résilience est essentielle à la réalisation des ODD.

C'est grâce à vous, nos États membres, que le FIDA demeure adapté à ses objectifs et bien placé pour contribuer à la réalisation des ODD et pour développer cette résilience.

Et un grand merci aussi à notre personnel qui, grâce à son dévouement et à son engagement, a rendu cela possible. Il constitue notre avoir le plus précieux. Merci également à nos conjoints, épouses, maris, partenaires, et à nos familles pour leur soutien, leur patience et leur endurance, jour et nuit.

C'est l'appui que vous avez apporté à la réorganisation interne du FIDA qui nous a rendus plus efficaces, plus efficaces, et capables d'apporter notre contribution aux ODD au cours des prochaines années.

C'est grâce à la prévoyance dont vous avez fait preuve en appuyant le nouveau modèle opérationnel du FIDA que nous avons accru notre présence dans les pays, avec déjà 40 bureaux de pays déjà en activité, et encore dix autres qui le seront bientôt.

Notre Cadre stratégique pour 2016-2025 prévoit une décentralisation encore plus poussée, de sorte que nos bureaux de pays desserviront, en fin de compte, la majorité de nos programmes et projets, en renforçant notre action sur le terrain et en nous rapprochant des personnes au service desquelles nous intervenons.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, ma formation est celle d'un scientifique. Les scientifiques croient que l'action doit être fondée sur des données concrètes. Toutefois, les agences et institutions de développement n'ont pas une grande tradition d'évaluation rigoureuse de l'impact.

C'est pourquoi le FIDA a investi, au cours des dernières années, dans l'élaboration d'une méthodologie pour l'évaluation de notre impact. Le FIDA est, je crois, le seul qui se soit engagé dans un exercice d'évaluation de l'impact d'une telle ampleur, et d'y être parvenu en seulement trois ans!

Cet exercice a eu pour résultat la création d'un outil de valeur mondiale fournissant un bien public, sous la forme de savoir. Et je suis heureux de dire que cet outil suscite déjà l'intérêt d'autres institutions financières et de développement internationales.

Nous pouvons aujourd'hui affirmer, avec quelque certitude, que l'approche du FIDA en matière de développement obtient des résultats solides, et que nombre des programmes et projets que nous appuyons ont un impact significatif sur le revenu, la résilience, la nutrition et l'autonomisation des femmes.

Et, il est important de le dire, la situation des participants aux projets est meilleure qu'elle ne l'aurait été en l'absence du FIDA.

Permettez-moi de citer quelques chiffres:

139 millions de personnes ont déjà bénéficié des projets lancés ou clôturés entre 2010 et 2015 – plus que la population du Japon!

Cinq millions d'hectares de terres sont maintenant, grâce aux projets conduits au cours de la même période, exploités avec des méthodes améliorées de gestion du sol et de l'environnement.

Le revenu agricole de 40 millions de femmes et d'hommes augmentera de manière significative grâce à nos projets en cours et aux nouveaux projets.

Nous pouvons être fiers de ces résultats! Et peu d'autres institutions peuvent se prévaloir de telles données, statistiquement solides et vérifiables.

Nous avons tiré un certain nombre d'enseignements importants dans l'élaboration de nos outils d'évaluation de l'impact, et notamment le fait que l'évaluation de l'impact sur la base d'un seul indicateur – comme le seuil de pauvreté – est imparfaite et inadaptée.

Les enseignements tirés sont maintenant mis en œuvre dans la conception des programmes afin d'améliorer notre efficacité en matière de développement – tout en nous permettant aussi d'évaluer l'impact de manière beaucoup plus rigoureuse.

En complément de l'initiative concernant l'évaluation de l'impact, le FIDA prépare également un Rapport sur le développement rural en vue d'acquérir une meilleure connaissance des facteurs auxquels on peut attribuer les réductions significatives de la pauvreté et de la sous-nutrition au cours des trois dernières décennies.

Les conclusions préliminaires montrent que ces améliorations sont le résultat d'une transformation rurale inclusive, et que l'augmentation de la productivité des petites exploitations familiales et des petites et moyennes entreprises rurales est fondamentale.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le FIDA a pris conscience, depuis quelques années, de ce que l'aide publique au développement (APD) ne serait que l'un des instruments de financement pour la période de l'après-2015. En conséquence, nous avons exploré, au cours des dernières années, de nouvelles possibilités de financement du développement.

Le Fonds fiduciaire espagnol a inclus notre premier prêt souverain. Parmi nos nouveaux outils de financement, le plus récent est le Cadre d'emprunt souverain, qui nous donne les moyens de mobiliser des ressources supplémentaires et de les gérer avec une plus grande souplesse. Il s'est déjà traduit par un accord de financement avec la Banque allemande de développement KfW.

Ces sources de financement innovantes permettront au FIDA de faire face à la demande accrue émanant de nos États membres, mais elles ne peuvent que compléter, et non pas remplacer, notre financement de base par les reconstitutions. Les contributions de nos États membres dans le cadre du cycle triennal de reconstitution demeureront la source principale des ressources de base du Fonds.

Je voudrais saisir cette occasion pour vous remercier, vous nos États membres qui avez donné si généreusement pour appuyer notre action.

C'est grâce à vous que la dixième reconstitution des ressources du FIDA a été la plus importante de son histoire. À ce jour, nous avons reçu des annonces de contributions provenant de 91 États membres. Le chiffre correspondant, pour la période de FIDA9, était de 79 États membres. J'encourage ceux qui n'ont pas encore fait d'annonce de contribution à le faire aujourd'hui.

C'est grâce à vous que notre programme de prêts et dons a dépassé la barre des 3 milliards d'USD et atteint, pour la période de FIDA9, le total de 3,09 milliards d'USD. Et c'est encore grâce à vous que le montant annuel des projets et des dons approuvés a atteint, en 2015, le chiffre record de 1,4 milliard d'USD.

C'est là un investissement d'importance pour les communautés rurales que nous servons.

Le résultat est que des millions de femmes et d'hommes ont désormais accès à des services financiers, bénéficient d'une formation aux techniques agricoles, à la gestion des ressources naturelles et à l'entrepreneuriat.

Et les femmes ne sont pas moins de 49%, et ce nombre ne fait que croître.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Les résultats dont je vous fais part aujourd'hui traduisent l'impact d'une transformation entreprise au FIDA il y a plusieurs années et qui donne à notre institution plus de souplesse et d'efficacité que jamais. Avec la réforme des ressources humaines, un meilleur modèle opérationnel, une présence accrue dans les pays, des outils de savoir améliorés et une plus grande variété d'instruments financiers, le FIDA est adapté à ses objectifs et prêt à jouer un rôle clé dans la réalisation des ODD.

Pour résumer:

premièrement, une réorganisation interne des processus, de la gestion et des ressources humaines, et une structure organisationnelle robuste qui permet au FIDA de jouer son rôle sans équivalent d'institution financière internationale et d'organisme de développement des Nations Unies;

deuxièmement, un nouveau modèle opérationnel ayant pour pivot un plan institutionnel de décentralisation;

troisièmement, une institution axée sur le savoir et réceptive au niveau planétaire – et dotée d'une culture d'évaluation rigoureuse de l'impact et de diffusion du savoir; et

quatrièmement, une refonte et un élargissement de notre modèle financier et de notre base de ressources par le biais d'instruments innovants pour une durabilité à long terme.

La mise en œuvre de ces changements a pris un certain nombre d'années, mais nous en cueillons aujourd'hui les fruits. Alors que vous allez entamer l'examen des questions à l'ordre du jour et prendre des décisions qui auront une incidence sur l'avenir de votre organisation, n'oublions pas que le développement n'est pas, non plus, une solution à court terme.

Il exige que l'on investisse du temps, du travail et de l'argent, jour après jour, semaine après semaine, mois après mois, jusqu'à ce que les changements soient solidement enracinés. Mais les rendements valent bien plus que l'effort.

C'est grâce à votre vision, vous nos États membres, et à votre appui sans faille – et au dévouement et à l'engagement de notre personnel et au soutien de nos familles – que nous sommes parvenus à changer la vie de millions de femmes, d'hommes et d'enfants dans le monde rural.

Avant de conclure, permettez-moi une fois encore d'attirer votre attention sur les enfants, les femmes et les hommes fuyant les conflits, la faim, l'inégalité, l'absence de dignité ou l'extrême pauvreté.

Leur nombre augmente. Rien qu'en Méditerranée, plus de 76 000 migrants et réfugiés ont atteint l'Europe par la mer au cours des six premières semaines de cette année. Près de dix fois plus que l'année précédente.

Le nombre des victimes a aussi augmenté. À ce jour, 409 personnes ont péri, alors que 69 personnes avaient perdu la vie au cours de la même période de 2015.

La plupart proviennent de pays déchirés par la guerre, mais ils sont aussi des dizaines de milliers qui ne viennent pas de zones de conflit. Mais qu'ils fuient des crises provoquées par les hommes ou des catastrophes naturelles, leur désespoir n'est que trop réel.

Écoutons les mots de la poétesse Warsan Shire:

"nul ne place son enfant à bord d'une barque  
à moins que l'eau ne soit plus sûre que la terre."

Cette année, plus que jamais, il est impératif que nous nous engagions à investir dans le développement à long terme.

Avec votre appui constant, le FIDA contribuera à l'édification d'un monde sans faim, d'un monde sans pauvreté, un monde de possibilités et de dignité; et un monde où la terre est toujours plus sûre que la mer.

Je vous remercie.

## Déclaration du Forum paysan

Nous, les délégués de la sixième réunion mondiale du Forum paysan, souhaitons porter à votre attention la déclaration suivante.

La session spéciale sur le pastoralisme a souligné le fait que le pastoralisme constituait le principal moyen de subsistance sur les terres agricoles marginales. Nous exhortons le FIDA à adopter une approche en matière d'orientation stratégique et d'investissements axée sur le pastoralisme, et à renforcer les capacités institutionnelles des organisations de pasteurs.

Sur la base d'une évaluation indépendante et des discussions tenues dans le cadre du Forum paysan, nous vous invitons à appuyer la mise en œuvre des recommandations suivantes:

Une évolution qualitative est nécessaire pour assurer un dialogue plus efficace entre les organisations de petits producteurs et le FIDA. Il est convenu que la réunion mondiale du Forum paysan aura lieu tous les quatre ans et que cinq forums régionaux seront organisés entre les réunions, en vue de décentraliser le processus. Il convient d'appuyer la mise en place d'espaces régionaux et nationaux qui respectent les principes de gouvernance et les processus du Forum paysan. Parallèlement au processus de concertation avec le FIDA, les organisations de petits producteurs continueront de se ménager des espaces autonomes.

Renforcer l'appui en faveur d'une analyse plus approfondie des programmes de pays et élaborer des stratégies au cas par cas quant à la façon d'assurer une participation adéquate des organisations de petits exploitants familiaux. Cela passe notamment par la mobilisation de ressources pour financer leur participation.

L'accroissement, l'expansion et le renforcement de programmes spécifiques pour les femmes, les jeunes, les petits pêcheurs, les pasteurs et les éleveurs de bétail (tel que recommandé lors des précédentes sessions spéciales du Forum paysan); ainsi que de programmes qui renforcent les capacités des petits exploitants comme le PAOPA et le MTCP.

Soutenir le renforcement des initiatives paysannes relatives à la production alimentaire agroécologique et à la maîtrise des semences et des races animales locales, qui constituent des approches clés et une réponse appropriée au changement climatique.

Renforcer les initiatives qui favorisent un accès sécurisé aux ressources naturelles et les réformes agraires, ainsi que les efforts visant à arrêter et prévenir l'accaparement des terres des petits exploitants et des éleveurs, en appuyant la mise en œuvre effective au niveau national des directives relatives à la gouvernance des régimes fonciers (VGGT) et le suivi de la CIRADR.

Continuer d'appuyer la mise en œuvre des directives relatives à la pêche artisanale et les adopter dans les organes du FIDA, conformément à ce qui avait été déclaré lors du Forum paysan de 2014.

Soutenir le développement de chaînes de valeur par les petits exploitants eux-mêmes, par le biais de la transformation et de la commercialisation de leurs propres produits, et réduire leur dépendance à l'égard des chaînes de valeur industrielles et des marchés et augmenter les bénéfices qui en sont tirés en assurant des investissements adéquats.

Nous encourageons le FIDA à renforcer les synergies avec d'autres organismes, en particulier la FAO, ainsi que son soutien à la mise en œuvre des décisions prises par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies.

Nous encourageons le FIDA à appuyer d'autres initiatives importantes pour les petits producteurs, telles que le Traité sur les violations des droits par les multinationales et une Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Nous attendons des gouvernements concernés qu'ils mettent en œuvre les mesures qui conviennent pour assurer la participation efficace et autonome des organisations de petits agriculteurs au processus du Forum paysan, ainsi qu'aux projets et aux programmes axés sur l'agriculture et l'alimentation appuyés par le FIDA.

La grande majorité des organisations de petits agriculteurs familiaux qui participent au Forum paysan s'engagent à poursuivre le processus de renforcement des différents espaces, du caractère inclusif et de l'efficacité du Forum paysan, ainsi que de notre espace autonome. Nous nous engageons à suivre, aux côtés du FIDA, la mise en œuvre des recommandations figurant dans cette déclaration devant le Conseil des gouverneurs du FIDA.

Discours de clôture du Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze, à la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,  
Mesdames et Messieurs,

Dans quelques minutes, notre Président, M. Dinesh Sharma, du Ministère des finances indien, clôturera cette trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Avant cela, je tiens à remercier notre Président, notre Bureau, nos Gouverneurs, nos invités d'honneur ainsi que les représentants des agriculteurs grâce à qui cette réunion restera gravée dans les mémoires.

Au début de la réunion, le Président Mattarella nous a rappelé que la faim et la pauvreté sont les principales causes de conflit et d'instabilité. Il nous a exhortés à lutter contre la faim et la pauvreté afin de rompre le cercle vicieux qui conduit à des situations d'urgence et à des catastrophes humanitaires.

Les paroles prononcées par le Président Mattarella nous rappellent que le monde entier ne fait qu'un et que nous sommes tous concernés – riches et pauvres, jeunes et moins jeunes, pays du Nord et pays du Sud.

Lors de la Table ronde des gouverneurs qui s'est déroulée hier, la question de l'inclusion a également été au cœur des débats. Les Gouverneurs se sont penchés sur les difficultés auxquelles sont confrontés les agriculteurs pauvres en termes d'accès à des services financiers lorsque les banques ne sont pas convaincues de la viabilité de leurs activités.

Les débats ont également porté sur l'importance que revêtent tant la fourniture d'un appui que l'instauration de partenariats pour renforcer la viabilité des petites exploitations agricoles. Nous avons vivement apprécié les commentaires et les nombreuses suggestions utiles que vous avez formulés en vue d'améliorer l'efficacité du FIDA dans ce domaine.

Dans le même ordre d'idées, la conférence-débat du secteur privé, qui s'est tenue hier, a souligné la nécessité de mettre en œuvre des initiatives audacieuses afin de faciliter l'accès des petits exploitants agricoles aux marchés. Tous les acteurs – gouvernement, secteur privé, institutions de financement telles que le FIDA, petites et moyennes entreprises et petits agriculteurs eux-mêmes – ont un rôle important à jouer.

Et, comme nous l'ont dit aujourd'hui les représentants des agriculteurs, le Forum a décidé d'être plus inclusif, ce qui passe par l'ouverture aux pasteurs et aux éleveurs. Par ailleurs, la plateforme de concertation sera davantage décentralisée, de manière à renforcer, sur le terrain, les liens avec les petits agriculteurs et les exploitants familiaux.

Au cours d'un discours passionné, Mo Ibrahim a insisté sur la nécessité d'accorder la priorité aux petits exploitants et de faire en sorte que les gouvernements renforcent l'accent mis sur l'agriculture.

Il a invité les gouvernements à ouvrir aux jeunes des perspectives dans l'agriculture afin qu'ils soient mieux à même de résister au danger de l'appel à l'extrémisme. "Sans travail, pas d'espoir", pour reprendre ses mots. Il nous a également rappelé que, bien qu'elles produisent 80% des aliments dans certaines zones d'Afrique, les femmes possèdent moins de 2% des terres.

Il a par ailleurs mis en demeure les gouvernements africains de tenir leurs engagements, à savoir accroître les investissements dans l'agriculture et améliorer la gouvernance afin de mettre en place un environnement commercial susceptible d'attirer les investisseurs.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie pour les déclarations que vous avez prononcées durant ce Conseil des gouverneurs. Soyez assurés que nous avons entendu vos messages, qui nous aideront à orienter l'action du FIDA dans les années à venir.

Nous sommes déterminés à faire notre part du travail s'agissant de mettre en œuvre le Programme 2030 et d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), et nous sommes convaincus que nous y parviendrons, certains de l'appui sans réserve et de la participation de tous nos États membres.

Si nous travaillons de concert pour atteindre les ODD, à commencer par l'éradication de la pauvreté et de la faim, je suis convaincu que nous pourrons une fois pour toutes rompre le cercle vicieux du désespoir.

Au cours des deux derniers jours, plusieurs États membres, notamment l'Angola, la Mongolie, l'Uruguay et la Nouvelle-Zélande, ont fait de nouvelles annonces de contribution généreuses. Je suis heureux de constater que 93 États ont déjà fait des annonces de contribution à FIDA10, contre 79 États à la même époque pour FIDA9.

Nous remercions tous les États membres qui ont contribué généreusement à FIDA10, manifestant ainsi leur confiance dans l'aptitude du FIDA à produire de bons résultats sur le terrain.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Vous êtes les ambassadeurs du FIDA dans vos capitales, et les principaux militants en faveur de la cause des enfants, des femmes et des hommes pauvres qui vivent en milieu rural.

Je suis sûr que, lorsque vous regagnerez vos pays respectifs, vous emporterez avec vous ce message de transformation du monde rural et du besoin urgent de construire un monde où la pauvreté et la faim n'ont pas leur place et où les populations rurales peuvent vivre dignement. Par ailleurs, je sais que vous ferez comprendre le rôle important que joue le FIDA s'agissant de mobiliser des fonds au profit de la transformation du monde rural, de partager ses savoirs et son expérience, et de défendre les populations rurales.

Je vous remercie pour la confiance que vous témoignez au FIDA et pour le soutien constant que vous lui offrez, et je souhaite bon voyage aux nombreuses personnes qui ont fait le déplacement depuis leur pays.

## Discours de clôture de M. Dinesh Sharma, président de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs les Délégués,  
Mesdames et Messieurs,

Cette trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs touche à sa fin, et c'est pour moi un privilège que de vous faire part de mes observations finales.

Cette année, le Conseil avait pour thème l'investissement inclusif, clé du développement durable dans le programme pour l'après-2015, et le rôle que continue à jouer le FIDA en faveur de l'éradication de la pauvreté et de la faim. Je suis heureux de constater que, alors que nous prenons les mesures nécessaires pour atteindre les Objectifs de développement durable, tous les Gouverneurs se sont engagés à ce que personne ne soit laissé pour compte.

### Discours liminaires et déclarations

Lors de la cérémonie d'ouverture, nous avons eu l'honneur d'accueillir Son Excellence Sergio Mattarella, Président de la République italienne, qui est aussi chez lui au siège du FIDA. Dans le discours qu'il a prononcé devant le Conseil des gouverneurs, le Président Mattarella a félicité tant le FIDA pour le rôle de premier plan qu'il joue en faveur d'une agriculture et d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durables, que le Président Nwanze pour son engagement constant et intense en faveur de l'amélioration des conditions de vie en milieu rural, où réside près de la moitié de la population mondiale. La plupart des populations rurales vivent dans la pauvreté, d'où l'importance cruciale d'investir en elles afin de renforcer leur résilience économique et d'améliorer leur sécurité alimentaire. Son Excellence Sergio Mattarella a réaffirmé l'importance que revêtent les Objectifs de développement durable ainsi que la nécessité de chercher à les atteindre ensemble. Le Président de la République italienne a par ailleurs réitéré l'engagement de l'Italie à offrir un appui au FIDA et aux autres organisations dans les efforts déployés afin de donner corps aux dits objectifs.

L'engagement et la détermination du FIDA, en sa qualité d'institution, à mener à bien sa mission, qui est d'investir dans les populations rurales, hommes et femmes, pour les libérer de la pauvreté, comme nous l'a illustré le Président du FIDA dans son fervent discours inaugural, nous donnent l'assurance que nos contributions sont utilisées de manière efficace et efficiente. Le Président Nwanze a mis l'accent sur l'ample portée de l'efficacité du développement rural, auquel le FIDA contribue en appuyant la finance rurale, l'accès aux marchés, les techniques et pratiques agricoles améliorées et en renforçant les organisations d'agriculteurs. Il a rappelé que l'action du FIDA avait déjà touché des millions de personnes grâce à la mobilisation de ressources par le biais de partenariats efficaces. Soulignant l'importance que revêtent les petits agriculteurs, le Président a promis que le FIDA continuerait d'œuvrer activement aux côtés des populations rurales, femmes, hommes et jeunes, tant dans le cadre de ses projets et programmes que par le biais d'activités intensives de plaidoyer à tous les niveaux. En particulier, le FIDA continuera d'être pour les petits agriculteurs un porte-parole solide et efficace sur la scène internationale.

Je suis convaincu que, nous aussi, en notre qualité de Gouverneurs, fournirons l'assurance de notre engagement constant en apportant des ressources sous la forme de contributions et sous d'autres formes, si cela est nécessaire et possible. Ensemble, nous pouvons et nous devons éradiquer la pauvreté et la faim.

Au cours de ces deux derniers jours, nous avons eu l'occasion d'écouter un grand nombre de déclarations fort intéressantes prononcées par des Gouverneurs du FIDA, affirmant l'importance que les États membres et la communauté internationale accordent à l'action du Fonds et renouvelant notre engagement en faveur d'une agriculture paysanne durable, afin de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'échelle mondiale.

Cette année, la Table ronde des Gouverneurs, événement interactif et novateur, avait pour thème central "Mobiliser des financements en faveur de l'agriculture paysanne". Les Gouverneurs ont ainsi eu l'occasion de débattre, sincèrement et en toute transparence, d'un sujet très important pour l'avenir de l'agriculture paysanne.

Cette question était également au centre de la conférence-débat de haut niveau sur le thème "Stimuler l'initiative privée". Des représentants du secteur privé ont pris part à un débat extrêmement constructif et ont présenté des propositions très intéressantes sur la manière dont nous pouvons mobiliser auprès du secteur privé un soutien accru pour, ensemble, mettre en œuvre et atteindre les Objectifs de développement durable.

Ce matin, M. Mohamed Ibrahim, Fondateur et Président de la Fondation Mo Ibrahim, nous a honoré de sa présence. Dans le cadre de la série de conférences du FIDA de cette année, il nous a fait part de sa précieuse expérience et des activités menées par sa fondation. Je suis certain que mes collègues se joignent à moi pour dire que la présence de M. Ibrahim à cette session du Conseil des gouverneurs a été pour nous un grand honneur.

Cette année, le thème central des Récits recueillis sur le terrain portait sur les investissements innovants pour une transformation du monde rural. Nous avons également eu un entretien très enrichissant avec Mme Ismahane Elouafi, Directrice générale du Centre international d'agriculture biosaline (ICBA), qui a mis en lumière l'importance que revêtent la recherche appliquée, les technologies et les partenariats avec des institutions de savoirs. Tout cela nous a permis d'être informés, dans le détail, des succès obtenus à la suite de l'adoption d'innovations dans le cadre des projets du FIDA et d'explorer les spécificités géographiques de l'engagement du FIDA dans le monde entier.

#### Activités officielles du Conseil des gouverneurs – Décisions et délibérations

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs les Délégués,

Concernant les points inscrits à l'ordre du jour de cette session, le Conseil a pu examiner un rapport sur l'état des contributions à la dixième reconstitution des ressources du FIDA et en prendre acte.

Il a approuvé les états financiers faisant apparaître la situation financière du FIDA au 31 décembre 2014 et les résultats de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, et le rapport y relatif du Commissaire aux comptes ainsi que l'attestation de ce dernier sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.

Sur recommandation du Conseil d'administration, le Conseil des gouverneurs a approuvé:

- le budget administratif du FIDA pour 2016, composé du budget ordinaire à hauteur de 146,71 millions d'USD et du budget d'investissement à hauteur de 2,4 millions d'USD;
- le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2016 à hauteur de 5,67 millions d'USD.

Le Conseil des gouverneurs a pris note du rapport de situation sur la participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés ainsi que du rapport de situation sur la mise en œuvre du Système d'allocation fondé sur la performance.

Il a également pris note du rapport final sur l'hébergement du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Les Gouverneurs ont adopté une résolution sur le rétablissement du Comité des émoluments, notant et confirmant la composition initiale proposée sur la base des discussions préliminaires, à savoir qu'ont été nommés comme membres du Comité des émoluments l'Allemagne, le Canada, la Finlande et l'Italie pour la Liste A; le Venezuela et le Gabon pour la Liste B; et, pour la Liste C, le Libéria pour la Sous-liste C1, le Pakistan pour la Sous-liste C2 et le Brésil pour la Sous-liste C3.

Enfin, nous avons pu nous féliciter des informations actualisées sur le Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance qui nous ont été communiquées par le président du groupe, et avons pris acte des progrès remarquables accomplis à ce jour dans l'examen des questions relatives au système de listes et aux cycles de reconstitution. Nous attendons avec impatience le rapport qui sera présenté en 2017, lors de la prochaine session du Conseil des gouverneurs.

Nous avons écouté avec intérêt la déclaration sur la sixième réunion mondiale du Forum paysan, qui s'est tenue en marge de cette session du Conseil des gouverneurs.

### Conclusion

Mesdames et Messieurs les Délégués,

Je voudrais exprimer mes remerciements à chacun d'entre vous, ainsi qu'à mes collègues membres du Bureau. Je suis sûr de me faire leur porte-parole en vous remerciant de la confiance que vous nous avez témoignée en nous élisant au Bureau du Conseil des gouverneurs. Nos remerciements vont également au personnel du FIDA, dont les compétences en termes de programmation et d'organisation de cette conférence sont remarquables. Comme toujours, je tiens à remercier tout particulièrement le Secrétaire du FIDA et son personnel, les interprètes, le personnel technique et, bien entendu, les messagers, dont l'efficacité a fait de cette session un succès.

Félicitations pour être parvenus à mener à terme un programme très chargé mais excitant et stimulant. Nous avons mené à bien les activités pour lesquelles nous étions ici réunis, et je suis convaincu que notre contribution permettra au Fonds de continuer à s'acquitter sans entrave de son mandat. En revenant dans nos capitales, chacun de nous emportera avec soi une foule de souvenirs de cette session, de nouveaux réseaux d'amis, l'inspiration nécessaire pour poursuivre sa mission et le désir de revenir l'année prochaine.

Je déclare maintenant close la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.



Investing in rural people  
 Investir dans les populations rurales  
 Invertir en la población rural  
 الاستثمار في السكان الريفيين

## المندوبون في الدورة التاسعة والثلاثين لمجلس المحافظين

Delegations at the thirty-ninth session  
 of the Governing Council

Délégations de la trente-neuvième  
 session du Conseil des Gouverneurs

Delegaciones del 39º período de  
 sesiones del Consejo de Gobernadores

رئيس المجلس:

Chairperson: Dinesh Sharma (India)  
 Président:  
 Presidente:

: رئيس

Vice-Chairpersons: Elina Kalkku (Finland)  
 Vice-Présidents: Andin Hadiyanto (Indonesia)  
 Vicepresidentes:

Governing Council — Thirty-ninth Session  
 Rome, 17-18 February 2016

---

For: Information

## الدول الأعضاء

MEMBER STATES

ÉTATS MEMBRES

ESTADOS MIEMBROS

## AFGHANISTAN

Abdul Razak AYAZI  
Agricultural Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Islamic Republic of Afghanistan  
to IFAD  
Rome

Mohd Hamed KHURASANI  
Third Secretary (Multilateral Affairs)  
Alternate Permanent Representative  
of the Islamic Republic of Afghanistan  
to IFAD  
Rome

## ALGERIA

Gouverneur suppléant

Rachid MARIF  
Ambassadeur  
Représentant permanent de la  
République algérienne démocratique  
et populaire auprès des organisations  
spécialisées des Nations Unies  
Rome

Skander MEKERSI  
Directeur de la programmation, des  
investissements et des études économiques  
Ministère de l'agriculture, du développement  
rural et de la pêche  
Alger

---

: في كل مرة تظهر إشارة ( ) في القائمة، فهي تعني أن التفويض لهذه الدورة فقط.

Note: The lozenge symbol ( ) indicates that the accreditation is for this session only.

Note: Le losange ( ) signifie que l'accréditation concerne uniquement la présente session.

Nota: Donde quiera que figure un rombo ( ) en la lista, significa que la acreditación es sólo para esta sesión.

## ALGERIA (cont'd)

Belgaid BELGACEM  
Directeur des affaires économiques et  
financiarise internationales  
Ministère des affaires étrangères  
Alger

Saida ZOUGGAR  
Chargée d'études et de synthèse  
Ministère de l'agriculture, du développement  
rural et de la pêche  
Alger

Mohamed MELLAH  
Ministre Plénipotentiaire  
Représentant permanent suppléant de  
la République algérienne démocratique  
et populaire auprès des organisations  
spécialisées des Nations Unies  
Rome

Abdenmour GOUGAM  
Secrétaire des affaires étrangères  
Ambassade de la République  
algérienne démocratique  
et populaire  
Rome

## ANGOLA

Gouverneur suppléant

Florêncio Mariano DA CONCEIÇÃO DE ALMEIDA  
Ambassadeur  
Représentant permanent de  
la République d'Angola  
auprès du FIDA  
Rome

Carlos Alberto AMARAL  
Ministre Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République d'Angola  
auprès du FIDA  
Rome

Angelo RAFAEL  
Conseiller  
Ambassade de la République d'Angola  
Rome

## ANGOLA (cont'd)

Klaus Benvindo Raul SEBASTIAO  
Chef du Protocole  
Ambassade de la République d'Angola  
Rome

## ARGENTINA

Gobernador

Claudio Javier ROZENCWAIG  
Embajador  
Representante Permanente de  
la República Argentina ante  
la FAO, el FIDA y el PMA  
Roma

Gladys LIOTTI  
Directora de Proyectos Bilaterales  
Ministerio de Hacienda y Finanzas Públicas  
Buenos Aires

Nazareno Cruz MONTANI CAZABAT  
Secretario  
Representante Permanente Alterno  
de la República Argentina ante  
la FAO, el FIDA y el PMA  
Roma

## AUSTRIA

Governor

Seena GARCIA  
Advisor  
International Financial Institutions  
Federal Ministry of Finance  
Vienna

## BANGLADESH

Begum Matia CHOWDHURY  
Minister for Agriculture  
Dhaka

Mohammed Shahdat HOSSAIN  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
People's Republic of Bangladesh  
to IFAD  
Rome

Mahmuda BEGUM  
Additional Secretary  
Economic Relations Division  
Ministry of Finance  
Dhaka

## BANGLADESH (cont'd)

Md. Mafizur RAHMAN  
Economic Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the People's Republic of Bangladesh  
to IFAD  
Rome

Mohammad SHAHJALAL  
Private Secretary to the  
Minister for Agriculture  
Dhaka

## BELGIUM

Gouverneur

Guy BERINGHS  
Ministre Plénipotentiaire  
Représentant permanent adjoint de  
la Belgique auprès des organisations  
spécialisées des Nations Unies  
Rome

## BENIN

Gouverneur suppléant

Rosemonde DEFFON YAKOUBOU  
Ambassadeur  
Représentant permanent de  
la République du Bénin  
auprès du FIDA  
Rome

Conseiller

Emilienne AGOSSA ASSONGBA  
Attachée  
Ambassade de la République du Bénin  
Rome

## BHUTAN

Tenzin DHENDUP  
Secretary  
Ministry of Agriculture and Forests  
Thimphu

Tashi YANGZOM  
Senior Planning Officer  
Policy and Planning Division  
Ministry of Agriculture and Forests  
Thimphu

## BOLIVIA (PLURINATIONAL STATE OF)

Gobernador	Luis SANCHEZ-GOMEZ CUQUERELLA Consejero Encargado de Negocios, a.i. Embajada del Estado Plurinacional de Bolivia Roma
Gobernador Suplente	Roxana OLLER CATOIRA Segundo Secretario Representante Permanente Alterno del Estado Plurinacional de Bolivia ante el FIDA Roma
Asesor	Maria Eugenia GAZAUI Asistente Embajada del Estado Plurinacional de Bolivia Roma

## BOSNIA AND HERZEGOVINA

Governor	Željana ZOVKO Ambassador Permanent Representative of Bosnia and Herzegovina to IFAD Rome
Alternate Governor	Vesela PLANINIC Minister Counsellor Alternate Permanent Representative of Bosnia and Herzegovina to IFAD Rome

## BOTSWANA

Governor	Kgotla K. AUTLWETSE Assistant Minister for Agriculture Gaborone
	Galeitsiwe Taelo RAMOKAPANE Director Crop Production and Forestry Department Ministry of Agriculture Gaborone

## BOTSWANA (cont'd)

Michael MANOWE  
 Agricultural Attaché  
 Permanent Mission of the  
 Republic of Botswana to the  
 United Nations Office and other  
 International Organizations  
 Geneva

## BRAZIL

Alternate Governor

Maria Laura DA ROCHA  
 Ambassador  
 Permanent Representative of  
 the Federative Republic of Brazil  
 to the United Nations Food and  
 Agriculture Agencies  
 Rome

Adviser

Antonio Otávio SÁ RICARTE  
 Minister Counsellor  
 Deputy Permanent Representative  
 of the Federative Republic of Brazil  
 to the United Nations Food and  
 Agriculture Agencies  
 Rome

Adviser

Gianina Muller POZZEBON  
 Third Secretary  
 Alternate Permanent Representative  
 of the Federative Republic of Brazil  
 to the United Nations Food and  
 Agriculture Agencies  
 Rome

## BURKINA FASO

Gouverneur

Jacob OUEDRAOGO  
 Ministre de l'agriculture et  
 des aménagements hydrauliques  
 Ouagadougou

Raymond BALIMA  
 Ambassadeur  
 Représentant permanent  
 du Burkina Faso auprès  
 du FIDA  
 Rome

Robert OUEDRAOGO  
 Secrétaire général  
 Ministère de l'agriculture et  
 des aménagements hydrauliques  
 Ouagadougou

## BURKINA FASO (cont'd)

Salam KAFANDO  
Directeur de la coopération multilatérale  
Ministère de l'économie et des finances  
Ouagadougou

Alice Gisèle SIDIBE ANAGO  
Conseillère agricole  
Représentante permanente adjointe  
du Burkina Faso auprès du FIDA  
Rome

## BURUNDI

Gouverneur suppléant

Déo Guide RUREMA  
Ministre de l'agriculture et de l'élevage  
Bujumbura

Marie Salomé NDABAHARIYE  
Secrétaire permanent  
Ministère des finances, du budget  
et de la privatisation  
Bujumbura

Justine NISUBIRE  
Ambassadeur  
Représentant permanent de  
la République du Burundi  
auprès du FIDA  
Rome

## CABO VERDE

Gouverneur

Manuel AMANTE DA ROSA  
Ambassadeur  
Représentant permanent de  
la République de Cabo Verde auprès  
des organisations spécialisées  
des Nations Unies  
Rome

Gouverneur suppléant

Sónia Cristina MARTINS  
Conseiller  
Représentant permanent adjoint de  
la République de Cabo Verde auprès  
des organisations spécialisées  
des Nations Unies  
Rome

## CAMBODIA

Mam AMNOT  
 Secretary of State  
 Director of Project of Agricultural Development  
 and Economic Empowerment (PADEE)  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 Phnom Penh

Hok KIMTHOURN  
 Manager of Agriculture Services  
 Programme for Innovation, Resilience  
 and Extension (ASPIRE)  
 Secretariat Support Team  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 Phnom Penh

Meas Sam AN  
 Deputy Chief  
 Office of Multilateral Cooperation 2  
 Cooperation and Debt Management Department  
 General Department of Budget  
 Ministry of Economy and Finance  
 Phnom Penh

Say PRUMNY  
 Official  
 Agricultural Information and  
 Documentation Center  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 Phnom Penh

## CAMEROON

Gouverneur

Clémentine ANANGA MESSINA  
 Ministre déléguée auprès du  
 Ministre de l'agriculture et du  
 développement rural  
 Yaoundé

Gouverneur suppléant

Dominique AWONO ESSAMA  
 Ambassadeur  
 Représentant permanent de  
 la République du Cameroun  
 auprès du FIDA  
 Rome

Conseiller

Médi MOUNGUI  
 Deuxième Conseiller  
 Représentant permanent adjoint  
 de la République du Cameroun  
 auprès du FIDA  
 Rome

## CAMEROON (cont'd)

Conseiller

Patrick MVONDO NNA  
Directeur des études, des programmes  
et de la coopération  
Ministère de l'agriculture et du  
développement rural  
Yaoundé

## CANADA

Governor

Peter McGOVERN  
Ambassador  
Permanent Representative  
of Canada to the United Nations  
Food and Agricultural Agencies  
Rome

Karen GARNER  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of Canada to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

David CUMING  
Advisor  
Permanent Mission of Canada  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Louise Antoinette NGOZO NEE KIRIMAT  
Conseiller  
Ambassade de la République centrafricaine  
Paris

## CHILE

Gobernador

Luis Fernando AYALA GONZÁLEZ  
Embajador  
Representante Permanente de  
la República de Chile  
ante el FIDA  
Roma

Asesor

Alejandra GUERRA  
Consejera  
Representante Permanente Alternativa  
de la República de Chile  
ante el FIDA  
Roma

## CHILE (cont'd)

Asesor

Margarita VIGNEAUX  
Asesora  
Embajada de la República de Chile  
Roma

## CHINA

Alternate Governor

YANG Shaolin  
Director-General  
Department of International Economic  
and Financial Co-operation  
Ministry of Finance  
Beijing

PENG Zhengyuan  
Director  
IFI Division IV  
International Department  
Ministry of Finance  
Beijing

LI Rui  
Deputy Director  
IFI Division III  
International Department  
Ministry of Finance  
Beijing

NIU Dun  
Ambassador  
Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

ZHANG Zhengwei  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

WANG Rui  
Second Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## CHINA (cont'd)

XU Yubo  
 Second Secretary  
 Alternate Permanent Representative  
 of the People's Republic of China  
 to the United Nations Food and  
 Agriculture Agencies  
 Rome

DANG Libin  
 Third Secretary  
 Alternate Permanent Representative  
 of the People's Republic of China  
 to the United Nations Food and  
 Agriculture Agencies  
 Rome

## COLOMBIA

Gobernador

Juan Sebastián BETANCUR ESCOBAR  
 Embajador  
 Representante Permanente de  
 la República de Colombia  
 ante el FIDA  
 Roma

Asesor

Juan Carlos SARMIENTO UMBARILA  
 Ministro Consejero  
 Representante Permanente Adjunto  
 de la República de Colombia  
 ante el FIDA  
 Roma

Asesor

Felipe STEINER FRASER  
 Primer Secretario  
 Representante Permanente Alterno  
 de la República de Colombia  
 ante el FIDA  
 Roma

## CONGO

Conseiller

Marc MANKOUSSOU  
 Conseiller  
 Représentant permanent suppléant  
 de la République du Congo  
 auprès du FIDA  
 Rome

Conseiller

David MASSAMBA  
 Premier Secrétaire  
 Ambassade de la République du Congo  
 Rome

## COSTA RICA

Gobernador

Marco Vinicio VARGAS PEREIRA  
Embajador  
Representante Permanente  
de Costa Rica ante la FAO,  
el FIDA y el PMA  
Roma

Gobernador Suplente

Miguel Ángel OBREGÓN LÓPEZ  
Ministro Consejero  
Representante Permanente Adjunto  
de Costa Rica ante la FAO,  
el FIDA y el PMA  
Roma

Asesor

Luis Fernando CECILIANO PIEDRA  
Consejero  
Representante Permanente Alterno  
de Costa Rica ante la FAO,  
el FIDA y el PMA  
Roma

Asesor

Pablo José INNECKEN ZUÑIGA  
Segundo Secretario  
Representante Permanente Alterno  
de Costa Rica ante la FAO,  
el FIDA y el PMA  
Roma

Asesor

Francesca De CRISTOFARO  
Asistente  
Misión Permanente de Costa Rica  
ante la FAO, el FIDA y el PMA  
Roma

Asesor

Alessio LATORRACA  
Asistente  
Misión Permanente de Costa Rica  
ante la FAO, el FIDA y el PMA  
Roma

## CÔTE D'IVOIRE

Gouverneur suppléant

Janine TAGLIANTE-SARACINO  
Ambassadeur  
Représentant permanent de la  
République de Côte d'Ivoire  
auprès du FIDA  
Rome

## CÔTE D'IVOIRE (cont'd)

Conseiller	Seydou CISSÉ Conseiller Représentant permanent adjoint de la République de Côte d'Ivoire auprès du FIDA Rome
Conseiller	Kouame KANGA Conseiller Représentant permanent adjoint de la République de Côte d'Ivoire auprès du FIDA Rome
Conseiller	Wroly Danielle SEPE NEE SERY Conseillère Représentante permanente suppléante de la République de Côte d'Ivoire auprès du FIDA Rome
CROATIA	
Governor	Ilija ŽELALI Minister Counsellor Deputy Chief of Mission Embassy of the Republic of Croatia Rome
Adviser	Gabriella MAR ELJA Executive Assistant to the Deputy Chief of Mission Economic Section and Multilateral Cooperation Embassy of the Republic of Croatia Rome
CUBA	
Gobernador	Gustavo RODRÍGUEZ ROLLERO Ministro de Agricultura La Habana
Gobernador Suplente	Alba Beatriz SOTO PIMENTEL Embajadora Representante Permanente de la República de Cuba ante el FIDA Roma
Asesor	Moraima CÉSPEDES Directora General de Relaciones Internacionales Ministerio de Agricultura La Habana

## CUBA (cont'd)

Asesor  
 Silvia María ÁLVAREZ ROSSELL  
 Primer Secretario  
 Representante Permanente Adjunto  
 de la República de Cuba ante el FIDA  
 Roma

Asesor  
 Luís Alberto MARÍN LLANES  
 Tercer Secretario  
 Representante Permanente Alterno  
 de la República de Cuba ante el FIDA  
 Roma

Asesor  
 Rebeca CUTIÉ CANCINO  
 Funcionaria  
 Ministerio de Comercio Exterior y  
 la Inversión Extranjera  
 La Habana

## CYPRUS

Governor  
 George F. POULIDES  
 Ambassador  
 Permanent Representative  
 of the Republic of Cyprus  
 to the United Nations Food  
 and Agriculture Agencies  
 Rome

Alternate Governor  
 Spyridon ELLINAS  
 Agricultural Attaché  
 Alternate Permanent Representative  
 of the Republic of Cyprus to the  
 United Nations Food and  
 Agriculture Agencies  
 Rome

## DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA

Governor  
 KIM Chun Guk  
 Ambassador  
 Permanent Representative of the  
 Democratic People's Republic  
 of Korea to IFAD  
 Rome

Adviser  
 Rim Song CHOL  
 Counsellor  
 Deputy Permanent Representative  
 of the Democratic People's Republic  
 of Korea to IFAD  
 Rome

## DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA (cont'd)

Adviser KIM Jong Hyok  
Second Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Democratic People's Republic  
of Korea to IFAD  
Rome

## DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO

Gouverneur Emile Christophe MOTA NDONGO  
Ministre de l'agriculture, de la pêche et l'élevage  
Kinshasa

Gouverneur suppléant Hubert ALI RAMAZANI  
Secrétaire général à l'agriculture,  
de la pêche et l'élevage  
Kinshasa

Conseiller John BANZA LUNDA  
Conseiller chargé de Partenariat  
Ministère de l'agriculture, de la pêche  
et l'élevage  
Kinshasa

Conseiller Placide GUWENDA-a-MUKELANGE  
Administrateur des Projets FIDA  
Ministère de l'agriculture, de la pêche  
et l'élevage  
Kinshasa

Conseiller Bob MOTA CLAUDE  
Secrétaire particulier du Ministre  
de l'agriculture, de la pêche et l'élevage  
Kinshasa

Conseiller Albert TSHISELEKA FELHA  
Ambassadeur  
Représentant permanent de  
la République démocratique  
du Congo auprès du FIDA  
Rome

Conseiller Didance ILUNGA LONGO BIN KASULA  
Ministre Conseiller  
Ambassade de la République  
démocratique du Congo  
Rome

Conseiller Maurice PHOBA  
Chef du Protocol  
Ambassade de la République  
démocratique du Congo  
Rome

## DENMARK

Alternate Governor

Vibeke Gram MORTENSEN  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative of  
the Kingdom of Denmark to IFAD  
Rome

## DJI BOUTI

Gouverneur

Ahmed Darar DJIBRIL  
Directeur de la pêche  
Ministère de l'agriculture,  
de la pêche, de l'élevage et  
des ressources halieutiques  
Djibouti

Djama Mahamoud DOUALEH  
Conseiller technique au Cabinet du  
Ministre de l'agriculture,  
de la pêche, de l'élevage et  
des ressources halieutiques  
Djibouti

## DOMI N I C A N R E P U B L I C

Gobernador

Antonio VARGAS HERNÁNDEZ  
Ordenador Nacional de los Fondos Europeos y  
Director General de Cooperación Multilateral  
Ministerio de Economía, Planificación y Desarrollo  
Santo Domingo

Asesor

Mario ARVELO CAAMAÑO  
Embajador  
Representante Permanente de  
la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

Asesor

Julia VICIOSO VARELAS  
Ministra Consejera  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

Asesor

Rawell TAVERAS ARBAJE  
Consejero  
Representante Permanente Alternativo  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

## DOMINICAN REPUBLIC (cont'd)

Asesor

Liudmilla KUZMICHEVA  
Consejera  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

Asesor

María Cristina LAUREANO PEÑA  
Primera Secretaria  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

## ECUADOR

Gobernador Suplente

Javier PONCE CEVALLOS  
Ministro de Agricultura, Ganadería,  
Acuicultura y Pesca  
Quito

Juan Fernando HOLGUÍN FLORES  
Embajador  
Representante Permanente  
de la República del Ecuador  
ante los Organismos de las  
Naciones Unidas  
Roma

Liseth MOREIRA IZURIETA  
Directora de Pre inversión y Cooperación  
Nacional e Internacional  
Ministerio de Agricultura, Ganadería,  
Acuicultura y Pesca  
Quito

José Antonio CARRANZA BARONA  
Consejero  
Representante Permanente Alternativo  
de la República del Ecuador  
ante los Organismos de las  
Naciones Unidas  
Roma

Nelson David TROYA ESQUIVEL  
Tercer Secretario  
Representante Permanente Alternativo  
de la República del Ecuador  
ante los Organismos de las  
Naciones Unidas  
Roma

## EGYPT

Governor

Essam Osman FAYED  
Minister for Agriculture and Land Reclamation  
Cairo

Alternate Governor

Amr Mostafa Kamal HELMY  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Arab Republic of Egypt to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Dina EL KISHIN  
Supervisor of Foreign Agricultural Affairs  
Ministry of Agriculture and Land Reclamation  
Cairo

Abdelbaset Ahmed Aly SHALABY  
Agricultural Counsellor  
Deputy Permanent Representative of  
the Arab Republic of Egypt to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Sayyed HUSSEIN  
Adviser to the Minister for Agriculture  
and Land Reclamation  
Cairo

Khaled M. S. H. EL TAWEEL  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Arab Republic of Egypt to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Anas S.A. SHADI  
Second Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Arab Republic of Egypt to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## EL SALVADOR

Gobernador

Sandra Elizabeth ALAS GUIDOS  
Embajadora-designada de la  
República de El Salvador ante  
el Gobierno Italiano  
Roma

## EL SALVADOR (cont'd)

Gobernador Suplente

María Eulalia JIMÉNEZ ZEPEDA  
 Ministra Consejera  
 Representante Permanente Adjunta  
 de la República de El Salvador  
 ante el FIDA  
 Roma

## EQUATORIAL GUINEA

Gobernador

Francisco MBA OLO BAHAMONDE  
 Ministro de Agricultura y Bosques  
 Malabo

Crisantos OBAMA ONDO  
 Embajador  
 Representante Permanente de la  
 República de Guinea Ecuatorial  
 ante los Organismos de las  
 Naciones Unidas  
 Roma

Mateo NSOGO NGUERE MICUE  
 Funcionario Administrativo  
 Misión Permanente de Guinea  
 Ecuatorial ante los Organismos  
 de las Naciones Unidas  
 Roma

Gabriel Martín ESONO NDONG MICHA  
 Director General de Ganadería  
 Ministerio de Agricultura y Bosques  
 Malabo

Mercedes SERICHE WIABUA  
 Segunda Secretaria  
 Representante Permanente Alternativa  
 de la República de Guinea Ecuatorial  
 ante los Organismos de las  
 Naciones Unidas  
 Roma

## ERITREA

Alternate Governor

Fessahazion PIETROS  
 Ambassador  
 Permanent Representative  
 of the State of Eritrea  
 to IFAD  
 Rome

## ERITREA (cont'd)

Yohannes TENSUE  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the State of Eritrea to IFAD  
Rome

## ESTONIA

Alternate Governor

Siim TIIDEMANN  
Minister Counsellor  
Permanent Representative of  
the Republic of Estonia to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Adviser

Kai KASENURM  
Chief Specialist  
Foreign Affairs Department  
Ministry of Rural Affairs  
Tallinn

## ETHIOPIA

Alternate Governor

Gessese MULUGETA ALEMSEGED  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
Federal Democratic Republic  
of Ethiopia to IFAD  
Rome

Abreha Ghebrai ASEFFA  
Minister Plenipotentiary  
Deputy Permanent Representative  
of the Federal Democratic Republic  
of Ethiopia to IFAD  
Rome

Tarkegn Tsigie HAILE  
Minister Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Federal Democratic Republic  
of Ethiopia to IFAD  
Rome

## FIJI

Alternate Governor

Joeli CAWAKI  
Assistant Minister for Agriculture, Rural  
and Maritime Development and  
National Disaster Management  
Suva

## FIJI (cont'd)

Deo SARAN  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Republic of Fiji to IFAD  
Brussels

Mesake LEDUA  
First Secretary  
Embassy of the Republic of Fiji  
Brussels

## FINLAND

Governor

Elina KALKKU  
Under-Secretary of State  
Development Policy and Co-operation  
Ministry of Foreign Affairs  
Helsinki

Alternate Governor

Laura TORVINEN  
Director  
Unit for Development Financing Institutions  
Department for Development Policy  
Ministry of Foreign Affairs  
Helsinki

Adviser

Anna GEBREMEDHIN  
Minister Counsellor  
Permanent Representative  
of the Republic of Finland  
to the United Nations Food  
and Agriculture Agencies  
Rome

Adviser

Pekka HIRVONEN  
First Secretary  
Unit for Development Financing Institutions  
Department for Development Policy  
Ministry of Foreign Affairs  
Helsinki

Adviser

Tanja RAJAMÄKI  
Programme Officer  
Embassy of the Republic of Finland  
Rome

Adviser

Markus SILVENNOINEN  
Intern  
Embassy of the Republic of Finland  
Rome

## FRANCE

Gouverneur

May GICQUEL  
Chef du Bureau de l'aide au  
développement et des institutions  
multilatérales de développement  
Direction générale du Trésor  
Ministère des finances et  
des comptes publics  
Paris

Martin LANDAIS  
Conseiller économique  
Adjoint au Chef du service économique régional  
Ambassade de France  
Rome

Donatienne HISSARD  
Conseillère  
Représentante permanente adjointe  
de la République française  
auprès de l'OAA, PAM et FIDA  
Rome

Bruno MENAT  
Adjoint au Chef du Bureau de l'aide au  
développement et des institutions  
multilatérales de développement  
Direction générale du Trésor  
Ministère des finances et  
des comptes publics  
Paris

Marlène PRA  
Chargée de mission  
Représentation permanente de la  
République française auprès de  
l'OAA, PAM et FIDA  
Rome

## GABON

Gouverneur

Mathieu MBOUMBA NZIENGUI  
Ministre d'Etat  
Ministre de l'agriculture et  
de l'entrepreneuriat agricole, chargé  
de la mise en œuvre du Programme Graine  
Libreville

Gouverneur suppléant

Charles ESSONGHÉ  
Ambassadeur  
Représentant permanent de  
la République gabonaise  
auprès du FIDA  
Rome

## GABON (cont'd)

Clarisse PONGA SIENO LINGOMBE  
Directrice général du développement rural  
Ministère de l'agriculture et de l'entrepreneuriat  
agricole, chargé de la mise en œuvre du  
Programme Graine  
Libreville

Pascal ASSAMI  
Directeur général adjoint de la dette  
Ministère du développement durable,  
de l'économie, de la promotion des  
avertissements et de la prospective  
Libreville

Nicole Jeanine Lydie MBOU  
Directrice de la négociation et  
du suivi des mobilisations  
Ministère du développement durable,  
de l'économie, de la promotion des  
avertissements et de la prospective  
Libreville

Pauline Edwige ETOUGHE NYINZE  
Chef de Service des emprunts  
bilatéraux et multilatéraux  
Ministère du développement durable,  
de l'économie, de la promotion des  
avertissements et de la prospective  
Libreville

Félicité DJOUAH  
Conseiller  
Ambassade de la République gabonaise  
Rome

## GAMBIA (THE)

Sheriffo BOJANG  
Deputy Minister for Agriculture  
Banjul

## GEORGIA

Governor

Otar DANELIA  
Minister for Agriculture  
Tbilisi

Levan DAVITASHVILI  
Deputy Minister for Agriculture  
Tbilisi

## GEORGIA (cont'd)

Khatia TSILOSANI  
 Head of International Relations Department  
 Ministry of Agriculture  
 Tbilisi

Nana CHINCHILAKASHVILI  
 Deputy Head of Public Relations Department  
 Ministry of Agriculture  
 Tbilisi

## Alternate Governor

Karlo SIKHARULIDZE  
 Ambassador  
 Permanent Representative  
 of Georgia to IFAD  
 Rome

Zaal MARGVELASHVILI  
 Senior Counsellor  
 Alternate Permanent Representative  
 of Georgia to IFAD  
 Rome

Davit BAZERASHVILI  
 Counsellor  
 Alternate Permanent Representative  
 of Georgia to IFAD  
 Rome

## GERMANY

## Governor

Peter FAILER  
 Director-General  
 International Development Policy  
 Federal Ministry of Economic  
 Cooperation and Development  
 Berlin

Hinrich THÖLKEN  
 Ambassador  
 Permanent Representative of the  
 Federal Republic of Germany to FAO and  
 the other International Organizations  
 Rome

Rolf-Dieter DRESCHER  
 Head of Division  
 Regional Development Banks and Funds  
 Federal Ministry of Economic  
 Cooperation and Development  
 Berlin

## GERMANY (cont'd)

Otmar GREIFF  
Minister Counsellor  
Alternate Permanent Representative of the  
Federal Republic of Germany to FAO and  
the other International Organizations  
Rome

Christina FROSCHAUER  
Intern  
Permanent Representation of the  
Federal Republic of Germany to FAO and  
the other International Organizations  
Rome

## GHANA

Ahmed Yakubu ALHASSAN  
Deputy Minister for Food and Agriculture  
Accra

Alternate Governor

Molly ANIM ADDO  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Republic of Ghana to IFAD  
Rome

Joseph K. BOAMAH  
Chief Director  
Ministry of Food and Agriculture  
Accra

Angela DANNSON  
Director  
Programme Coordination Unit (PCU)  
Ministry of Food and Agriculture  
Accra

Roy AYARIGA  
National Programme Coordinator  
Ghana Agricultural Sector  
Investment Programme (GASIP)  
Ministry of Food and Agriculture  
Accra

Atta ANTWI  
National Programme Coordinator  
Rural Enterprises Programme (REP)  
Ministry of Food and Agriculture  
Accra

## GHANA (cont'd)

Yaw BRANTUO  
National Programme Coordinator  
Rural and Agricultural  
Finance Programme (RAFIP)  
Ministry of Food and Agriculture  
Accra

Paulina ADDY  
Agriculture Director  
Women in Agriculture Department  
Ministry of Food and Agriculture  
Accra

Edmund NKANSAH  
Chief Principal Economist  
Ministry of Finance and  
Economic Planning  
Accra

Irene OWIREDDUA AMPONSAH  
Manager of Administration  
and Procurement  
Rural Enterprises Programme (REP)  
Ministry of Food and Agriculture  
Accra

Nii QUAYE-KUMAH  
Minister  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Ghana to IFAD  
Rome

## GREECE

Governor

Themistoklis DEMIRIS  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
Hellenic Republic to IFAD  
Rome

Alternate Governor

Alexios Marios LYBEROPOULOS  
Minister Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the Hellenic Republic to IFAD  
Rome

Adviser

Sarandis ANDRICOPOULOS  
Special Advisor  
Embassy of the Hellenic Republic  
Rome

## GUATEMALA

Gobernador	Stephanie HOCHSTETTER SKINNER-KLÉE Embajadora Representante Permanente de la República de Guatemala ante los Organismos de las Naciones Unidas Roma
Gobernador Suplente	Sylvia WOHLERS DE MEIE Ministro Consejero Representante Permanente Adjunto de la República de Guatemala ante los Organismos de las Naciones Unidas Roma
	Nelson Rafael OLIVERO GARCÍA Primer Secretario y Cónsul Representante Permanente Alterno de la República de Guatemala ante los Organismos de las Naciones Unidas Roma

## GUI NEA

Gouverneur	Jacqueline SULTAN Ministre de l'agriculture Conakry
Gouverneur suppléant	Mohamed Chérif DIALLO Ambassadeur Représentant permanent de la République de Guinée auprès du FIDA Rome
Conseiller	Mohamed DIOUMESSI Conseiller technique Ministre de l'agriculture Conakry
Conseiller	Abdoulaye TRAORÉ Conseiller économique Représentant permanent adjoint de la République de Guinée auprès du FIDA Rome
Conseiller	Mohamed Nassir CAMARA Conseiller Représentant permanent suppléant de la République de Guinée auprès du FIDA Rome

## HAITI

Emmanuel CHARLES  
Ministre Conseiller  
Chargé d'affaires, a.i.  
Ambassade de la République d'Haïti  
Rome

Yves THEODORE  
Conseiller  
Représentant permanent suppléant  
de la République d'Haïti  
auprès du FIDA  
Rome

Marie-Laurence DURAND  
Premier Secrétaire  
Représentant permanent suppléant  
de la République d'Haïti  
auprès du FIDA  
Rome

## HUNGARY

Governor

Katalin TÓTH  
Deputy State Secretary of  
International Relations  
Ministry of Agriculture  
Budapest

Alternate Governor

Zoltán KÁLMÁN  
Counsellor  
Permanent Representative of Hungary  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Lilla ENGRI  
Head of Unit for FAO Affairs and  
Development Projects  
European Union and FAO Affairs Department  
Ministry of Agriculture  
Budapest

## ICELAND

Governor

Jón Erlingur JÓNASSON  
Minister Plenipotentiary  
Permanent Representative of  
the Republic of Iceland to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## INDIA

Governor

Dinesh SHARMA  
Additional Secretary  
Department of Economic Affairs  
Ministry of Finance  
New Delhi

Basant K. GUPTA  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Republic of India to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Vimlendra SHARAN  
Minister (Agriculture)  
Alternate Permanent Representative of the  
Republic of India to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

Rishikesh SINGH  
Director (MI)  
Department of Economic Affairs  
Ministry of Finance  
New Delhi

## INDONESIA

Governor

Andin HADIYANTO  
Expert Staff of Macro Economy  
and International Finance  
Ministry of Finance  
Jakarta

August PARENGKUAN  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Republic of Indonesia  
to IFAD  
Rome

Des ALWI  
Minister  
Deputy Chief of Mission  
Deputy Permanent Representative  
of the Republic of Indonesia to IFAD  
Rome

## INDONESIA (cont'd)

Syurkani Ishak KASIM  
Director  
Financing Policy for Climate Change  
and Multilateral Policy  
Ministry of Finance  
Jakarta

Dian LESTARI  
Head of Division of Multilateral Forum  
Ministry of Finance  
Jakarta

Aries ASRIADI  
Counsellor  
Embassy of the Republic of Indonesia  
Rome

Royhan WAHAB  
First Secretary  
Embassy of the Republic of Indonesia  
Rome

Yusral TAHIR  
Agricultural Attaché  
Embassy of the Republic of Indonesia  
Rome

Marvin A. ARPAN  
First Secretary  
Embassy of the Republic of Indonesia  
Rome

Eko Nur PRIHANDOKO  
Head of Section of Multilateral Forum  
Ministry of Finance  
Jakarta

Ali Wibowo LAKSONO  
Head of Section Multilateral Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
Jakarta

## IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF)

Governor

Majid BIZMARK  
Director-General for International  
Affairs of Environment and  
Sustainable Development  
Ministry of Foreign Affairs  
Tehran

## IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) (cont'd)

Alternate Governor

Majid DEGHAN-SHOAR  
 Ambassador  
 Permanent Representative of  
 the Islamic Republic of Iran to  
 the United Nations Food and  
 Agriculture Agencies  
 Rome

## IRAQ

Alternate Governor

Ahmad BAMARNI  
 Ambassador  
 Permanent Representative-designate  
 of the Republic of Iraq to United Nations  
 Food and Agriculture Agencies  
 Rome

Adviser

Muhsin Younis Abdul Majid AL-SAMARAEI  
 First Secretary  
 Alternate Permanent Representative  
 of the Republic of Iraq to United Nations  
 Food and Agriculture Agencies  
 Rome

Adviser

Maath Abdulwahab Abdulrazaq AL SAMARAI  
 Second Secretary  
 Alternate Permanent Representative  
 of the Republic of Iraq to United Nations  
 Food and Agriculture Agencies  
 Rome

Adviser

Manar HARFOUSH  
 Assistant  
 Embassy of the Republic of Iraq  
 Rome

Adviser

Amjed Al RIFAIE  
 Assistant  
 Embassy of the Republic of Iraq  
 Rome

## IRELAND

Governor

Bobby McDONAGH  
 Ambassador  
 Permanent Representative of  
 Ireland to the United Nations  
 Food and Agriculture Agencies  
 Rome

## IRELAND (cont'd)

Alternate Governor

Damien KELLY  
First Secretary (Agriculture)  
Deputy Permanent Representative  
of Ireland to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

## ISRAEL

Governor

Olga DOLBURT  
Minister Counsellor  
(Economic and Scientific Affairs)  
Deputy Permanent Representative of the  
State of Israel to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

## ITALY

Governor

Enrico MORANDO  
Deputy Minister for Economy and Finance  
Rome

Pierfrancesco SACCO  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Italian Republic to IFAD  
Rome

Adolfo DI CARLUCCIO  
Executive Board Representative  
of IFAD for Italy  
Director OECD Affairs  
and Financial Markets (Office VII)  
Department of the Treasury  
Ministry of Economy and Finance  
Rome

Luca ZELIOLI  
Counsellor  
Directorate General for  
Development Co-operation  
Ministry of Foreign Affairs and  
International Cooperation  
Rome

Valentina MUIESAN  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Italian Republic to IFAD  
Rome

## ITALY (cont'd)

Diletta SVAMPA  
 Adviser  
 Service in charge of Multilateral  
 Development Banks (Office IX)  
 Directorate General for International  
 Financial Relations (Directorate III)  
 Department of the Treasury  
 Ministry of Economy and Finance  
 Rome

Lucia PETTINARI  
 Intern  
 Permanent Representation of the  
 Italian Republic to the United Nations  
 Food and Agriculture Agencies  
 Rome

## JAPAN

Governor

Kazuyoshi UMEMOTO  
 Ambassador  
 Permanent Representative  
 of Japan to the United Nations  
 Food and Agriculture Agencies  
 Rome

Adviser

Osamu KUBOTA  
 Minister Counsellor  
 Deputy Permanent Representative  
 of Japan to the United Nations  
 Food and Agriculture Agencies  
 Rome

## JORDAN

Alternate Governor

Radi AL-TARAWNEH  
 Secretary-General  
 Ministry of Agriculture  
 Amman

Alternate Governor

Malik BREIZAT  
 Director  
 Arab and Islamic Relations Department  
 Ministry of Planning and International  
 Cooperation  
 Amman

Adviser

Hazim AL SMADI  
 Head of the International Cooperation  
 and Commercial Agreements Department  
 Ministry of Agriculture  
 Amman

## JORDAN (cont'd)

Adviser

Fiesal Rasheed Salamh AL ARGAN  
 Agricultural Attaché  
 Deputy Permanent Representative  
 of the Hashemite Kingdom  
 of Jordan to IFAD  
 Rome

## KAZAKHSTAN

Assylbek TAUASSAROV  
 Counsellor  
 Embassy of the Republic  
 of Kazakhstan  
 Rome

Seiikhan AUBAKIROV  
 Third Secretary  
 Embassy of the Republic  
 of Kazakhstan

## KENYA

Governor

Willy BETT  
 Cabinet Secretary for Agriculture,  
 Livestock and Fisheries  
 Nairobi

Harriet NDUMA  
 First Secretary  
 Chargé d'affaires, a.i.  
 Embassy of the Republic of Kenya  
 Rome

Fabian MUYA  
 Agricultural Attaché  
 Alternate Permanent Representative  
 of the Republic of Kenya to  
 the United Nations Food and  
 Agriculture Agencies  
 Rome

Hamisi WILLIAMS  
 Technical Advisor to the Cabinet Secretary  
 Ministry of Agriculture, Livestock and Fisheries  
 Nairobi

## KIRIBATI

Governor

Tiarite George KWONG  
 Minister for Environment, Lands  
 and Agricultural Development  
 Tarawa

## KIRIBATI (cont'd)

Alternate Governor

Moannata IENTAAKE  
Secretary for Environment, Lands  
and Agricultural Development  
Tarawa

Kinaai KAIRO  
Director for Agriculture  
Ministry of Environment, Lands  
and Agricultural Development  
Tarawa

## KUWAIT

Alternate Governor

Hesham I. AL-WAQAYAN  
Deputy Director-General  
Kuwait Fund for Arab  
Economic Development  
Kuwait City

Yousef Ghazi AL-BADER  
Regional Manager for Central  
Asian and European Countries  
Operations Department  
Kuwait Fund for Arab  
Economic Development  
Kuwait City

Qais Abdullah ALJOAN  
Adviser  
Kuwait Fund for Arab  
Economic Development  
Kuwait City

## LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC

Governor

Liane THYKEO  
Minister for Finance  
Vientiane

Alternate Governor

Phouang Parisak PRAVONGVIENGKHAM  
Vice-Minister for Agriculture and Forestry  
Vientiane

Adviser

Xaypladeth CHOULAMANY  
Director-General  
Planning and Cooperation Department  
Ministry of Agriculture and Forestry  
Vientiane

## LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC (cont'd)

Adviser	Rithikone PHOUMMASACK Deputy Director-General External Finance Department Ministry of Finance Vientiane
Adviser	Anosack PHENGTHIMMAVONG Deputy Director-General of Cabinet Secretary to the Minister of Finance Ministry of Finance Vientiane
Adviser	Viengphet VONGMOONTY Deputy Director International Finance Cooperation Division External Finance Department Ministry of Finance Vientiane
Adviser	Phommy INTCHACK Deputy Director International Cooperation Division Ministry of Agriculture and Forestry Vientiane
Adviser	Lathtanaphone THYKEO Officer Ministry of Finance Vientiane
Adviser	Kingphongseun PHOUMMASACK Officer Ministry of Finance Vientiane
Adviser	Somchit INTTHARATH Officer Southern Laos Food and Nutrition Security and Market Linkages Programme (FNML) Ministry of Agriculture and Forestry Vientiane
Adviser	Khuanchai SIPHAKANLAYA Member of the National Chamber of Commerce and Industry Vientiane
Adviser	Xayxana VIXATHEP Member of the National Chamber of Commerce and Industry Vientiane

## LEBANON

Gouverneur

Gloria ABOUZEID  
Présidente du Comité exécutif du Plan vert  
Beyrouth

Rihab Abou ZEIN  
Premier Conseiller  
Chargé d'affaires, a.i.  
Ambassade de la République libanaise  
Rome

## LESOTHO

Governor

Lisemelo Mapalesa MOTHOKHO  
Minister for Agriculture and Food Security  
Maseru

Alternate Governor

Nchemo MAILE  
Principal Secretary  
Ministry of Agriculture and Food Security  
Maseru

Adviser

Lineo Irene MOLISE-MABUSELA  
Ambassador  
Permanent Representative-designate  
of the Kingdom of Lesotho to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Adviser

'Mathoriso MOLUMELI  
Director  
Department of Planning and Policy Analysis  
Ministry of Agriculture and Food Security  
Maseru

Adviser

Palesa Matlotliso Rose LEBAJOA  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative of  
the Kingdom of Lesotho to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## LIBERIA

Governor

Moses M. ZINNAH  
Minister for Agriculture  
Monrovia

## LIBERIA (cont'd)

Mohammed S.L. SHERIFF  
 Minister Plenipotentiary  
 Permanent Representative of the  
 Republic of Liberia to the United Nations  
 Food and Agriculture Agencies  
 Rome

A. Haruna-Rashid KROMAH  
 Secretary  
 Embassy of the Republic of Liberia  
 Rome

Paola TRIPODO  
 Secretary  
 Embassy of the Republic of Liberia  
 Rome

## LUXEMBOURG

Gouverneur

Romain SCHNEIDER  
 Ministre de la coopération et de  
 l'action humanitaire  
 Luxembourg

Janine FINCK  
 Ambassadeur  
 Représentant permanent du  
 Grand-Duché de Luxembourg  
 auprès du FIDA  
 Rome

Gouverneur suppléant

Manuel TONNAR  
 Directeur adjoint  
 Direction de la coopération au  
 développement et de l'action humanitaire  
 Ministère des affaires étrangères  
 et européennes  
 Luxembourg

## MADAGASCAR

Gouverneur

RAVATOMANGA Rolland  
 Ministre de l'agriculture  
 Antananarivo

Conseiller

RASELISON Mamiarivao Julien  
 Directeur général de la  
 planification et du contrôle  
 Ministère de l'agriculture  
 Antananarivo

## MADAGASCAR (cont'd)

Conseiller

RANARIVELO Fanomezantsoa Lucien  
 Coordonnateur national du Programme de  
 formation professionnelle et d'amélioration  
 de la productivité agricole (FORMAPROD)  
 Ministère de l'agriculture  
 Antananarivo

Conseiller

RATOHARIJAONA Rakotoarisolo Suzelin  
 Conseiller  
 Représentant permanent adjoint de  
 la République de Madagascar auprès  
 des organisations spécialisées  
 des Nations Unies  
 Rome

## MALAYSIA

Alternate Governor

Abdul Samad OTHMAN  
 Ambassador  
 Permanent Representative of Malaysia  
 to the United Nations Food and  
 Agriculture Agencies  
 Rome

Adviser

Azulita Binti SALIM  
 Minister Counsellor (Agricultural Affairs)  
 Deputy Permanent Representative  
 of Malaysia to the United Nations  
 Food and Agriculture Agencies  
 Rome

Adviser

Mohamad Nazrain bin NORDIN  
 Second Secretary (Agriculture)  
 Alternate Permanent Representative  
 of Malaysia to the United Nations  
 Food and Agriculture Agencies  
 Rome

## MALDIVES

Governor

Mohamed SHAINEE  
 Minister for Fisheries and Agriculture  
 Male

Shafana RASHEED  
 Monitoring and Evaluation Officer of the  
 Fisheries and Agricultural Diversification  
 Programme (FADiP) and Mariculture Enterprise  
 Development Project (MEDeP)  
 Project Implementation Unit  
 Ministry of Fisheries and Agriculture  
 Male

## MALI

Gouverneur suppléant

Bruno MAIGA  
Ambassadeur  
Représentant permanent  
de la République du Mali  
auprès du FIDA  
Rome

Bah KONIPO  
Deuxième Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République du Mali  
auprès du FIDA  
Rome

## MALTA

Governor

Justin ZAHRA  
Director for Agriculture  
Department for Rural Affairs and Aquaculture  
Ministry of Sustainable Development,  
the Environment and Climate Change  
Valletta

## MAURITANIA

Gouverneur suppléant

Marièm AOUFFA  
Ambassadeur  
Représentant permanent de  
la République islamique de  
Mauritanie auprès du FIDA  
Rome

Mohamed Lemine OULD AHMED TAR  
Conseiller technique Chargé du  
développement économique et social  
Ministère des affaires économiques  
et du développement  
Nouakchott

Yacoub Ould AHMED AÏCHA  
Directeur général des projets  
et programmes d'investissement  
Ministère des affaires économiques  
et du développement  
Nouakchott

## MEXICO

Gobernador

Perla CARVALHO  
Embajadora  
Representante Permanente Alternativa  
de los Estados Unidos Mexicanos  
ante el FIDA  
Roma

Asesor

Benito JIMÉNEZ SAUMA  
Segundo Secretario  
Representante Permanente Alternativo  
de los Estados Unidos Mexicanos  
ante el FIDA  
Roma

## MONGOLIA

Governor

Khurelbaatar GANTSOGT  
State Secretary  
Ministry of Finance  
Ulaanbaatar

Alternate Governor

Shijeekhuu ODONBAATAR  
Ambassador  
Permanent Representative of  
Mongolia to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

Budbazar ENKHBAYAR  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of Mongolia to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

Batsukh BINDERIYA  
Director  
Foreign Cooperation Division  
Ministry of Food and Agriculture  
Ulaanbaatar

Dagva DALANTAINYAM  
Director  
Market and Pasture Management  
Development Project  
Ministry of Food and Agriculture  
Ulaanbaatar

Mijiddorj BAYARMAA  
Guarantee Fund Manager  
Market and Pasture Management  
Development Project  
Ministry of Food and Agriculture  
Ulaanbaatar

## MONTENEGRO

Nemanja KATNIC  
General-Secretary  
Ministry of Agriculture and Rural Development  
Podgorica

Aleksandar DRLJEVI  
First Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of Montenegro to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

## MOROCCO

Hassan ABOUYOUB  
Ambassadeur  
Représentant permanent  
du Royaume du Maroc  
auprès du FIDA  
Rome

Gouverneur suppléant

Jaouad ZHAR  
Chef du Service des relations avec  
les organismes financiers internationaux  
Direction du trésor et des finances extérieures  
Ministère de l'économie et des finances  
Rabat

Mostafa NAHI  
Ministre Plénipotentiaire  
Représentant permanent adjoint  
du Royaume du Maroc  
auprès du FIDA  
Rome

Sarah EL HABTI  
Conseillère  
Représentant permanent suppléant  
du Royaume du Maroc  
auprès du FIDA  
Rome

## MOZAMBIQUE

Governor

Ernesto Gouveia GOVE  
Governor  
Central Bank of Mozambique  
Maputo

## MOZAMBIQUE

	<p>Maria Manuela LUCAS Ambassador Permanent Representative of the Republic of Mozambique to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome</p>
Alternate Governor	<p>Isabel Maria SUMAR National Director of Co-operation Ministry of Economic and Finance Maputo</p>
Adviser	<p>Fernando Lissete MAVIE National Director Ministry of Agriculture and Food Security Maputo</p>
Adviser	<p>Nelton David MANJATE Adviser Ministry of Economic and Finance Maputo</p>
Adviser	<p>Anchia Nhaca Guebuza ESPÍRITO SANTO International Cooperation Specialist International Relations and Communication Department Central Bank of Mozambique Maputo</p>
Adviser	<p>Inácio Tomás MUZIME Counsellor Alternate Permanent Representative of the Republic of Mozambique to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome</p>

## MYANMAR

Alternate Governor	<p>Myint NAUNG Ambassador Permanent Representative of the Republic of the Union of Myanmar to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome</p>
--------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## MYANMAR (cont'd)

Adviser

Kaung MYAT  
 Second Secretary  
 Alternate Permanent Representative of the  
 Republic of the Union of Myanmar  
 to the United Agencies for Food  
 and Agriculture  
 Rome

## NEPAL

Mahendra Nath POUDEL  
 Senior Agriculture Economist  
 Ministry of Agricultural Development  
 Kathmandu

Damaru Prasad PARAJULI  
 Under-Secretary  
 Ministry of Finance  
 Kathmandu

## NETHERLANDS

Alternate Governor

Gerda VERBURG  
 Ambassador  
 Permanent Representative  
 of the Kingdom of the Netherlands  
 to the United Nations Organizations  
 for Food and Agriculture  
 Rome

Adviser

Wierish RAMSOEKH  
 Counsellor  
 Deputy Permanent Representative  
 of the Kingdom of the Netherlands  
 to the United Nations Organizations  
 for Food and Agriculture  
 Rome

Adviser

Hans RAADSCHILDERS  
 Policy Advisor  
 International Financial Institutions Division  
 Multilateral Organizations and  
 Human Rights Department  
 Ministry of Foreign Affairs  
 The Hague

Adviser

Peter SPRIETSMA  
 Intern  
 Permanent Representation of the  
 Kingdom of the Netherlands to  
 the United Nations Organizations  
 for Food and Agriculture  
 Rome

## NEW ZEALAND

Governor

Patrick John RATA  
Ambassador  
Permanent Representative of  
New Zealand to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

Alternate Governor

Anthe CRAWLEY  
First Secretary and Consul  
Deputy Head of Mission  
Alternate Permanent Representative of  
New Zealand to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

Adviser

Claudia GROSSO  
Policy Adviser  
Embassy of New Zealand  
Rome

## NICARAGUA

Gobernador

Mónica ROBELO RAFFONE  
Embajadora  
Representante Permanente de  
la República de Nicaragua  
ante los Organismos de las  
Naciones Unidas  
Roma

Asesor

Junior Andrés ESCOBAR FONSECA  
Agregado Técnico para Asuntos de Cooperación  
Representante Permanente Alterno  
de la República de Nicaragua  
ante los Organismos de las  
Naciones Unidas  
Roma

## NIGER

Amina Djibo DIALLO  
Ambassadeur  
Représentant permanent  
de la République du Niger  
auprès du FIDA  
Rome

## NIGERIA

Governor

Audu OGBEH  
Minister for Agriculture and Rural Development  
Abuja

## NIGERIA (cont'd)

Alternate Governor	Mahmoud ISA-DUTSE Permanent Secretary Federal Ministry of Finance Abuja
Adviser	Ahmed Shehu MAHMUD Permanent Secretary Federal Ministry of Agriculture and Rural Development Abuja
Adviser	Yaya O. OLANIRAN Minister Permanent Representative of the Federal Republic of Nigeria to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Martina GENREN-SEN Chargé d'affaires, a.i. Embassy of the Federal Republic of Nigeria Rome
Adviser	Musibau Olumuyiwa AZEEZ Director Department of Rural Development Federal Ministry of Agriculture and Rural Development Abuja
Adviser	Bintu KACHALLA A. Second Secretary Federal Ministry of Foreign Affairs Abuja
Adviser	Ibrahim Matazu ABUBAKER Assistant Chief Admin Officer II (Agriculture) IFAD Desk Officer Federal Ministry of Finance Abuja
Adviser	Hyaliwa Dennis GOJE Special Assistant to the Minister for Agriculture and Rural Development Abuja

## NORWAY

Alternate Governor

Mariann MURVOLL  
Deputy Director  
Section for United Nations Policy  
Department for United Nations,  
Peace and Humanitarian Affairs  
Royal Norwegian Ministry  
of Foreign Affairs  
Oslo

Inge NORDANG  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
Kingdom of Norway to IFAD  
Rome

Gunnvor BERGE  
Senior Adviser  
Section for United Nations Policy  
Department for United Nations,  
Peace and Humanitarian Affairs  
Royal Norwegian Ministry  
of Foreign Affairs  
Oslo

Margot SKARPETEIG  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative of  
the Kingdom of Norway to IFAD  
Rome

Marte STABBETORP  
Intern  
Royal Norwegian Embassy  
Rome

## OMAN

Ahmed Salim BAOMAR  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Sultanate of Oman to IFAD  
Rome

Rasmi MAHMOUD  
Coordinator with the United Nations Food and  
Agriculture Agencies in Rome  
Embassy of the Sultanate of Oman  
Rome

## PAKISTAN

Governor

Sikandar Hayat KHAN BOSAN  
Minister for National Food Security  
and Research  
Islamabad

Alternate Governor

Nadeem RIYAZ  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
Islamic Republic of Pakistan to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Ishtiaq Ahmed AKIL  
Counsellor  
Deputy Head of Mission  
Alternate Permanent Representative  
of the Islamic Republic of Pakistan  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Khalid MEHBOOB  
Adviser  
Alternate Permanent Representative  
of the Islamic Republic of Pakistan  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Stefania TESTA  
Adviser  
Embassy of the Islamic Republic of Pakistan  
Rome

Ahmad FAROOQ  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Islamic Republic of Pakistan  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Wajiha KHAN  
Second Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Islamic Republic of Pakistan  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## PANAMA

Angélica JÁCOME  
Representante Permanente-designada  
de la República de Panamá ante el FIDA  
Roma

## PAPUA NEW GUINEA

Governor

Patrick PRUAITCH  
Minister for Treasury  
Waigani

Clarence Brian GOMEZ  
Advisor to the Minister for Treasury  
Waigani

## PARAGUAY

Martín Raúl María LLANO-HEYN  
Embajador  
Representante Permanente de la  
República del Paraguay ante  
el FIDA  
Roma

Mirko SOTO SAPRIZA  
Consejero  
Representante Permanente Alterno  
de la República del Paraguay ante  
el FIDA  
Roma

## PERU

Gobernador

Eda Adriana RIVAS FRANCHINI  
Embajadora  
Representante Permanente  
de la República del Perú  
ante el FIDA  
Roma

Asesor

Pedro Roberto REÁTEGUI GAMARRA  
Ministro  
Representante Permanente Adjunto  
de la República del Perú  
ante el FIDA  
Roma

Asesor

Carla Stella MARIS CHIRINOS LLERENA  
Consejera  
Representante Permanente Alternativa  
de la República del Perú  
ante el FIDA  
Roma

## PHILIPPINES

	Domingo P. NOLASCO Ambassador Permanent Representative of the Republic of the Philippines to IFAD Rome
Adviser	Enrique Voltaire G. PINGOL Minister Alternate Permanent Representative of the Republic of the Philippines to IFAD Rome
Adviser	Candy S. CYPRES Third Secretary Alternate Permanent Representative of the Republic of the Philippines to IFAD Rome
Adviser	Lupiño J. LAZARO Agricultural Attaché Deputy Permanent Representative of the Republic of the Philippines to IFAD Rome
Adviser	Marion L. REYES Attaché Alternate Permanent Representative of the Republic of the Philippines to IFAD Rome
PORTUGAL	
Governor	Cláudia COSTA PEREIRA Deputy Director Planning and Policies Office Ministry of Agriculture, Forestry and Rural Development Lisbon
Alternate Governor	Rosa Maria FERNANDES LOURENÇO CAETANO Director for International Affairs Office for Economic Policy and International Affairs (GPEARI) Ministry of Finance Lisbon

## PORTUGAL (cont'd)

Adviser

Eunice ROCHA  
 Adviser  
 Division for Multilateral Affairs  
 Office for Economic Policy and  
 International Affairs (GPEARI)  
 Ministry of Finance  
 Lisbon

Adviser

Luís Alberto RAMOS DA SILVA CAIANO  
 Counsellor  
 Alternate Permanent Representative  
 of the Portuguese Republic to the  
 United Nations Agencies for Food  
 and Agriculture  
 Rome

## QATAR

Governor

Abdulaziz Ahmed Al Malki AL-JEHANI  
 Ambassador  
 Permanent Representative of the  
 State of Qatar to the United Nations  
 Food and Agriculture Agencies  
 Rome

Akeel HATOOR  
 Adviser  
 Embassy of the State of Qatar  
 Rome

## REPUBLIC OF KOREA

Alternate Governor

KIM Duk Ho  
 Director-General  
 Department of International Cooperation  
 Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs  
 Sejong-si

LEE Eun Jeong  
 Counsellor (Agricultural Attaché)  
 Alternate Permanent Representative of the  
 Republic of Korea to the United Nations  
 Food and Agriculture Agencies  
 Rome

KWON Taehoon  
 Deputy Director  
 General Division of International Cooperation  
 Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs  
 Sejong-si

## REPUBLIC OF MOLDOVA

Stela STINGACI  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Republic of Moldova  
to IFAD  
Rome

Tudor VASILICA  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Moldova to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## ROMANIA

Lucian DUMITRU  
Secrétaire général adjoint  
Ministère de l'agriculture et  
du développement rural  
Bucarest

Gouverneur suppléant

Dana Manuela CONSTANTINESCU  
Ambassadeur  
Représentant permanent de  
la Roumanie auprès du FIDA  
Rome

Vlad MUSTACIOSU  
Expert  
Ministère de l'agriculture et  
du développement rural  
Bucarest

Florentin-Gheorghe MILEA  
Conseiller  
Ministère de l'agriculture et  
du développement rural  
Bucarest

## RUSSIAN FEDERATION

Governor

Alexander GORBAN  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Russian Federation to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## RUSSIAN FEDERATION (cont'd)

Oleg Y. KOBIAKOV  
Minister Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Russian Federation to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Victor FEDORINOV  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Russian Federation to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Denis ZHOKIN  
Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Russian Federation to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## RWANDA

Governor

Géraldine MUKESHIMANA  
Minister for Agriculture and Animal Resources  
Kigali

Jacques KABALE NYANGEZI  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Republic of Rwanda to IFAD  
Paris

Claver GASIRABO  
Coordinator  
Single Project Implementation Unit for  
IFAD-funded projects  
Ministry of Agriculture and Animal Resources  
Kigali

## SAUDI ARABIA

Governor

Abdulrahman bin Abdulmohsen AL FADLEY  
Minister for Agriculture  
Riyadh

## SAUDI ARABIA (cont'd)

Alternate Governor	Sulaiman M. AL TURKI Deputy Minister of Finance for International Financial Affairs Ministry of Finance Riyadh
Adviser	Saad Abdullah Essa KHALIL Director-General International Co-operation Department Ministry of Agriculture Riyadh
Adviser	Bandar bin Abdel Mohsin AL-SHALHOOB Minister Plenipotentiary Permanent Representative of the Kingdom of Saudi Arabia to FAO Rome
Adviser	Bandar A. ALAMRI Deputy Director-General Public Relations and Information Department Ministry of Agriculture Riyadh
Adviser	Salah bin AbdelRazaq AL KHODER Third Secretary Alternate Permanent Representative of the Kingdom of Saudi Arabia to FAO Rome
SENEGAL	
Gouverneur	Papa Abdoulaye SECK Ministre de l'agriculture et de l'équipement rural Dakar
Gouverneur suppléant	Mamadou Saliou DIOUF Ambassadeur Représentant permanent de la République du Sénégal auprès des organisations spécialisées des Nations Unies Rome
Conseiller	Yaye Ken GASSAMA Professeur spécialiste en biotechnologie Université Cheikh Anta Diop Dakar

## SENEGAL (cont'd)

Conseiller	Baye Moctar DIOP Ministre Conseiller Représentant permanent adjoint de la République du Sénégal auprès des organisations spécialisées des Nations Unies Rome
Conseiller	Fatoumata Diene GUEYE Premier Conseiller Ambassade de la République du Sénégal Rome
Conseiller	Mohamed Bassirou NIANG Premier Secrétaire Représentant permanent suppléant de la République du Sénégal auprès des organisations spécialisées des Nations Unies Rome

## SEYCHELLES

Governor	Bernard Francis SHAMLAYE Ambassador Permanent Representative of the Republic of Seychelles to IFAD Paris
----------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## SIERRA LEONE

Festus A. TARAWALIE  
Liaison Officer for the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

## SOUTH AFRICA

Governor	Nomatemba TAMBO Ambassador Permanent Representative of the Republic of South Africa to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Alternate Governor	Nthutang Khumoetsile SELEKA Director Department of International Relations and Co-operation Pretoria

## SOUTH AFRICA (cont'd)

Adviser

Moshibudi Priscilla RAMPEDI  
Counsellor (Agricultural Affairs)  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of South Africa  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Adviser

Anna-Marie MOULTON  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of South Africa  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## SOUTH SUDAN

Governor

Ajing Adiang MARIK  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Republic of South Sudan  
to IFAD  
Rome

Anthony Utong Nyikalo AKARO  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of South Sudan  
to IFAD  
Rome

## SPAIN

Gobernador

Francisco Javier ELORZA CAVENGT  
Embajador  
Representante Permanente de España  
ante los Organismos de las  
Naciones Unidas  
Roma

Juan Claudio DE RAMÓN JACOB-ERNEST  
Primer Secretario  
Embajada de España  
Roma

## SPAIN (cont'd)

María ABAD ZAPATERO  
 Técnico Superior Experto en Cooperación  
 Departamento de la Oficina del Fondo para  
 la Promoción del Desarrollo (FONPRODE) y  
 de la Cooperación Financiera  
 Agencia Española de Cooperación  
 Internacional para el Desarrollo (AECID)  
 Ministerio de Asuntos Exteriores y  
 de Cooperación  
 Madrid

## SRI LANKA

Governor

Niroshan PERERA  
 State Minister  
 State Ministry of National Policies and  
 Economic Affairs  
 Colombo

Alternate Governor

Poshitha PERERA  
 Minister Counsellor  
 Alternate Permanent Representative  
 of the Democratic Socialist  
 Republic of Sri Lanka to IFAD  
 Rome

Adviser

Badullage WIJAYARATNE  
 Secretary  
 Minister for Irrigation and Agriculture  
 Colombo

Adviser

Mohamed Ismail Mohamed RAFEEK  
 Secretary  
 Ministry of National Policies  
 and Economic Affairs  
 Colombo

Adviser

Upali MARASINGHE  
 Secretary  
 Ministry of Plantation Industries  
 Battaramulla South

Adviser

Dolugala Watte JINADASA  
 Minister (Commercial Affairs)  
 Deputy Permanent Representative  
 of the Democratic Socialist Republic  
 of Sri Lanka to IFAD  
 Rome

## SRI LANKA (cont'd)

Adviser	Kandage W. S. P. ATHUKORALA Director Development and Special Projects Unit Presidential Secretariat Colombo
Adviser	Yasantha MAPATUNA Programme Manager National Agribusiness Development Programme (NADeP) Presidential Secretariat Colombo
Adviser	Ketma Rajapaksha YAPA Second Secretary Alternate Permanent Representative of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka to IFAD Rome
SUDAN	
Governor	Ibrahim Adam Ahmed AL-DUKHERI Federal Minister for Agriculture and Forestry Khartoum
	Eltahir Suliman Adam TARIS Under-Secretary Ministry of International Cooperation Khartoum
	Amira Daoud HASSAN GORNASS Ambassador Permanent Representative of the Republic of the Sudan to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
	Abdeldafi Fadalla Ali MOHAMED Director General Agricultural Investment of Strategic Partnership Minister for Agriculture and Forestry Khartoum
	Mohammed Elghazali Eltigani SIRRAG Deputy Head of Mission Alternate Permanent Representative of the Republic of the Sudan to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome

## SUDAN (cont'd)

Abla Malik OSMAN MALIK  
 Agricultural Counsellor  
 Alternate Permanent Representative  
 of the Republic of the Sudan to  
 the United Nations Food and  
 Agriculture Agencies  
 Rome

## SWAZILAND

Governor

Moses Malindane VILAKATI  
 Minister for Agriculture  
 Mbabane

Alternate Governor

Eric MAZIYA  
 Under-Secretary (Development)  
 Ministry of Agriculture  
 Mbabane

## SWEDEN

Governor

Victoria JACOBSSON  
 Counsellor  
 Embassy of Sweden  
 Rome

Adviser

Sophia BENGTTSSON  
 Desk Officer  
 Department for Multilateral  
 Development Cooperation  
 Ministry of Foreign Affairs  
 Stockholm

Adviser

Margaretha ARNESSON-CIOTTI  
 Programme Officer  
 Embassy of Sweden  
 Rome

## SWITZERLAND

Gouverneur

Pio WENNUBST  
 Vice-directeur de la Direction du  
 développement et de la coopération (DDC)  
 Chef du Domaine de direction coopération globale  
 Département fédéral des affaires étrangères  
 Berne

Liliane ORTEGA  
 Conseillère  
 Représentante permanente adjointe  
 de la Confédération suisse auprès  
 de la FAO, du FIDA et du PAM  
 Rome

## SWITZERLAND (cont'd)

Dimka STANTCHEV SKEIE  
Chargée de programme  
Section Programme global sécurité alimentaire  
Direction du développement et  
de la coopération (DDC)  
Département fédéral des affaires étrangères  
Berne

## THAILAND

Rapibhat CHANDARASRIVONGS  
Assistant Permanent Secretary  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Bangkok

## Alternate Governor

Sompong NIMCHUAR  
Minister (Agriculture)  
Permanent Representative  
of the Kingdom of Thailand to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Narumon WIANGWANG  
Counsellor (Agriculture)  
Deputy Permanent Representative  
of the Kingdom of Thailand to  
the United Nations Food  
and Agriculture Agencies  
Rome

Jirapa INTHISANG TROCHIM  
First Secretary (Agriculture)  
Alternate Permanent Representative  
of the Kingdom of Thailand to  
the United Nations Food  
and Agriculture Agencies  
Rome

Torlarb THANVAREERAT  
Policy and Plan Analyst  
Bureau of Foreign Agricultural Affairs  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Bangkok

## THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA

Governor  
 Elisaveta PANOVSKA  
 First Secretary  
 Chargé d'affaires, a.i.  
 Embassy of The former Yugoslav Republic  
 of Macedonia to the Holy See  
 Rome

## TOGO

Gouverneur  
 Kombaté Dindioque KONLANI  
 Directeur de Cabinet  
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage  
 et de l'hydraulique  
 Lomé

Gouverneur suppléant  
 Lawani ALABI  
 Directeur des filières végétales  
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage  
 et de l'hydraulique  
 Lomé

Conseiller  
 Calixte Batossie MADJOLBA  
 Ambassadeur  
 Représentant permanent de  
 la République togolaise  
 auprès du FIDA  
 Paris

Conseiller  
 Pakponèdong K. ALI-TILOH SOLITOKÉ  
 Premier Secrétaire  
 Chargée des dossiers du FIDA  
 Ambassade de la République togolaise  
 Paris

## TUNISIA

Gouverneur suppléant  
 Kalthoum HAMZAOU  
 Directrice générale de  
 la coopération multilatérale  
 Ministère du développement,  
 de l'investissement et de  
 la coopération internationale  
 Tunis

Naceur MESTIRI  
 Ambassadeur  
 Représentant permanent de la  
 République tunisienne auprès  
 des organisations spécialisées  
 des Nations Unies  
 Rome

## TUNISIA (cont'd)

Conseiller	Mohamed AKREMI HAMD Directeur général du financement, des investissements et des structures professionnelles Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche Tunis
Conseiller	Hajer CHALOUATI Directrice adjointe à la direction générale de la coopération multilatérale Ministère du développement, de l'investissement et de la coopération internationale Tunis
Conseiller	Hanin BEN JRAD Ep. ZEKRI Ministre Plénipotentiaire Représentant permanent adjoint de la République tunisienne auprès des organisations spécialisées des Nations Unies Rome
TURKEY	
Alternate Governor	Aydin Adnan SEZGIN Ambassador Permanent Representative of the Republic of Turkey to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Sinem MINGAN Counsellor Deputy Chief of Mission Embassy of the Republic of Turkey Rome
Adviser	Hilmi Ergin DEDEO LU Counsellor (Agricultural Affairs) Alternate Permanent Representative of the Republic of Turkey to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Sefa ÖZTÜRK Second Secretary Embassy of the Republic of Turkey Rome

## UGANDA

Grace Dinah AKELLO  
Ambassador  
Permanent Representative  
of the Republic of Uganda  
to IFAD  
Rome

Robert SABIITI  
First Secretary (Agricultural Attaché)  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Uganda to IFAD  
Rome

## UNITED ARAB EMIRATES

Governor

Sager Nasser Ahmed Abdullah ALRAISI  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
United Arab Emirates to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Yousuf Mohammed BIN HAJAR  
Deputy Director  
International Financial Relations Department  
Ministry of Finance  
Abu Dhabi

Mouzah Saud AL MATROOSHI  
Head of International Financial  
Organizations Division  
Ministry of Finance  
Abu Dhabi

Muhanad Sulaiman Abdalla A. ALNAQBI  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the United Arab Emirates to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Rana Ali Abdulla Alqadi ALDHAHERI  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the United Arab Emirates to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## UNITED ARAB EMIRATES (cont'd)

Hamad AL NUAIMI  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the United Arab Emirates to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Obeid Ali Mirghani HASSAN  
Coordinator  
Embassy of the United Arab Emirates  
Rome

## UNITED KINGDOM

Alternate Governor

Elizabeth NASSKAU  
First Secretary  
Deputy Permanent Representative of  
the United Kingdom of Great Britain and  
Northern Ireland to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

Chiara SEGRADO  
Deputy Permanent Representative of the  
United Kingdom of Great Britain and  
Northern Ireland to WFP  
Rome

Fiona PRYCE  
Assistant  
Permanent Representation of the  
United Kingdom of Great Britain and  
Northern Ireland to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

## UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

Governor

Mwigullu NCHEMBA  
Minister for Agriculture, Livestock and Fisheries  
Dar es Salaam

Adviser

Salvator Marcus MBILINYI  
Minister Plenipotentiary  
Chargé d'affaires, a.i.  
Embassy of the United Republic of Tanzania  
Rome

## UNITED REPUBLIC OF TANZANIA (cont'd)

Adviser	Catherine Joseph DANGAT Advisor Ministry of Agriculture, Livestock and Fisheries Dar es Salaam
Adviser	Joseph Andrew LUBILOH Private Secretary to the Minister for Agriculture, Livestock and Fisheries Dar es Salaam
Adviser	Ayoub J. MNDEME Agricultural Attaché Alternate Permanent Representative of the United Republic of Tanzania to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome

## UNITED STATES

John HURLEY  
Director  
Office of Debt and Development Policy  
Department of the Treasury  
Washington, D.C.

Melanie MASON  
Senior Humanitarian Advisor  
Acting Head of USAID Bureau  
for Food Security  
United States Mission to the  
United Nations Agencies for  
Food and Agriculture  
Rome

Fabrizio MOSCATELLI  
Adviser  
USAID Bureau for Food Security  
United States Mission to the  
United Nations Agencies for  
Food and Agriculture  
Rome

## URUGUAY

Gobernador	Gastón Alfonso LASARTE BURGHI Embajador Representante Permanente de la República Oriental del Uruguay ante los Organismos de las Naciones Unidas Roma
------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## URUGUAY (cont'd)

Gobernador Suplente

Oscar PIÑEYRO BENTOS  
 Consejero  
 Representante Permanente Alternativo de  
 la República Oriental del Uruguay  
 ante los Organismos de las  
 Naciones Unidas  
 Roma

Asesor

Carolina Miranda RODRIGUES  
 Interna  
 Embajada de la República Oriental del Uruguay  
 Roma

## VANUATU

Governor

Howard ARU  
 Director-General  
 Ministry of Agriculture, Livestock,  
 Forestry, Fisheries and Biosecurity  
 Port Vila

Roy Mickey JOY  
 Ambassador of the Republic of Vanuatu  
 to the European Union  
 Brussels

Shirley JOY  
 Second Secretary  
 Embassy of Vanuatu to the European Union  
 Brussels

## VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)

Gobernador Suplente

Elías Rafael ELJURI ABRAHAM  
 Embajador  
 Representante Permanente de la  
 República Bolivariana de Venezuela  
 ante la FAO y demás Organismos  
 de las Naciones Unidas  
 Roma

Asesor

Porfirio PESTANA DE BARROS  
 Ministro Consejero  
 Representante Permanente Alternativo de  
 la República Bolivariana de Venezuela  
 ante la FAO y demás Organismos  
 de las Naciones Unidas  
 Roma

## VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF) (cont'd)

Asesor  
 Hendrick Rafael BARRETO SÁNCHEZ  
 Primer Secretario  
 Representante Permanente Alterno de  
 la República Bolivariana de Venezuela  
 ante la FAO y demás Organismos  
 de las Naciones Unidas  
 Roma

## VIET NAM

Alternate Governor  
 HOANG Hai  
 Deputy Director-General  
 Debt Management and  
 External Finance Department  
 Ministry of Finance  
 Hanoi

Adviser  
 NGUYEN Lan Anh  
 Deputy Director of Division  
 Debt Management and  
 External Finance Department  
 Ministry of Finance  
 Hanoi

Adviser  
 NGUYEN Thi Thuy Hang  
 Second Secretary  
 Deputy Permanent Representative  
 of the Socialist Republic of Viet Nam  
 to IFAD  
 Rome

## YEMEN

Alternate Governor  
 Haytham Abdulmomen SHOJA'AADIN  
 Counsellor  
 Chargé d'affaires, a.i.  
 Embassy of the Republic of Yemen  
 Rome

Ali Gunid ALI ABDOULLAH  
 Director-General for Planning and Follow-up  
 Ministry of Agriculture and Irrigation  
 Sana'a

Ahmed Mohammed Nasser HASAN  
 Acting Deputy Minister for Irrigation  
 Ministry of Agriculture and Irrigation  
 Sana'a

## YEMEN (cont'd)

Abdullah Na'Ami Qutran AL-NA'AMI  
Second Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Yemen to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Mahmoud Mohammed AL-ASHWAL  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Yemen to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Tariq Mohammed Hussein HATEM  
Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Yemen to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

## ZAMBIA

Getrude Kasuba MWAPE  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
Republic of Zambia to IFAD  
Rome

Glynne MICHELO  
First Secretary (Economics and Trade)  
Embassy of the Republic of Zambia  
Rome

Kayoya MASUHWA  
First Secretary (Agriculture)  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Zambia to IFAD  
Rome

Derrick SIKOMBE  
Chief Policy Officer  
Ministry of Agriculture and Co-operatives  
Lusaka

ZIMBABWE

Godfrey MAGWENZI  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
Republic of Zimbabwe to IFAD  
Rome

Shephard GWENZI  
Minister Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Zimbabwe to IFAD  
Rome

## المراقبون من الدول الأعضاء في الأمم المتحدة

OBSERVERS FROM UNITED NATIONS MEMBER STATES

OBSERVATEURS D'ÉTATS MEMBRES DES NATIONS UNIES

OBSERVADORES DE LOS ESTADOS MIEMBROS DE LAS NACIONES UNIDAS

## CZECH REPUBLIC

Jozef ŠPÁNIK  
Counsellor  
Permanent Representative of  
the Czech Republic to FAO  
Rome

## SAN MARINO

Daniela ROTONDARO  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
Republic of San Marino to FAO  
Rome

Alessandro SUZZI VALLI  
Consular Assistant  
Embassy of the Republic of San Marino  
Rome

## SLOVAKIA

Marieta OKENKOVÁ  
Counsellor  
Permanent Representative of the  
Slovak Republic to FAO and WFP  
Rome

الكرسي الرسولي

HOLY SEE

SAINT-SIÈGE

SANTA SEDE

Fernando CHICA ARELLANO  
Observateur permanent du Saint-Siège  
auprès du FIDA  
Rome

Vincenzo BUONOMO  
Conseiller  
Mission permanente d'observation  
du Saint-Siège auprès des Institutions  
des Nations Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture  
Rome

Salvatore CAVALLO  
Conseiller  
Mission permanente d'observation  
du Saint-Siège auprès des Institutions  
des Nations Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture  
Rome

منظمة فرسان مالطة

SOVEREIGN ORDER OF MALTA

ORDRE SOUVERAIN DE MALTE

SOBERANA ORDEN DE MALTA

Giuseppe BONANNO DI LINGUAGLOSSA  
Ambassadeur de l'Ordre Souverain  
Militaire Hospitalier de Saint-Jean  
de Jérusalem de Rhodes et de Malte  
Observateur permanent auprès des  
Agences des Nations Unies et les  
Organisations Internationales  
Rome

Claude FORTHOMME  
Conseiller technique  
Représentation de l'Ordre Souverain  
Militaire Hospitalier de Saint-Jean  
de Jérusalem de Rhodes et de Malte  
auprès des Agences des Nations Unies  
Rome

السلطة الفلسطينية

THE PALESTINIAN AUTHORITY

L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

LA AUTORIDAD PALESTINA

Mai ALKAILA  
Ambassador  
Delegation of The Palestinian Authority  
Rome

Abdallah Q.A. SALEH  
Deputy Minister  
Ministry of Agriculture  
Ramallah

Mamoun BARGHOUTH  
Officer  
Delegation of The Palestinian Authority  
Rome

ممثلو وكالات الأمم المتحدة المتخصصة

REPRESENTATIVES OF THE UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES

REPRÉSENTANTS DES NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

REPRESENTANTES DE LAS NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (FAO)

Ida CHRISTENSEN  
Technical Adviser and IFAD Focal Point  
Rome

Carlo BRAVI  
Project Coordinator  
Rome

UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION (UNIDO)

Karl SCHEBESTA  
Chief  
Food Systems Unit  
Agri-Business Development Branch  
Programme Development and  
Technical Cooperation Division  
Vienna

WORLD BANK (WORLD BANK)

Julia BARRERA  
International Affairs Associate  
Liaison Office  
Rome

WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)

Stanlake SAMKANGE  
Director  
Policy and Programme Division  
Rome

Mihoko TAMAMURA  
Director  
Rome-based Agencies and Committee  
on World Food Security (CFS) Division  
Rome

Harriett SPANOS  
Secretary to the Executive Board  
and Director of the Executive Board Secretariat  
Rome

## WORLD FOOD PROGRAMME (WFP) (cont'd)

Edouard NIZEYIMANA  
Officer in Charge  
Purchase for Progress Unit  
Policy and Programme Division  
Rome

Rina MANZO  
Administration Officer  
Management Services Division  
Rome

Fabienne MOUST  
External Partnership Officer  
Rome-based Agencies and Committee  
on World Food Security (CFS) Division  
Rome

Camilla SPALLINO  
Intern  
Rome-based Agencies and Committee  
on World Food Security (CFS) Division  
Rome

## WORLD METEOROLOGICAL ORGANIZATION (WMO)

Johannes CULLMANN  
Director  
Climate and Water Department  
Geneva

## المراقبون من المنظمات الحكومية الدولية

OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES

ARAB BANK FOR ECONOMIC DEVELOPMENT IN AFRICA (BADEA)

Mohamed El hadi KHELIFI  
 Advisor of the Director-General  
 and Director of Cabinet  
 Khartoum

Noureddine KAABI  
 Head of Projects Division  
 Khartoum

ARAB CENTER FOR THE STUDIES OF ARID ZONES AND DRY LANDS (ACSAD)

Mohammad ABDULLAH  
 Head of Agricultural Extension  
 Damascus

DEVELOPMENT BANK OF LATIN AMERICA (CAF)

María LAHORE  
 Ejecutiva Principal  
 Oficina en Europa  
 Madrid

EUROPEAN UNION (EU)

Laurence ARGIMON-PISTRE  
 Ambassadeur  
 Représentant permanent de l'Union européenne  
 auprès du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte  
 et les organisations des Nations Unies  
 Rome

Florence BUCHHOLZER  
 Ministre Conseillère  
 Délégation de la Union européenne auprès  
 du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte et  
 les organisations des Nations Unies  
 Rome

## EUROPEAN UNION (EU) (cont'd)

Jan-Artur SIENCZEWSKI  
Ministre Conseillère  
Délégation de la Union européenne auprès  
du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte et  
les organisations des Nations Unies  
Rome

Willem OLT Hof  
Premier Conseiller  
Délégation de la Union européenne auprès  
du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte et  
les organisations des Nations Unies  
Rome

José Manuel CAPITAN ROMERO  
Attaché  
Délégation de la Union européenne auprès  
du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte et  
les organisations des Nations Unies  
Rome

Lourdes MAGAÑA DE LARRIVA  
Conseillère  
Délégation de la Union européenne auprès  
du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte et  
les organisations des Nations Unies  
Rome

Ettore TOGNI  
Stagiaire  
Délégation de l'Union européenne auprès  
du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte et  
les organisations des Nations Unies  
Rome

Jacopo VALENTINI  
Stagiaire  
Délégation de l'Union européenne auprès  
du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte et  
les organisations des Nations Unies  
Rome

Filippo BARBAGLI  
Stagiaire  
Délégation de l'Union européenne auprès  
du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte et  
les organisations des Nations Unies  
Rome

## INTERNATIONAL CENTER FOR AGRICULTURAL RESEARCH IN THE DRY AREAS (ICARDA)

Mahmoud SOLH  
Director-General  
Aleppo

Kamel SHIDEED  
Assistant Director-General  
International Cooperation and Communication  
Aleppo

## INTERNATIONAL CENTRE OF INSECT PHYSIOLOGY AND ECOLOGY (ICIPE)

Segenet KELEMU  
Director-General and Chief Executive Officer  
Nairobi

## INTERNATIONAL GRAINS COUNCIL (IGC)

Etsuo KITAHARA  
Executive Director  
London

## INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR MIGRATION (IOM)

Federico SODA  
Director  
Coordinating Office for the Mediterranean  
Chief of Mission  
Rome

## INTERNATIONAL POTATO CENTER (CIP)

Barbara WELLS  
Director-General  
Lima

Pietro TURILLI  
Jefe de Movilización de Recursos  
Lima

## ISLAMIC EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION (ISESCO)

Mustapha Ahmed ALI  
Superviseur  
Direction de relations extérieures  
et de la coopération  
Rabat

NEW PARTNERSHIP FOR AFRICA'S DEVELOPMENT (NEPAD)

Haladou SALHA  
Senior Liaison Officer to the Rome-based  
United Nations Agencies  
Addis Ababa

THE OPEC FUND FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT (OFID)

Anajulia TAYLHARDAT CORDERO  
Director  
Latin America, the Caribbean and Europe Region  
Public Sector Operations Department  
Vienna

Belkacem OUZROUROU  
Director  
Africa Region  
Public Sector Operations Department  
Vienna

WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD)

Christian ADOVELANDÉ  
Président  
Lomé

Oumar DIARRA  
Directeur du Département des opérations  
Lomé

## المراقبون من المنظمات غير الحكومية

OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES

INTERNATIONAL COMMISSION ON IRRIGATION AND DRAINAGE (ICID)

Marco ARCIERI  
 Secretary-General  
 Italian National Committee  
 New Delhi

INTERNATIONAL FEDERATION OF ORGANIC AGRICULTURE MOVEMENTS (IFOAM)

Andre LEU  
 President  
 Bonn

INTERNATIONAL FERTILIZER DEVELOPMENT CENTER (IFDC)

Oumou CAMARA  
 Senior Portfolio Manager  
 North and West Africa Division  
 Accra

NETHERLANDS ORGANIZATION FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT CO-OPERATION (NOVIB)

Farah KARIMI  
 Executive Director  
 The Hague

Gigi MANICAD  
 Senior Programme Manager  
 Sowing Diversity=Harvesting Security (SD=HS)  
 The Hague

ROTARY INTERNATIONAL (ROTARY INTERNATIONAL)

Alberto CECCHINI  
 Primary Rotary International  
 Representative to IFAD  
 Rome

Guido FRANCESCHETTI  
 Alternate Rotary International  
 Representative to IFAD  
 Rome

SOCIETY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT (SID)

Arthur Muliro WAPAKALA  
Deputy Managing Director  
Rome

Angela ZARRO  
Programme Manager  
Rome

Cote du document: GC 39/L.1/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 2  
Date: 17 février 2016  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Ordre du jour et programme des activités

### Note aux Gouverneurs

#### Responsables:

#### Questions techniques:

Ra it Pertev  
Secrétaire du FIDA  
téléphone: +39 06 5459 2254  
courriel: r.pertev@ifad.org

#### Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés  
Responsable du  
Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2092  
courriel: gb\_office@ifad.org

## Ordre du jour

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Élection du Bureau du Conseil des gouverneurs
4. Discours du Président du FIDA
5. Déclarations générales
6. Rapport sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA
7. États financiers consolidés du FIDA pour 2014
8. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2016; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2016 et plan indicatif pour 2017-2018 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAEP
9. Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
10. Émoluments du Président
11. Informations actualisées sur le Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance
12. Questions diverses

## Conseil des gouverneurs 2016

### Programme des activités

#### Mardi 16 février 2016 – Programme de séminaires du Conseil des gouverneurs

11 heures – 12 h 30	Compte rendu de la Chine sur la présidence du G20 (Salle plénière)
	Déjeuner
14 heures – 15 h 30	Les résultats de la COP21 et le chemin vers la COP22: Comment profiter de l'élan donné pour intégrer les objectifs de l'agriculture durable et de la sécurité alimentaire dans le programme de lutte contre le changement climatique?
	Compte rendu de la France, du Maroc et du Pérou sur la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (Salle plénière)

#### Mardi 16 février 2016

16 heures – 18 heures	Sixième réunion mondiale du Forum paysan – séance de l'après-midi (ouverte aux Gouverneurs et aux Représentants au Conseil d'administration) (Salle de conférences Italie)
-----------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## Conseil des gouverneurs 2016

### Investissement inclusif: populations rurales, État et entreprises dans le programme pour l'après-2015

Première journée du Conseil des gouverneurs

Mercredi 17 février 2016

9 h 30	Ouverture de la session
9 h 30 – 9 h 40	Adoption de l'ordre du jour
9 h 40 – 9 h 45	Allocution du président sortant du Conseil des gouverneurs
9 h 45 – 9 h 55	Élection du Bureau du Conseil des gouverneurs
9 h 55 – 10 h 15	Allocution du président entrant du Conseil des gouverneurs
10 h 15 – 10 h 20	Allocution de bienvenue du Président du FIDA, Kanayo F. Nwanze, à l'occasion de la visite de Son Excellence Sergio Mattarella, Président de la République italienne
10 h 20 – 10 h 30	Orateur de marque – Son Excellence Sergio Mattarella, Président de la République italienne
10 h 30 – 10 h 50	Discours de Kanayo F. Nwanze, Président du FIDA  *** Clôture de la cérémonie d'inauguration ***
10 h 50 – 12 h 10	Mise en œuvre des objectifs de développement durable: stimuler l'initiative privée Modératrice: Babita Sharma Invités: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sunny Verghese, Co-fondateur et Directeur général, Groupe Olam International, Singapour</li> <li>• Jussara Dantas de Souza, Responsable commerciale, Coopérative Family Agribusiness de Canudos, Uauá et Curaçá, Brésil</li> <li>• Beatrice Nkatha, Fondatrice et Directrice générale, Organismes Sorghum Pioneer, Kenya</li> <li>• Victor Rosca, Directeur, Unité consolidée d'exécution du programme du FIDA, République de Moldavie</li> </ul>
12 h 10 – 13 heures	Points de l'ordre du jour pour approbation et pour information (points 6, 7 et 8)
13 heures – 13 h 30	Déclarations générales
13 h 30 – 15 heures	Déjeuner en l'honneur des invités de marque et des chefs de délégation
15 heures – 18 heures	Table ronde des Gouverneurs: Mobiliser des financements en faveur de l'agriculture paysanne – ce dont nous avons besoin pour atteindre le deuxième objectif de développement durable Modératrice: Zeinab Badawi (Salle de conférences Italie)
18 heures – 18 h 30	Points de l'ordre du jour pour approbation et pour information (points 9 et 10)
18 h 30 – 19 h 30	Déclarations générales  Saveur d'inclusion - ingrédients locaux et arômes mondiaux
19 h 30 – 21 heures	Réception à l'intention de tous les délégués, en collaboration avec la World Association of Chefs' Societies [Worldchefs]

## Seconde journée du Conseil des gouverneurs

## Jeudi 18 février 2016

8 h 30 – 9 h 30	Petit déjeuner réseautage
9 h 30 – 10 heures	Déclarations générales
10 heures – 11 h 15	Série de conférences du FIDA: Secteur privé, bonne gouvernance et développement rural M. Mohamed Ibrahim, Fondateur et Président, Fondation Mo Ibrahim Modératrice: Babita Sharma
11 h 15 – 11 h 45	Points de l'ordre du jour pour approbation et pour information (points 11 et 12)
11 h 45 – 11 h 55	L'agriculture de demain: Entretien avec Mme Ismahane Elouafi, Directrice générale, Centre international d'agriculture biosaline (ICBA)
11 h 55 – 13 heures	Investissements innovants pour une transformation du monde rural Modérateur: Périn Saint-Ange, Vice-Président adjoint, Département gestion des programmes, FIDA Intervenants: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Glayson Ferrari Dos Santos, Chargé de programme de pays pour El Salvador, Division Amérique latine et Caraïbes, FIDA</li> <li>• Ronald Hartman, Directeur de pays – Indonésie, Division Asie et Pacifique, FIDA</li> <li>• Jacopo Monzini, Spécialiste technique supérieur, environnement et climat, Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe, FIDA</li> <li>• Elizabeth Ssendiwala, Spécialiste technique des questions liées à la parité hommes-femmes et à la jeunesse, Division Afrique orientale et australe, FIDA</li> </ul>
13 heures – 13 h 15	Rapport sur la table ronde des Gouverneurs
13 h 15 – 13 h 30	Remarques conclusives du Président du FIDA
13 h 30	Clôture de la session

## Jeudi 18 février 2016 – Programme de séminaires du Conseil des gouverneurs

14 h 30 – 16 heures	Approches filières innovantes adaptées aux petits agriculteurs ghanéens (Salle de conférences Italie)
16 heures – 17 h 30	Coordonner la recherche et le développement au profit de l'impact: principales données de la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (Salle de conférences Italie)

## Liste des documents soumis au Conseil des gouverneurs à sa trente-neuvième session

Cote du document	Point de l'ordre du jour	Titre
GC 39/L.1	2	Projet d'ordre du jour et programme des activités
GC 39/L.1/Add.1	2	Calendrier de travail
GC 39/L.2	6	Rapport sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA
GC 39/L.3	7	États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2014
GC 39/L.4	8	Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2016; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2016 et plan indicatif pour 2017-2018 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAFP
GC 39/L.5	9	Rapport final sur la fonction du FIDA en tant qu'organisme d'accueil du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
GC 39/L.6/Rev.1	10	Établissement du Comité des émoluments
GC 39/INF.1		Trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs - Aspects organisationnels
GC 39/INF.2		Chiffres significatifs pour l'exercice ayant pris fin le 31 décembre 2015
GC 39/INF.3 + Rev.1		Ordre des intervenants
GC 39/Résolutions		Résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa trente-neuvième session Synthèse de la table ronde des Gouverneurs 2016  Discours de clôture de M. Dinesh Sharma président de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs

Cote du document: GC 39/Résolutions  
Date: 18 février 2016  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa trente-neuvième session

### Note aux Gouverneurs

#### Responsables:

#### Questions techniques:

Gerard Sanders  
Conseiller juridique  
téléphone: +39 06 5459 2457  
courriel: g.sanders@ifad.org

Sylvie Martin  
Conseillère juridique adjointe  
téléphone: +39 06 5459 2574  
courriel: s.martin@ifad.org

#### Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés  
Responsable du  
Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2092  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil des gouverneurs — Trente-neuvième session  
Rome, 17-18 février 2016

---

Pour: Information

## Résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa trente-neuvième session

169. À sa trente-neuvième session, le Conseil des gouverneurs a adopté les résolutions 190/XXXIX et 191/XXXIX le 17 février 2016.
170. Ces résolutions sont communiquées pour information à tous les Membres du FIDA.

## Résolution 190/XXXIX

### Budget administratif comprenant les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA pour 2016 et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2016

Le Conseil des gouverneurs du FIDA,

Considérant l'article 6.10 de l'Accord portant création du FIDA et l'article VI du Règlement financier du FIDA;

Notant que, à sa cent seizième session, le Conseil d'administration a examiné et approuvé un programme de travail du FIDA pour 2016 s'élevant à 643 millions de DTS (900 millions d'USD), soit un programme de prêts de 607 millions de DTS (850 millions d'USD) et un programme brut de dons de 50 millions d'USD à 60 millions d'USD;

Ayant pris connaissance de l'examen effectué par le Conseil d'administration, à sa cent seizième session, des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA proposés pour 2016 et du budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA proposé pour 2016;

Approuve le budget administratif, comprenant: premièrement, le budget ordinaire du FIDA pour 2016 d'un montant de 146,71 millions d'USD; deuxièmement, le budget d'investissement du FIDA pour 2016 d'un montant de 2,4 millions d'USD; et troisièmement, le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2016 d'un montant de 5,67 millions d'USD, tels qu'ils sont exposés dans le document GC 39/L.4, déterminés sur la base d'un taux de change de 0,877 EUR pour 1,00 USD; et

Décide que, si la valeur moyenne du dollar des États-Unis en 2016 s'écartait du taux de change de l'euro utilisé pour calculer le budget, le montant total en dollars des États-Unis de l'équivalent des dépenses en euros dans le budget serait ajusté dans la proportion de l'écart entre le taux de change effectif de 2016 et le taux de change retenu au budget.

## Résolution 191/XXXIX

### Rétablissement du comité chargé d'examiner les émoluments du Président du FIDA

Le Conseil des gouverneurs du FIDA,

Considérant qu'à ses quatre-vingt-dix-neuvième, cent unième et cent seizième sessions, le Conseil d'administration a recommandé au Conseil des gouverneurs que soient élaborées des directives concernant le logement du Président du Fonds ainsi que la question générale des émoluments et autres conditions d'emploi du Président;

Considérant par conséquent qu'il est opportun de reconsidérer la question des émoluments du Président;

Ayant examiné le document publié sous la cote GC 39/L.6/Rev.1, la proposition qu'il contient et la recommandation du Conseil d'administration à cet égard, et agissant en vertu de l'article 15 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs;

Décide ce qui suit:

- a) le comité des émoluments sera rétabli pour réexaminer l'ensemble des émoluments et des autres conditions d'emploi du Président du FIDA, y compris les conclusions d'une étude sur la disponibilité et le prix, à Rome, d'un logement convenable pour le Président. Le comité soumettra à la quarantième session du Conseil des gouverneurs, par l'intermédiaire du Conseil d'administration, un rapport à ce sujet accompagné d'un projet de résolution sur cette question, en vue de son adoption par le Conseil des gouverneurs;
- b) ce comité sera composé de neuf Gouverneurs (quatre pour la Liste A, deux pour la Liste B et trois pour la Liste C) ou de leurs représentants; ses membres seront désignés par le président du Conseil des gouverneurs en application de l'article 15.2 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs; et
- c) le comité sera épaulé par un personnel spécialisé qui lui apportera l'appui et les conseils dont il pourrait avoir besoin.